



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

Mai 2023

Rapport préliminaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 12 juin 2023

Numéro d'enregistrement : POR- 053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

Ce rapport est également disponible en anglais.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport préliminaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Mai 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le troisième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) menés entre le 3 mai et le 31 mai 2023.

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Rapport final - Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – mai 2023.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final, anglais)

ISSN 2816-9360

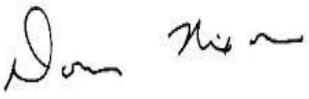
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 12 juin 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	9
Médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents des médias sociaux des principaux centres des Prairies)	11
Sécurité en ligne (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)	13
Changement climatique (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, Yukon)	14
Tarification du carbone (principaux centres de l'Est de l'Ontario, Nouveau-Brunswick)	16
Coût de la vie (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)	18
Logement (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton, Yukon, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)	19
Soins de santé (Yukon).....	21
Assurance-médicaments (Nouveau-Brunswick, principaux centres de la Colombie-Britannique)	22
Dépendances et usages de substances (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver).....	23
Protection et promotion de la langue française (région de la Montérégie [Québec])	24
Sécurité communautaire et réforme du système de mise en liberté sous caution (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)	24
Égalité entre les genres (jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec).....	25
Résultats détaillés.....	27
Le gouvernement du Canada dans l'actualité.....	32
Véhicules électriques (principaux centres urbains de l'est de l'Ontario).....	33
Chemin Roxham (région de la Montérégie [Québec]).....	34
Nouvelles habitudes de consommation (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)	35
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	35
Ukraine (principaux centres de l'Est de l'Ontario).....	38
Sécurité nationale (Yukon).....	38

Immigration (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario).....	39
Économie et création d'emplois (jeunes hommes issus de centres de petite et moyenne taille du Québec).....	40
Médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie (Québec), centres de moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents de médias sociaux des principaux centres des Prairies).....	41
Utilisation des médias sociaux (utilisateurs fréquents de médias sociaux des principaux centres des Prairies).....	41
Modération du contenu des médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba).....	42
Sécurité en ligne (utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec).....	44
Contenus préjudiciables (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies).....	44
Mésinformation (utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec).....	45
Changement climatique (centres de moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, Yukon).....	46
Impacts du changement climatique et adaptation (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, Yukon).....	46
Coûts liés au changement climatique (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec).....	48
Tarification du carbone (principaux centres de l'Est de l'Ontario, Nouveau-Brunswick).....	49
Tarification du carbone au Canada (principaux centres de l'est de l'Ontario).....	50
Points de vue sur la tarification du carbone (Nouveau-Brunswick).....	51
Coût de la vie (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, acheteurs d'une première habitation d'Hamilton).....	53
Logement (acheteurs d'une première habitation d'Hamilton, Yukon, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver).....	55
Acheteurs potentiels d'une habitation (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton).....	55
Offre en matière de logement (principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver).....	58
Situation du logement dans le Nord (Yukon).....	59
Soins de santé (Yukon).....	60
Régime d'assurance-médicaments (Nouveau-Brunswick, principaux centres de la Colombie-Britannique).....	61
Dépendances et usage de substances (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver).....	63



Protection et promotion de la langue française (région de la Montérégie [Québec])	65
Sécurité communautaire et réforme du système de mise en liberté sous caution (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)	66
Égalité entre les genres (jeunes hommes de centre de petite et moyenne taille du Québec)	69
Annexe A – Questionnaires de recrutement	70
Questionnaire de recrutement, version anglaise	71
Questionnaire de recrutement, version française	84
Annexe B – Guides de discussion	93
Guide du modérateur, version anglaise	94
Guide du modérateur, version française	128

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.



Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne menés entre le 3 mai 2023 et 31 mai 2023, à différents endroits du pays, notamment en Ontario, au Québec, en Saskatchewan, au Manitoba, au Yukon, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche pour ce cycle comprenaient des discussions sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada ainsi que toute information d'actualité en lien avec le gouvernement du Canada que les participants avaient vue, lue ou dont ils avaient entendu parler au cours des derniers jours. Certains groupes ont pris part à des discussions plus poussées sur des sujets tels que le conflit en Ukraine, la sécurité nationale et la souveraineté dans l'Arctique, l'immigration, l'économie et l'emploi.

Ce cycle de recherche a également étudié la question des médias sociaux, qui a été abordée par les personnes résidant dans l'est de l'Ontario, la région de la Montérégie au Québec, la Saskatchewan et le Manitoba, ainsi que par les utilisateurs assidus de médias sociaux dans les Prairies. Ces discussions ont permis un examen des habitudes des participants quant à leur utilisation des médias sociaux ainsi que de la modération des contenus sur les plateformes de médias sociaux. Les thèmes de la sécurité en ligne et de la désinformation ont fait l'objet de discussions par de fréquents utilisateurs de médias sociaux dans les Prairies et par des participants résidant au Québec. Les discussions des groupes de la Saskatchewan et du Manitoba, du Yukon et du Québec ont porté sur le changement climatique, tandis que les groupes de l'est de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont fait part de leur point de vue sur le plan de tarification du carbone du gouvernement fédéral. De nombreux groupes, notamment ceux au Yukon, en Colombie-Britannique, ainsi que les acheteurs potentiels d'un premier logement à Hamilton, en Ontario, ont traité de la question du logement. Des participants à faible revenu du Québec et les acheteurs d'une première habitation d'Hamilton ont également traité du coût actuel de la vie.

D'autres thèmes ont été abordés au cours de ce cycle, notamment les soins de santé, l'assurance-médicaments, la consommation de substances et les dépendances. Certains groupes ont également pris part à des conversations portant sur la protection et la promotion de la langue française, la sécurité communautaire et la réforme du système de mise en liberté sous caution, ainsi que l'égalité des genres.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.

- Les groupes ont principalement été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, par exemple la diaspora sud-asiatique, les acheteurs ou acheteurs potentiels de véhicules électriques, les utilisateurs fréquents du système de santé, les propriétaires, les personnes à faible et moyen revenu et les travailleurs du secteur de la technologie.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion sont tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale résidant dans les principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, en Montérégie au Québec, dans des centres de moyenne taille des Prairies, du Yukon, du Nouveau-Brunswick et dans les principaux centres de la Colombie-Britannique.
- Les six groupes restants faisaient partie des segments de la population suivants :
 - Diaspora sud-asiatique;
 - Canadiens à faible revenu;
 - Acheteurs d'une première habitation;
 - Utilisateurs fréquents des médias sociaux âgés de 18 à 34 ans;
 - Hommes âgés de 20 à 35 ans;
 - Personnes préoccupées par la criminalité;
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes ont été animés en anglais.
- Tous les groupes pour ce cycle ont été animés en ligne.
- Huit participants ont été recrutés par groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires de 125 \$.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Principaux centres urbains de l'EST de l'Ontario	1	Anglais	3 mai	18 h à 20 h	Population générale	8
Montérégie	2	Français	Mai 4	18 h à 20 h	Population générale	8
Sud de l'Ontario	3	Anglais	Mai 9	18 h à 20 h	Diaspora sud-asiatique	7
Centres de moyenne taille des Prairies (SK, MB)	4	Anglais	Mai 10	20 h à 22 h	Population générale	6

Principaux centres urbains du Québec	5	Français	Mai 11	18 h à 20 h	Personnes à faible revenu - revenu annuel du ménage de 40 000 \$	8
Hamilton	6	Anglais	Mai 16	18 h à 20 h	Acheteurs d'une première habitation	6
Yukon	7	Anglais	Mai 17	21 h à 23 h	Population générale	7
Principaux centres urbains des Prairies (Sask., Man.)	8	Anglais	Mai 23	20 h à 22 h	Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans	7
Nouveau-Brunswick	9	Anglais	Mai 24	17 h à 19 h	Population générale	7
Centres de petite à moyenne taille du Québec	10	Français	Mai 25	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur financier	5
Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique	11	Anglais	Mai 30	21 h à 23 h	Population générale	8
Région de Vancouver	12	Français	Mai 31	21 h à 23 h	Personnes préoccupées par la criminalité	7
Nombre total de participants						84

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion portant sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été évoquées, notamment les enquêtes en cours sur les allégations d'ingérence chinoise lors des récentes élections fédérales canadiennes, l'accord conclu avec l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) pour mettre fin aux grèves du syndicat, et l'annonce de nombreuses mesures d'accessibilité financière dans le cadre du budget 2023. Parmi les autres mesures évoquées figurent le dévoilement d'un nouveau concept de passeport canadien, l'annonce de changements proposés pour renforcer le système canadien de mise en liberté sous caution, le déploiement de membres du personnel des Forces armées canadiennes (FAC) pour aider à lutter contre les feux de forêt en Alberta, et la publication du *Plan d'action pour les langues officielles : 2023-2028* du gouvernement du Canada.

Les participants ont également évoqué les mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a notamment été question de la fourniture d'une aide militaire et financière à



l'Ukraine, des mesures visant à aider les Canadiens cherchant à quitter le Soudan et à accueillir les ressortissants soudanais au Canada dans un contexte d'agitation civile grandissante dans ce pays, ainsi que de la participation du premier ministre au 49^e sommet du Groupe des Sept (G7) à Hiroshima, au Japon.

Véhicules électriques (principaux centres urbains de l'est de l'Ontario)

Un groupe, composé de participants et résidents de l'Est de l'Ontario, a pris part à une longue discussion sur les récents investissements réalisés par le gouvernement fédéral pour augmenter la fabrication de véhicules électriques (VE) au Canada, et notamment sur son soutien quant à la construction d'une nouvelle usine de batteries pour VE à St Thomas, en Ontario. Le nombre de participant ayant déclaré avoir déjà entendu parler de ce projet était à peu près équivalent à celui des participants ayant déclaré en avoir entendu parler pour la première fois.

Après qu'on leur ait fourni des informations au sujet du projet, plusieurs répondants ont réagi positivement et espéré qu'avec la construction de cette usine, les VE deviendraient plus abordables au bénéfice des Canadiens et créeraient des emplois dans le secteur de l'énergie propre. Parmi le petit nombre de personnes ayant un avis plus négatif, des préoccupations ont été exprimées concernant les éventuels coûts environnementaux que pourrait entraîner l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries des VE.

Chemin Roxham (région de la Montérégie [Québec])

Quelques questions complémentaires concernant les demandeurs d'asile dans la province ont été posées aux participants de la région de la Montérégie au Québec, y compris à ceux qui avaient traversé la frontière illégalement en empruntant le chemin Roxham. La plupart d'entre eux avaient l'impression que ce point de passage avait été récemment fermé à la suite d'un nouvel accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis (É.-U.). Si aucun participant n'a réagi négativement à cette décision, quelques-uns se sont dit préoccupés par le fait qu'elle pourrait inciter les demandeurs d'asile à prendre des mesures plus désespérées pour entrer au Canada, ce qui pourrait mettre leur vie en danger. Selon certains, s'il est important que le gouvernement fédéral continue d'aider les demandeurs d'asile, un effort plus important doit être consenti pour répartir ces personnes de manière plus homogène aux quatre coins du pays.

Nouvelles habitudes de consommation (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Trois groupes ont pris part à une discussion portant sur leurs habitudes de consommation de nouvelles d'actualité ainsi que sur les plateformes ou sources d'information qu'ils considéraient comme les plus fiables. Interrogés sur le temps qu'ils consacraient généralement à lire, regarder ou écouter les nouvelles, la plupart d'entre eux ont répondu y consacrer environ 15 à 30 minutes par jour.

En décrivant les principales sources qu'ils utilisaient pour obtenir des informations, beaucoup ont mentionné les organes de diffusion traditionnels tels que la télévision (CBC, CTV, CP24 et Global News) et la radio. Plusieurs participants ont également indiqué recourir à des plateformes de médias sociaux

(Facebook, Instagram, Twitter et TikTok), ainsi qu'à des moteurs de recherche comme Google et Microsoft Bing. Interrogés sur la question de savoir s'ils considéraient certaines sources ou plateformes comme plus fiables que d'autres, si la plupart des participants estimaient que les sources d'information grand public et les sources officielles telles que le gouvernement du Canada étaient en général assez fiables, ils estimaient que les informations publiées sur les médias sociaux pouvaient souvent être trompeuses ou inexactes.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Lorsqu'il leur a été demandé dans quels domaines le gouvernement du Canada leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps, les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les domaines des soins de santé, de l'éducation, la mise à disposition d'une série de prestations et d'aides destinées aux Canadiens, des améliorations en matière de prestation de services de la part d'organismes et de ministères, dont l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Service Canada. Un certain nombre d'entre eux a également mentionné des domaines tels que ceux du changement climatique et de l'environnement, la protection et la promotion du multiculturalisme et de la diversité, et la fourniture d'une aide internationale à des pays comme l'Ukraine.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils considéraient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre des domaines mentionnés, l'accessibilité à la propriété et l'augmentation du coût de la vie, les soins de santé, les infrastructures (y compris la nécessité d'un grand nombre d'hôpitaux, d'écoles et de services de transport en commun).

Lorsqu'on leur a demandé quels étaient, selon eux, les enjeux les plus importants auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, beaucoup ont réitéré l'importance de s'attaquer aux enjeux liés au coût de la vie et au taux élevé d'inflation. Plusieurs participants estimaient également qu'il fallait en faire davantage pour améliorer l'accès à des logements sûrs et abordables pour tous les Canadiens et se sont dit préoccupés par l'augmentation perçue du nombre de personnes en situation d'itinérance au sein de leurs collectivités. Un grand nombre d'entre eux ont souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral de continuer d'accorder une attention soutenue aux problèmes liés aux temps d'attente dans les services de soins de santé et à la pénurie de personnel, au changement climatique et à la réduction de la dépendance des Canadiens à l'égard de sources d'énergie non renouvelables, ainsi qu'à la nécessité de continuer à investir dans le système éducatif du pays.

Ukraine (principaux centres de l'Est de l'Ontario)

Les participants composant un des groupes ont brièvement abordé la question de l'aide financière et du soutien militaire permanent qu'apporte le Canada à l'Ukraine. À la question de savoir s'ils estimaient qu'il s'agissait d'une priorité importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se focaliser, quelques participants ont répondu par l'affirmative. Certains d'entre eux estimaient qu'il était



important que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour continuer à soutenir l'Ukraine, soutenant que c'était important pour préserver la sécurité mondiale à long terme. Le plus grand nombre de ceux qui pensaient différemment étaient d'avis qu'étant donné les défis considérables auxquels on estimait que les Canadiens étaient actuellement confrontés (notamment l'inflation et le coût élevé de la vie), il était plus important pour le gouvernement fédéral de se concentrer sur des enjeux nationaux que de fournir une aide internationale.

Sécurité nationale (Yukon)

Les participants formant le groupe de discussion du Yukon ont pris part à une discussion portant sur la sécurité nationale, notamment sur la priorité d'assurer la souveraineté et à la sécurité de la région arctique du Canada. À la question de savoir si, tout compte fait, ils estimaient que le gouvernement était sur la bonne ou la mauvaise voie concernant ces enjeux, un grand nombre de participants ont répondu par la négative. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs préoccupations concernant l'état de préparation des Forces armées canadiennes (FAC) à défendre le Canada dans le cas d'un conflit mondial et étaient d'avis que des efforts plus importants devaient être consentis pour renforcer la capacité globale du pays en matière de sécurité nationale.

Tous étaient d'avis que la protection de l'Arctique devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada. Discutant de la performance du gouvernement à ce sujet, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il y avait matière à amélioration. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les menaces les plus graves à la souveraineté et à la sécurité du Nord canadien, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par l'empiètement potentiel d'autres pays sur le territoire canadien. Plusieurs d'entre eux ont également cité des enjeux environnementaux comme le changement climatique ainsi que les risques de catastrophes, par exemple de marées noires et de phénomènes météorologiques extrêmes dans leur région.

Immigration (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de membre de la diaspora sud-asiatique ont pris part à une discussion portant sur l'immigration et les problèmes auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants au Canada. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les Asiatiques du sud au Canada, un certain nombre d'entre eux ont mentionné les difficultés liées au processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers. Il a été estimé que les nouveaux arrivants d'Asie du Sud (et d'autres régions du monde) étaient souvent confrontés à des problèmes de reconnaissance quant à leurs qualifications professionnelles et académiques, ce qui rendait difficile la recherche d'un emploi dans leur domaine d'expertise.

À la question à savoir s'ils estimaient que l'immigration au sens large devait constituer une priorité majeure pour le Canada, la plupart ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en se concentrant sur l'augmentation des taux d'immigration et la venue de travailleurs qualifiés de l'étranger, le gouvernement fédéral serait en mesure de remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs. En abordant les problèmes les plus importants liés à l'immigration à l'heure actuelle, certains ont réitéré leurs préoccupations concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences



étrangers. D'autres enjeux ont été mentionnés, notamment la nécessité de veiller à ce que les étudiants étrangers aient accès aux mêmes services et avantages que tous les autres Canadiens, à ce que les travailleurs en situation irrégulière soient protégés contre l'exploitation par leurs employeurs et à ne pas privilégier certains pays ou antécédents au détriment d'autres en matière d'immigration.

Économie et création d'emplois (jeunes hommes issus de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Un groupe a pris part à une autre discussion portant sur l'économie et la création d'emplois. Plusieurs participants estimaient que l'économie était actuellement dans un piètre état, et un certain nombre d'entre eux ont tout particulièrement mentionné les coûts jugés élevés des produits de première nécessité, tels que les produits d'épicerie et l'essence. Un petit nombre d'entre eux avait une opinion quelque peu différente, estimant que même si l'économie était actuellement confrontée à des difficultés, elle restait relativement performante par rapport à d'autres administrations partout dans le monde. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que l'économie canadienne s'améliore, se dégrade ou reste à peu près inchangée dans cinq ans, les prévisions des participants se sont pour la plupart révélées négatives.

En ce qui concerne plus précisément l'état du marché de l'emploi, un grand nombre de participants étaient d'avis que, bien que de nombreux emplois soient actuellement disponibles, ces derniers n'offraient pas nécessairement des salaires élevés ou des avantages suffisants aux travailleurs. Le nombre de personnes estimant que le gouvernement du Canada est actuellement sur la bonne voie en matière de création d'emplois était à peu près équivalent à celui des personnes plus incertaines à ce sujet. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures ou d'initiatives du gouvernement fédéral liées à la création d'emplois, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce dernier avait accordé des subventions et du financement pour des programmes de formation dans des secteurs clés comme ceux de la technologie et des soins de santé, bien qu'aucun d'entre eux n'ait pu se souvenir de détails précis à ce sujet.

Médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents des médias sociaux des principaux centres des Prairies)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur les médias sociaux. Ces discussions se sont centrées sur leur utilisation des médias sociaux, sur la fiabilité de l'information diffusée sur ces plateformes, et sur leurs points de vue concernant la modération de contenus publiés sur les réseaux sociaux.

Usage des médias sociaux (utilisateurs fréquents de médias sociaux dans les principaux centres des Prairies).

Un groupe composé de particuliers se considérant comme utilisateurs fréquents des médias sociaux a discuté de leur utilisation des médias sociaux et de la façon dont ils interagissaient avec ces plateformes. Interrogés sur la fréquence à laquelle ils recouraient aux médias sociaux au cours d'une



journée donnée, la plupart d'entre eux estimaient que leur utilisation quotidienne était de l'ordre de 3 à 5 heures. En abordant la question des plateformes qu'ils utilisaient habituellement, plusieurs d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et TikTok, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré utiliser LinkedIn, YouTube et Snapchat. La plupart d'entre eux ont indiqué fréquenter ces plateformes principalement à des fins de divertissement et pour communiquer avec famille et amis. Lorsqu'on leur a demandé s'ils utilisaient les médias sociaux pour chercher des informations, un grand nombre d'entre eux ont indiqué les utiliser pour se renseigner au sujet d'événements locaux ou pour obtenir des nouvelles relatives à leur communauté, mais peu ont déclaré utiliser les médias sociaux pour en savoir davantage au sujet de questions ou d'événements plus généraux d'ordre national.

Très peu d'entre eux ont déclaré être abonnés à des médias sociaux du gouvernement du Canada ou à des comptes connexes appartenant à des ministères ou des organismes particuliers. Interrogés sur les conseils qu'ils donneraient au gouvernement fédéral concernant le contenu qu'il crée pour ces plateformes, un certain nombre d'entre eux estimaient que ses messages devraient être conçus pour mettre en évidence les aspects les plus positifs du Canada, notamment son réseau des parcs nationaux et la population diversifiée du pays. Un commentaire général a été formulé sur le fait que le gouvernement du Canada devrait adapter les contenus qu'il crée à chaque plateforme individuellement plutôt que d'utiliser une approche unique. Il a été estimé que les préférences des utilisateurs de médias sociaux en matière de contenus variaient considérablement en fonction de la plateforme utilisée et qu'il était important que le gouvernement fédéral comprenne ces différences.

Modération du contenu des médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba)

Trois groupes ont pris part à une discussion sur les contenus diffusés sur les médias sociaux, y compris la fiabilité des informations diffusées sur ces plateformes, l'impact des messages ou commentaires potentiellement préjudiciables et les mesures envisageables pour modérer ces contenus. À la question de savoir à quelle fréquence ils recourraient aux médias sociaux, la plupart des participants ont affirmé y recourir tous les jours. Lorsqu'on leur a demandé quelles plateformes ils utilisaient habituellement, un grand nombre d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et Instagram. Décrivant la manière dont ils abordaient généralement le contenu de ces plateformes, ils ont été à peu près aussi nombreux à déclarer qu'ils répondaient fréquemment aux messages publiés sur les médias sociaux par des amis, des membres de leur famille et/ou des personnalités et organisations publiques, ou qu'ils les commentaient, que ceux qui ne le faisaient que rarement, voire jamais.

Seul un petit nombre de participants a déclaré être abonné à des comptes de médias sociaux gérés par le gouvernement fédéral et par des organismes et des ministères connexes. Lorsqu'on leur a demandé s'ils faisaient généralement confiance aux contenus diffusés par le gouvernement du Canada sur les médias sociaux, les participants ayant déclaré faire plutôt confiance à ces contenus étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ne leur faisaient pas confiance sans pour autant s'en méfier. Un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé un haut niveau de confiance, tandis que très peu d'entre

eux ont indiqué se méfier quelque peu ou grandement des contenus émanant du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne tout particulièrement les contenus potentiellement préjudiciables publiés sur les médias sociaux (y compris les messages contenant des propos haineux, du harcèlement ou des menaces, des informations erronées ou d'autres contenus obscènes ou inappropriés), un grand nombre de participants ont indiqué être régulièrement exposés à ce type de messages. À la question de savoir si le fait d'habiliter les gestionnaires de médias sociaux à masquer ou à supprimer ces types de messages et à empêcher les utilisateurs mis en cause de voir ou de commenter de futurs messages constituerait une approche efficace de la gestion de ce type de contenu, les participants ont exprimé des avis partagés. La plupart d'entre eux se sont dit favorables à ce que les modérateurs de contenu prennent ce type de mesures, en particulier dans les cas de messages haineux, racistes ou sexistes, de menaces personnelles à l'encontre d'autres utilisateurs et de messages présentant intentionnellement des informations fausses ou trompeuses. La plupart d'entre eux se sont dit favorables à ce que ces mesures de ce type soient prises par les modérateurs de contenu, en particulier dans les cas de messages haineux, racistes ou sexistes, de menaces personnelles à l'encontre d'autres utilisateurs et de messages véhiculant délibérément des informations erronées ou mensongères. Parmi ces participants, il a été largement estimé qu'afin de garantir que les utilisateurs puissent continuer à s'exprimer librement, des critères stricts devaient être établis concernant les types de contenu qui seraient sujets à modération sur les comptes de médias sociaux gérés par le gouvernement fédéral.

Sécurité en ligne (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions sur la sécurité en ligne. Les membres du groupe composé d'utilisateurs fréquents de médias sociaux ont discuté de la sécurité en ligne et des contenus préjudiciables de manière plus générale, tandis que les deux groupes ont échangé leurs points de vue sur la question de la désinformation.

Contenus préjudiciables (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies)

Interrogés sur ce qu'ils estimaient être les impacts positifs d'Internet et de l'univers virtuel sur la société, bon nombre de participants ont mentionné la capacité accrue de se connecter et d'interagir avec la famille, les amis et d'autres personnes dans le monde entier, ainsi que la disponibilité à grande échelle d'informations sur un nombre infini de sujets. En abordant la question des potentiels inconvénients d'Internet, certains participants ont fait état de problèmes tels que la diffusion de contenus préjudiciables en ligne, de préoccupations liées à une atteinte à la vie privée, de la prévalence de manœuvres frauduleuses en ligne et du risque de dépendance à l'égard des médias sociaux et d'Internet.

Interrogés sur le sens qu'ils donnaient au terme « sécurité en ligne », la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait référence à la capacité d'une personne à protéger ses renseignements personnels et sa vie privée en ligne. Si peu d'entre eux se sont dit préoccupés par leur propre sécurité en ligne,

certaines estimaient qu'il fallait en faire plus pour protéger des groupes tels que les personnes âgées et les jeunes Canadiens qui n'ont peut-être pas acquis les compétences nécessaires pour déceler les risques en ligne ou qui peuvent être la cible de personnes malveillantes en ligne. Ils étaient peu nombreux à penser que la présence de contenus préjudiciables en ligne constituait un problème majeur à l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux estimant qu'il est toujours possible de se déconnecter ou d'éviter intentionnellement ce type de messages lorsqu'on y est exposé. Plusieurs participants étaient également d'avis que les contenus haineux étaient strictement réglementés sur des plateformes comme Facebook, Instagram et Twitter et que des mesures suffisantes avaient déjà été prises à cet égard.

Mésinformation (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Interrogés sur la fréquence à laquelle ils tombaient sur des informations en ligne dont ils doutaient de l'exactitude, un grand nombre de participants des deux groupes ont indiqué qu'ils étaient quotidiennement exposés à ce type de messages. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme une prévalence croissante de la désinformation en ligne, estimant qu'elle avait contribué à occulter la vérité sur de nombreux sujets importants et amené les Canadiens à se forger une opinion sur des questions en se fondant sur des informations incomplètes ou erronées. En donnant des exemples de mésinformation ou de désinformation auxquels ils ont été exposés en ligne, nombre d'entre eux se sont souvenus de messages ou de commentaires relatifs à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'au conflit en Ukraine. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour s'assurer de la véracité des informations qu'ils lisaient, la plupart des participants ont indiqué qu'ils utiliseraient probablement un moteur de recherche comme Google ou qu'ils consulteraient le site Web du gouvernement du Canada.

Quant aux mesures qui pourraient être prises pour lutter contre la désinformation en ligne, peu d'entre eux se sont dit d'avis que des mesures directes devraient être prises par le gouvernement du Canada à cet égard. Dans l'ensemble, la plupart des participants interrogés estimaient qu'il incombait aux utilisateurs d'éviter toute information avec laquelle ils n'étaient pas d'accord ou qu'ils jugeaient erronée. Si certains participants estimaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation, d'autres pensaient que le meilleur moyen de le faire était de veiller à ce que toutes l'information publiée sur les sites Web officiels soit exacte, incontestable et fondée sur des faits vérifiables. De leur avis, cela permettrait de positionner le gouvernement fédéral comme source fiable sur des questions importantes comme les soins de santé et l'économie, et encouragerait davantage de Canadiens à consulter les sites Web officiels pour vérifier les informations qu'ils trouvent en ligne.

Changement climatique (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, Yukon)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur le changement climatique. Ces discussions portaient essentiellement sur les mesures qu'avaient prises les participants pour se préparer aux effets du

changement climatique ainsi que sur les coûts potentiels que le gouvernement fédéral pourrait devoir assumer en prenant des mesures pour remédier à ce problème.

Impacts du changement climatique et adaptation (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, Yukon)

À la question de savoir si le changement climatique avait selon eux un impact majeur, mineur ou nul sur leurs régions respectives, la plupart des résidents de la Saskatchewan et du Manitoba estimaient que son impact avait jusqu'à présent été mineur, tandis que la quasi-totalité des résidents du Yukon a estimé qu'il avait eu un impact considérable sur leurs collectivités. En développant sur ce point, plusieurs résidents du Yukon ont mentionné les changements observés dans les régimes météorologiques du Nord ainsi que la prévalence jugée accrue de phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations à grande échelle, les feux de forêt et les températures anormalement élevées qu'ils considéraient comme étant des problèmes liés au changement climatique auxquels la région est confrontée.

Très peu d'entre eux estimaient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux effets potentiels du changement climatique, notamment à la recrudescence d'inondations et de feux de forêt. Si un petit nombre d'entre eux ont indiqué que des mesures avaient été prises pour dégager des couloirs d'urgence et mettre en œuvre des plans communautaires de préparation aux urgences en cas de catastrophe naturelle, peu d'entre eux estimaient que ces mesures avaient contribué à réduire la vulnérabilité globale de leurs collectivités aux phénomènes météorologiques extrêmes. Peu d'entre eux ont en outre déclaré avoir personnellement pris des mesures pour préparer leur ménage au changement climatique, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût de la vie perçu comme élevé à l'heure actuelle, il était difficile d'établir un budget pour autre chose que leurs dépenses mensuelles.

Un grand nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer au changement climatique. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de changement climatique, un certain nombre d'entre eux ont mentionné la mise en place d'une tarification fédérale du carbone et de ce qu'ils considéraient comme l'accent que mettait le gouvernement sur le développement de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie hydroélectrique. Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction. Quelques-uns d'entre eux ont réagi plus négativement, estimant qu'au lieu de consacrer ces ressources au changement climatique, il fallait se concentrer davantage sur des problèmes considérés comme plus urgents, comme le coût élevé de la vie, les délais d'attente dans les services de soins de santé, la pénurie de personnel et le manque d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones.

Coûts liés au changement climatique (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec)

Interrogés sur leur degré de préoccupation à l'égard du changement climatique, la plupart des participants du groupe composé de personnes à faible revenu du Québec ont déclaré être plutôt préoccupés par cette question. En abordant les aspects du changement climatique qui les préoccupaient le plus, les participants ont mentionné des problématiques comme celle de l'augmentation de la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes, de la diminution potentielle de la production agricole et l'impact que ce problème aurait sur leurs enfants et les générations à venir. À la question de savoir s'ils avaient été témoins d'effets du changement climatique dans leurs propres collectivités ou dans l'ensemble du Canada, plusieurs estimaient que les feux de forêt et les inondations étaient de plus en plus fréquents ces derniers temps et que cela était dû, au moins en partie, au changement climatique.

Bien que tous s'attendaient à ce que les mesures prises pour lutter contre le changement climatique aient un coût économique important, la plupart d'entre eux estimaient qu'il valait la peine d'agir. Tous étaient d'avis que les mesures prises aujourd'hui pour lutter contre ce problème seront extrêmement bénéfiques pour les générations à venir. En discutant des différentes approches qui pourraient être adoptées pour lutter contre le changement climatique, la plupart ont dit préférer les programmes et les initiatives incitant les individus à adopter des comportements plus durables plutôt que ceux qui imposaient des coûts supplémentaires pour des activités émettrices de carbone, comme la tarification fédérale du carbone. De l'avis général, compte tenu du taux d'inflation élevé et de l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle, de nombreux ménages ne seraient pas en mesure de faire face à des dépenses accrues relativement à leurs émissions.

Tarification du carbone (principaux centres de l'Est de l'Ontario, Nouveau-Brunswick)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions sur la tarification du carbone au Canada. Les discussions des résidents de l'est de l'Ontario ont porté sur le système fédéral de tarification du carbone, y compris sur le paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) versé aux Canadiens, tandis que les participants du Nouveau-Brunswick ont échangé leurs points de vue sur la tarification du carbone de manière plus générale.

Tarification du carbone au Canada (principaux centres de l'est de l'Ontario)

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, la plupart d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait récemment mis en place une tarification du carbone et que ce système était actuellement en vigueur en Ontario. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'une grande partie des produits perçus dans le cadre de ce programme était ultimement reversés aux ménages canadiens, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis sur la manière dont cela s'effectuait. Seul un petit nombre d'entre eux connaissait le terme « paiement de l'incitatif à agir pour le climat ».

Si la plupart des participants ont réagi positivement à cette information et se sont montrés favorables à une tarification de la pollution par le carbone, plusieurs d'entre eux s'interrogeaient sur l'efficacité de ce programme jusqu'à présent. Bien qu'un certain nombre d'entre eux estimaient que ce programme risquait d'avoir un impact limité sur la réduction de la quantité d'essence et de gaz naturel consommée par les Canadiens, on estimait qu'il serait impossible pour certains de restreindre des comportements quotidiens comme la conduite automobile et que cette initiative ne servirait qu'à rendre la vie encore plus inabordable pour ces personnes. On était d'avis que cela constituait surtout un défi pour les personnes vivant dans des collectivités rurales ou éloignées, où les options en matière de transports en commun n'étaient pas plus limitées.

Lors de discussions portant sur la question de savoir si une tarification fédérale du carbone aurait un impact majeur, mineur ou nul, aucun participant n'estimait qu'elle aurait un impact majeur. Bien que la plupart d'entre eux aient déclaré ne pas en savoir assez sur ce programme et sur les PIAC pour déterminer si ce dernier était juste à l'égard des Canadiens, plusieurs estimaient qu'il était logique que le gouvernement fédéral poursuive cette initiative, estimant que c'était la direction générale que prenait l'économie mondiale.

Points de vue sur la tarification du carbone (Nouveau-Brunswick)

Interrogés sur la mesure dans laquelle ils estimaient important que le gouvernement du Canada se concentre sur la réduction de la pollution par le carbone au Canada, presque tous les participants du groupe basé au Nouveau-Brunswick étaient d'avis qu'il s'agissait là d'une priorité absolue. Discutant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, les participants se sont souvenus avoir entendu parler d'initiatives comme la mise en place d'une tarification fédérale du carbone, d'investissements en faveur d'une économie plus verte, y compris de la production d'énergie propre et la fabrication de véhicules électriques (VE), ainsi que de programmes comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Presque tous étaient favorables à la mise en place d'une tarification du carbone, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique.

Discutant de la façon dont ils s'y prendraient pour obtenir de l'information sur la tarification du carbone, plusieurs participants ont mentionné qu'ils consulteraient des sources officielles comme le gouvernement du Canada ainsi que des moteurs de recherche comme Google. À la question de savoir s'ils chercheraient à s'informer auprès de climatologues ou d'économistes, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que ces experts seraient susceptibles d'apporter des points de vue importants à ce sujet. Après avoir été informés que de nombreux économistes avaient déclaré que la tarification du carbone était le moyen le plus rentable de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique, la plupart d'entre eux estimaient que cela justifiait encore davantage la décision du gouvernement fédéral de prendre cette mesure.

Questionnés à savoir s'ils pensaient que la mise en place d'un prix du carbone inciterait les Canadiens à réduire leurs émissions, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. La plupart des participants étaient d'avis que nombreuses seraient les personnes qui se verraient contraintes de continuer à mener des activités émettrices de carbone, telles que la conduite automobile et le chauffage de leur

maison, et que cela continuerait à être le cas jusqu'à ce que des alternatives énergétiques durables et propres deviennent plus facilement disponibles. Presque tous ont cependant réaffirmé leur soutien à une tarification fédérale du carbone, estimant que de telles mesures étaient importantes dans la lutte à long terme contre le changement climatique.

Coût de la vie (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)

Deux groupes de participants ont pris part à des discussions sur le coût de la vie et les mesures qui ont été prises par le gouvernement fédéral pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. La quasi-totalité d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui était de faire face à l'augmentation du coût de la vie. Un grand nombre d'entre eux ont cité ce qu'ils estimaient être une augmentation substantielle des prix dans tous les secteurs au cours des dernières années et craignaient que cette tendance se maintienne dans un avenir prévisible. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont mentionné des initiatives telles que les paiements de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) ainsi que le doublement temporaire du montant du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH).

En indiquant les domaines de leur vie dans lesquels les prix avaient augmenté, plusieurs ont mentionné le prix des produits de première nécessité comme les produits d'épicerie, l'essence et les mensualités des prêts hypothécaires et des loyers. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré ne plus aller au restaurant et ne plus s'adonner à autant d'activités de divertissement et de loisir en raison de l'augmentation du coût de la vie. Interrogés sur ce qui, selon eux, contribuait à l'augmentation du coût de la vie, plusieurs ont mentionné des problèmes comme l'augmentation des coûts de transport, l'interruption des chaînes d'approvisionnement mondiales perçue comme étant attribuable à la pandémie, et des questions géopolitiques telles que le conflit en Ukraine. Bien que la plupart d'entre eux estimaient que l'inflation et l'augmentation du coût de la vie constituaient un problème mondial, ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour y remédier. Au nombre des mesures suggérées figuraient des initiatives contribuant à une plus grande accessibilité à des logements pour les Canadiens à revenu faible ou moyen, la mise en place de prix plafond pour les produits de première nécessité comme les produits d'épicerie et les combustibles, ainsi qu'une plus grande attention portée à l'agriculture et à l'industrie manufacturière nationales.

Les participants du groupe composé de personnes à faible revenu résidant au Québec se sont livrés à un exercice supplémentaire au cours duquel on leur a présenté un certain nombre de mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider ceux qui peinaient à faire face au coût de la vie actuel pour ensuite leur demander de choisir celles qui, selon eux, auraient le plus d'impact. Parmi ces mesures, l'instauration de l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) a reçu le plus grand soutien, plusieurs participants estimant qu'elle aiderait non seulement les bénéficiaires de l'allocation, mais qu'elle stimulerait également l'économie en encourageant davantage de Canadiens à travailler. L'indexation des prestations pour contrer l'inflation et l'octroi d'un remboursement unique pour

l'épicerie ont également reçu un large soutien, même si certains participants estimaient que des efforts à plus long terme devaient être consentis pour aider les Canadiens en difficulté au regard des prix des produits d'épicerie. Bien que les participants y aient accordé moins d'attention, de l'avis général, l'élargissement des soins dentaires au Canada et l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) étaient largement considérés comme des initiatives importantes.

Logement (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton, Yukon, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions ont principalement porté sur une série de problématiques, notamment sur les mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première habitation, les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements partout au Canada, et les préoccupations liées au logement au sein des collectivités nordiques.

Acheteurs potentiels d'une habitation (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont fait part de leur point de vue sur l'accessibilité à la propriété au Canada et des difficultés qu'ils ont rencontrées lors de l'achat de leur première habitation. Interrogés sur les principaux obstacles auxquels se heurtent actuellement les acheteurs potentiels d'une habitation, un grand nombre de participants ont mentionné la mise de fonds substantielle nécessaire à l'achat d'une habitation dans de nombreuses régions du pays, estimant que le montant requis était devenu prohibitif pour bon nombre d'entre eux. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient connaissance de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, les participants se sont souvenus d'une interdiction temporaire de deux ans d'achats d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens, ainsi que de l'instauration de la taxe sur les logements sous-utilisés (TLSU) et de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (IAPP).

Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui concerne le rétablissement de prix abordables sur le marché du logement. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que si certaines aides avaient été fournies, elles n'avaient guère permis de résoudre les problèmes à long terme liés à l'accessibilité à la propriété et à l'augmentation exponentielle des prix du logement observée au cours des dernières années. À la question de savoir ce qu'il faudrait faire de plus pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré une série de mesures envisageables. Parmi celles-ci figuraient l'octroi d'une aide financière supplémentaire sous forme de subventions et de prêts afin d'aider les acheteurs d'une première habitation à verser une mise de fonds, l'élaboration de programmes de logements sociaux destinés spécifiquement aux Canadiens à faibles revenus et la possibilité pour la Banque du Canada (BC) d'envisager une baisse des taux d'intérêt afin de rendre les prêts hypothécaires plus abordables pour les acquéreurs d'une propriété.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel on leur a présenté de l'information relative à de nombreuses initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada et on leur a demandé de cerner celles qui, selon eux, auraient l'impact le plus déterminant. L'instauration de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (IAPP) a reçu le plus



grand soutien, car plusieurs participants estimaient que cette mesure aiderait les acheteurs potentiels à verser une mise de fonds, versement qu'ils considéraient comme étant l'obstacle le plus important à l'achat d'une propriété à l'heure actuelle. De même, la mise en place du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) a suscité un certain nombre de réactions favorables, certains prévoyant qu'elle permettrait aux Canadiens de mettre plus facilement de l'argent de côté pour leur mise de fonds. Bien qu'ayant suscité un intérêt moindre, les participants ont également exprimé des opinions majoritairement favorables au sujet de l'élargissement de l'IAPP pour en faciliter l'accès aux Canadiens célibataires, au doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH) et à l'investissement de 200 millions de dollars dans des options de logement de type location-achat.

Une deuxième liste d'initiatives a ensuite été présentée au groupe, pour cette fois-ci en dégager les impacts positifs sur le marché du logement en général. Au nombre de ces initiatives, la mesure visant à interdire la négociation par offres à l'aveugle a reçu le soutien le plus marqué de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle aurait un impact considérable sur la réduction des prix sur le marché du logement. Un grand nombre d'entre eux ont réagi positivement à la décision d'interdire temporairement aux non-Canadiens vivant à l'étranger d'acheter des propriétés résidentielles. D'aucuns estimaient que l'instauration par le gouvernement fédéral d'un nouvel impôt sur la revente précipitée d'une propriété pourrait s'avérer un moyen efficace d'empêcher cette pratique.

Offre en matière de logement (principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes basés en Colombie-Britannique (B.C.) ont pris part à une brève discussion sur l'offre de logements et les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements au Canada. Lorsqu'on a demandé aux participants de cerner les principaux enjeux liés au logement qui nécessiteraient une attention accrue de la part du gouvernement fédéral, plusieurs ont mentionné le manque perçu d'options en matière de logements abordables dans un grand nombre de collectivités au Canada. Dans le même ordre d'idées, quelques personnes avaient l'impression que ce problème allait probablement s'aggraver dans les années à venir, étant donné que le gouvernement fédéral s'est engagé à augmenter le taux de nouveaux immigrants au Canada. À la question de savoir si la construction de nouveaux logements devrait être une priorité du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, mais estimaient également que des efforts devaient être consentis pour construire des logements expressément destinés aux Canadiens à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à acheter une propriété.

Décrivant les obstacles les plus importants à la construction de nouveaux logements, un grand nombre d'entre eux estimaient que l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et des matériaux au cours des dernières années a rendu ces projets beaucoup plus onéreux du point de vue des promoteurs. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il y avait actuellement trop de règlements liés à la construction de logements et qu'il fallait en faire davantage, en particulier à l'échelon municipal, pour rationaliser le processus d'approbation des nouveaux projets de construction. De l'avis général, tous les paliers de gouvernement devraient avoir un rôle à jouer en ce qui a trait à l'augmentation de

l'offre de logements au bénéfice des Canadiens. Lorsque le rôle du gouvernement fédéral a plus spécifiquement été abordé, la plupart des participants estimaient que ce dernier serait plus efficace en apportant un soutien financier accru aux nouveaux projets de logement et en élaborant et supervisant une stratégie nationale visant à construire davantage de logements.

Logement dans le Nord (Yukon)

Les participants résidant au Yukon ont fait part de leurs points de vue sur la situation du logement dans leurs collectivités respectives et, plus généralement, dans le Nord. Presque tous ont décrit la situation du logement comme étant peu reluisante dans leur région, bon nombre d'entre eux citant des problèmes comme le prix élevés des loyers, le manque de logements sûrs et abordables et l'offre limitée de nouveaux logements à vendre. De l'avis général, la situation du logement dans le Nord s'est détériorée ces dernières années et la plupart des participants s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive si le gouvernement fédéral ne prenait pas des mesures pour remédier à ces problèmes.

Interrogés sur ce qui pourrait être fait pour améliorer cette situation, un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait consacrer davantage de ressources à la construction de logements abordables dans la région. En outre, les participants estimaient qu'il fallait mettre davantage de efforts sur une augmentation de la densité de logements dans les collectivités nordiques, en construisant de plus grands complexes résidentiels et en permettant à un plus grand nombre de personnes de vivre dans un espace plus restreint.

Soins de santé (Yukon)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion portant sur l'offre de soins de santé dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé de décrire le système de santé actuel au Yukon, les participants ont relevé toute une série de problématiques. Parmi celles-ci, les longs temps d'attente pour obtenir des soins d'urgence et des rendez-vous importants et pour effectuer des procédures essentielles, les ressources médicales limitées, la pénurie de médecins et d'infirmiers et le manque de services de santé mentale et de traitement des dépendances. Nombre d'entre eux estimaient que le système de santé du Yukon nécessitait des changements majeurs, notamment sous forme d'investissements financiers accrus, d'offres plus nombreuses en ce qui a trait à la sensibilisation et à la formation en matière de soins de santé pour les personnes vivant dans la région, et d'incitatifs plus substantiels pour attirer et maintenir en poste des médecins, des infirmières et d'autres professionnels de la santé dans les collectivités nordiques.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada dans le domaine des soins de santé, de la santé mentale ou des dépendances et de l'usage de substances, très peu d'entre eux pouvaient se souvenir de quoi que ce soit. Lorsqu'on leur a présenté de l'information sur une entente récente conclue entre le gouvernement fédéral et le Yukon en vue d'accroître le financement destiné aux soins de santé dans le territoire, presque tous les participants ont réagi négativement à cette information. Plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait assurer une supervision accrue des territoires et des provinces afin de

fournir des services de soins de santé de manière efficace et de faire le meilleur usage possible de ce financement.

Assurance-médicaments (Nouveau-Brunswick, principaux centres de la Colombie-Britannique)

Deux groupes ont participé à des discussions sur la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. À la question de savoir quels étaient selon eux les principaux défis en matière de soins de santé nécessitant une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada, les participants ont relevé un large éventail d'enjeux. Parmi ceux-ci, les longs délais d'attente pour accéder à des soins d'urgence, la perception d'une pénurie de médecins et d'infirmières, le manque de médecins de famille, l'épuisement professionnel accru chez les professionnels de la santé et la pénurie généralisée en matière de services de santé mentale. Interrogés plus particulièrement sur le coût des médicaments d'ordonnance, peu d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un problème important à l'heure actuelle. Bon nombre de participants ont fait remarquer que les Canadiens bénéficiaient généralement d'une assurance dans ce domaine par l'intermédiaire de leur employeur, tandis que quelques-uns avaient l'impression qu'il était possible de se faire rembourser ces coûts par le biais d'une demande de remboursement lors de la déclaration d'impôts annuelle. Un plus petit nombre de participants étaient d'un avis différent, estimant que dans un certain nombre de cas, la couverture pour les médicaments sur ordonnance n'était pas abordable, y compris celle pour le traitement de maladies graves telles que le cancer et le diabète.

Presque tous ont favorablement réagi à l'information qui leur a été présentée concernant les plans relatifs à un éventuel programme national d'assurance-médicaments, et plusieurs d'entre eux se sont montrés particulièrement enthousiastes quant à l'engagement du gouvernement fédéral de négocier les prix des médicaments sur ordonnance au nom des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux avaient une opinion plus négative de cette initiative, estimant qu'un programme national d'assurance-médicaments était trop ambitieux et peu susceptible d'être financièrement réalisable s'il était mis en œuvre.

Après avoir été informés que ce programme pourrait soit être mis en place de manière universelle pour tous les Canadiens ou dans le cadre d'une approche visant à « combler les lacunes », en fournissant une couverture d'assurance à ceux qui n'en bénéficient pas actuellement, les participants ont exprimé plusieurs opinions différentes. Un grand nombre d'entre eux estimaient qu'un régime entièrement public serait plus équitable et accessible tout en réduisant le coût des avantages sociaux offerts aux employés, dont les primes, de l'avis des participants, sont onéreuses à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux craignaient toutefois que cette approche entraîne des ordonnances excessives de la part des pharmaciens et favorise une éventuelle exploitation par des personnes cherchant à utiliser ces médicaments à des fins récréatives. Les aspects positifs que les participants associaient à l'approche consistant à « combler les lacunes » étaient principalement liés à la perception de coûts moins élevés pour l'ensemble du programme, au ciblage de l'aide fédérale en faveur des personnes qui en ont le plus besoin et à une approche plus personnalisée concernant l'assurance-médicaments. Plusieurs d'entre eux ont toutefois exprimé des préoccupations quant au risque de voir

émerger un système d'assurance-médicaments à deux vitesses si cette approche devait être mise en œuvre.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à un programme universel d'assurance-médicaments, les participants du groupe du Nouveau-Brunswick ont répondu par l'affirmative, tandis que ceux de la Colombie-Britannique se sont montrés plus sceptiques, estimant que le gouvernement fédéral devait se pencher sur des questions plus urgentes en matière de soins de santé. À la question de savoir s'ils soutiendraient encore ce programme s'il avait pour effet d'augmenter le déficit fédéral ou d'entraîner une augmentation ou une nouvelle taxation, très peu de participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative.

Dépendances et usages de substances (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les dépendances et l'usage de substances. Lorsqu'on leur a demandé si l'usage de substances était un problème dans leur communauté, presque tous les membres des deux groupes basés en Colombie-Britannique (C.-B.) estimaient qu'il s'agissait d'un problème majeur, tandis que la plupart des membres du Sud de l'Ontario estimaient qu'il s'agissait d'un problème mineur ou qu'il ne s'agissait pas d'un problème du tout. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada à cet égard, plusieurs croyaient que ce dernier avait financé et soutenu des sites de consommation supervisée dans plusieurs provinces et territoires. Parmi les autres mesures citées, mentionnons les efforts visant à garantir l'accès des consommateurs de drogues à des seringues propres ainsi que la mise à disposition de trousse de Naloxone gratuites dans la plupart des pharmacies canadiennes.

Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient l'expression « approvisionnement plus sécuritaire », la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait de la réglementation relative aux substances illicites et à la distribution de ces dernières aux personnes aux prises avec une dépendance, afin de s'assurer qu'elles ne consomment pas de drogues ayant pu être coupées avec des substances toxiques. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme « site de consommation supervisée », plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'endroits où les personnes aux prises avec une dépendance pouvaient venir consommer des substances illicites en lieu sûr et en présence de professionnels de la santé. Si la plupart des participants estimaient qu'un approvisionnement plus sécuritaire et des sites de consommation supervisés auraient probablement un impact bénéfique en matière de protection des consommateurs de drogues et de réduction des surdoses, peu d'entre eux pensaient que cela aurait un impact tangible sur la réduction de la dépendance et de la consommation de substances illicites. Plusieurs d'entre eux se sont dit d'avis qu'en plus des efforts déployés pour réduire les méfaits, il fallait mettre davantage l'accent sur le traitement nécessaire et l'aide à apporter à ces personnes pour qu'elles vainquent leurs dépendances.

Les deux groupes basés en Colombie-Britannique ont été invités à partager leur point de vue sur la récente décision du gouvernement du Canada d'accorder une exemption à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin de supprimer les sanctions pénales pour la possession d'un

maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. La quasi-totalité des résidents de la région de Vancouver (G.V.A.) étaient favorables à cette mesure, tandis que ceux qui résidaient dans les grands centres de la Colombie-Britannique avaient des opinions plus mitigées. Ceux qui soutenaient cette mesure avaient le sentiment qu'elle permettrait aux corps policiers de consacrer davantage de ressources dans d'autres domaines et, éventuellement, de réduire la charge qui pèse sur le système de justice pénale de la province. Parmi ceux qui se disaient plus incertains ou qui disaient s'opposer à cette mesure, des préoccupations ont été soulevées concernant la consommation accrue de ces substances maintenant que les consommateurs n'ont plus à se soucier des conséquences juridiques liées à leur possession.

Protection et promotion de la langue française (région de la Montérégie [Québec])

Les participants résidant dans la région de la Montérégie ont pris part à une brève discussion sur l'importance de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Bien que la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité importante devant faire l'objet d'une attention accrue de la part du gouvernement fédéral, peu d'entre eux avaient connaissance d'initiatives ou d'annonces récentes à ce sujet. Lorsqu'on les a informés que le gouvernement du Canada avait récemment mis en place son *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*, les participants se sont vu présenter une liste d'objectifs clés et de mesures proposées en lien avec ce plan.

Tous ont favorablement accueilli ces mesures et étaient nombreux à penser qu'elles seraient très utiles à la protection et à la promotion de la langue française, tant au Québec que dans le reste du Canada. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que des investissements consacrés à la formation linguistique de nouveaux arrivants auraient pour effet d'augmenter considérablement la prévalence du français au Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que des investissements plus importants visant à augmenter le nombre de garderies francophones au Canada auraient un impact favorable, car ils permettraient aux enfants d'acquérir des compétences en français dès leur plus jeune âge.

Sécurité communautaire et réforme du système de mise en liberté sous caution (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes ont pris part à une discussion sur les enjeux relatifs à la sécurité communautaire et sur les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec la réforme du système de mise en liberté sous caution. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils pensaient que leurs collectivités respectives étaient sûres, ils étaient plus nombreux à le penser que ceux qui étaient d'un autre avis. Presque tous avaient le sentiment que le taux de criminalité avait augmenté au sein de leur collectivité au cours des dernières années. En décrivant les causes potentielles de l'augmentation de la criminalité, un certain nombre de participants estimaient que l'augmentation du taux d'itinérance, de dépendance aux drogues et du nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale avaient été des facteurs contributifs majeurs.



À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le système de mise en liberté sous caution du Canada, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si aucun d'entre eux n'avait connaissance de détails précis concernant le système de mise en liberté sous caution, un grand nombre d'entre eux estimaient qu'il était assez clément à l'heure actuelle et qu'il devait être plus strict. Quant à la question de savoir si le système actuel de mise en liberté sous caution était juste, beaucoup estimaient ne pas avoir suffisamment d'information à ce sujet pour pouvoir fournir une évaluation objective. En ce qui concerne l'impact de la récidive des personnes en liberté sous caution, les participants étaient à peu près aussi nombreux à penser qu'il s'agissait d'un problème majeur que ceux qui estimaient qu'il n'avait qu'un impact mineur. En apprenant que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures pour renforcer le système canadien de mise en liberté sous caution et faire en sorte de rendre plus difficile la récidive, tous les participants ont favorablement réagi à cette information. La plupart d'entre eux étaient d'avis que cela empêcherait certaines personnes de profiter du système de mise en liberté sous caution et prévoyaient que cela contribuerait à réduire la criminalité au sein de leurs collectivités.

Égalité entre les genres (jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants d'un groupe composé de jeunes hommes résidant dans des centres de petite et moyenne taille du Québec ont pris part à une brève discussion portant sur l'égalité entre les genres. Lorsqu'on leur a demandé d'exposer leur point de vue sur les stéréotypes liés au genre et sur ce qui est attendu des hommes dans la société, beaucoup estimaient que les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes continuaient de conditionner les attentes sociétales, en particulier en ce qui concerne la famille, les rencontres galantes et les relations interpersonnelles. Un petit nombre d'entre eux avaient l'impression que les hommes continuaient d'éprouver un degré considérable de honte ou de gêne en faisant part de leurs problèmes de santé mentale et estimaient que l'on s'attendait encore à ce que les hommes répriment leurs émotions plutôt que d'en faire part. Interrogés sur l'impact de ces stéréotypes sur leur bien-être personnel, plusieurs d'entre eux ont déclaré que cela leur occasionnait du stress et qu'ils se sentaient contraints de se conformer à ce qu'ils considéraient comme étant des attentes de la société à leur égard.

En décrivant ce que signifiait pour eux « l'égalité des droits », bon nombre d'entre eux estimaient que cela supposait qu'hommes et femmes puissent avoir les mêmes droits, les mêmes responsabilités, les mêmes possibilités et les mêmes attentes au sein de la société. À la question de savoir si les jeunes hommes avaient un rôle à jouer dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, un grand nombre d'entre eux se sont dit incertains et bon nombre d'entre eux estimaient que l'égalité entre les hommes et les femmes était déjà en grande partie atteinte. Presque tous les participants étaient en désaccord avec l'affirmation selon laquelle la société reconsidérerait progressivement les rôles traditionnels féminins et masculins sur le lieu de travail et à la maison. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'il était encore difficile pour les hommes d'assumer des rôles traditionnellement féminins et que dans une certaine mesure, ceux qui les assumaient continuaient d'être stigmatisés. Les participants estimaient que davantage de travail devait être fait pour s'assurer que les hommes sont acceptés et encouragés à assumer des rôles plus traditionnellement dévolus aux femmes, lorsqu'ils le désiraient.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2012

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en mai 2023

Afin de mieux situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours des deux mois, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de mai 2023.

- Du 1er au 7 mai
 - Le 1er mai : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de Terre-Neuve-et-du-Labrador annoncent un financement de 306 millions de dollars pour le prolongement de la route Transcanadienne.
 - Le 1er mai : Le gouvernement du Canada, par le biais de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), annonce la création du Fonds de soutien aux capacités des parties intéressées et des Autochtones (FSCPIA) en vue de soutenir l'implication de communautés autochtones dans des activités.
 - Le 1er mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 2,8 millions de dollars en appui à des initiatives de santé mentale destinées aux membres de la communauté 2SLGBTQI+, par l'intermédiaire du Centre de recherche communautaire.
 - Le 1er mai : Le gouvernement du Canada annonce des mesures renforcées pour lutter contre la violence armée au Canada, y compris une réglementation renforcée, des amendements au projet de loi C-21 et la protection des droits des peuples autochtones relatifs aux armes à feu.
 - Le 2 mai : Le gouvernement du Canada, par le biais de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor), annonce un financement de plus de 7,6 millions de dollars pour neuf projets de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) du Nord de l'Ontario.
 - Le 2 mai : Le gouvernement du Canada investit 8,5 millions de dollars pour soutenir les initiatives de la Croix-Rouge canadienne liées au programme des Appels amicaux d'un bout à l'autre du pays.
 - Le 3 mai : Le gouvernement du Canada annonce des sanctions supplémentaires à l'encontre du régime iranien en raison de violations persistantes des droits de l'homme.
 - Le 3 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 71 millions de dollars en vue d'une aide humanitaire au Soudan et aux pays voisins, en réponse à l'agitation civile qui sévit dans le pays.
 - Le 3 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 71 millions de dollars en aide humanitaire destinée au Soudan et aux pays voisins, en réponse à l'agitation civile qui sévit dans le pays.
 - Le 3 mai : Le gouvernement du Canada investit plus de 25 millions de dollars à l'appui de projets par le biais du Fonds pour la résilience communautaire (FRC) afin de lutter contre la radicalisation menant à la violence.

- Groupe de discussion avec la population générale de l'Est de l'Ontario (3 mai).
- Le 4 mai : Le gouvernement du Canada investit 6,5 millions de dollars dans la recherche visant à promouvoir le bien-être physique et mental des jeunes enfants.
- Le 4 mai : Le gouvernement du Canada investit 5,8 millions de dollars pour soutenir le développement de technologies d'assistance et d'adaptation pour les Canadiens en situation de handicap.
- Groupe de discussion avec la population générale de la région de la Montérégie au Québec (4 mai 2023).
- Le 5 mai : Le gouvernement du Canada a créé le Conseil consultatif canadien de l'électricité pour soutenir les objectifs de carboneutralité du Canada en ce qui concerne l'électricité.
- Du 8 au 14 mai
 - Le 8 mai : Le gouvernement du Canada, par le biais d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), annonce la prolongation du Programme pilote sur l'agroalimentaire, facilitant ainsi l'accès à la résidence permanente pour les travailleurs et leurs familles.
 - Le 8 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 390 millions de dollars pour la prévention de la criminalité et de la violence liée aux armes à feu dans l'ensemble du pays.
 - Le 8 mai : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec annoncent un investissement conjoint de 1,7 milliard de dollars pour l'amélioration du réseau de transport collectif électrique au Québec.
 - Le 8 mai : Le gouvernement du Canada déclare persona non grata M. Zhao Wei à la suite d'une enquête sur l'ingérence de la Chine dans les affaires internes du Canada.
 - Groupe de discussion avec la diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario (9 mai)
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada annonce un nouveau format de passeport et de nouvelles caractéristiques de sécurité.
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 187 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC) afin de soutenir des projets québécois qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre et contribuent à l'économie.
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada accorde plus de 2 millions de dollars à l'organisme Voilà Community Help pour le recours à l'intelligence artificielle comme outil d'enseignement du français langue seconde dès la petite enfance.
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada investit plus de 890 000 dollars pour améliorer les sentiers existants et construire de nouveaux sentiers de transport actif partout au Nouveau-Brunswick.
 - Groupe de discussion avec la population générale la Saskatchewan et du Manitoba (10 mai)
 - Le 11 mai : Le gouvernement du Canada annonce le déploiement des Forces armées canadiennes (FAC) en Alberta en réponse aux feux de forêt qui sévissent dans la province.

- [Groupe de discussion avec des personnes à faible revenu vivant au Québec \(11 mai\).](#)
- Le 12 mai : Le gouvernement du Canada annonce que la Saskatchewan recevra du financement par l'intermédiaire du Fonds pour l'électricité de l'avenir (FEA) afin de soutenir des projets d'énergie propre et des technologies écoénergétiques, entre autres initiatives.
- Le 12 mai : Le gouvernement du Canada annonce que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a lancé des consultations en vue de moderniser le système de radiodiffusion.
- Du 15 au 21 mai
 - Le 15 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 13,5 millions de dollars dans le programme d'économie d'énergie *Taking Action on Tower Renewal* (TATR) de la ville de Toronto.
 - Le 16 mai : Le gouvernement du Canada investit plus de 3,75 millions de dollars pour soutenir l'Initiative de partenariats sur les minéraux critiques pour les Autochtones du Manitoba (IPMCAM).
 - Le 16 mai : Le gouvernement du Canada a annoncé des garanties supplémentaires pour protéger les élections canadiennes contre les ingérences étrangères.
 - Le 16 mai : Le ministre de la Justice et procureur général dépose le projet de loi C-48, qui propose d'apporter des modifications des réformes du système de mise en liberté sous caution canadien.
 - Le 16 mai : Le gouvernement du Canada annonce le corridor pour l'approvisionnement en carburants de remplacement entre le Canada et les États-Unis, fournissant une infrastructure pour véhicules électriques depuis Kalamazoo (Michigan) jusqu'à la ville de Québec (Québec).
 - [Groupe de discussion avec des acheteurs d'une première habitation d'Hamilton, en Ontario \(16 mai\)](#)
 - Le 17 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de près de 5,9 millions de dollars pour des projets de sensibilisation aux véhicules à émission zéro (VEZ).
 - Le 17 mai : Le gouvernement du Canada annonce une aide aux producteurs agricoles de la Saskatchewan dont les meules de foin ont été endommagées par des feux de forêt.
 - Le 17 mai : Le gouvernement du Canada investit plus de 10,9 millions de dollars dans des projets d'amélioration du transport actif dans la ville de Vancouver, en Colombie-Britannique (C.-B.).
 - [Groupe de discussion avec la population générale au Yukon \(17 mai\).](#)
 - Le 18 mai : Le gouvernement du Canada annonce la conclusion de nouvelles ententes avec Visa et Mastercard visant à réduire les frais de transaction des cartes de crédit pour les petites entreprises.
 - Le 18 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 4,1 millions de dollars dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable (PAC durable)

pour deux projets visant à renforcer la résilience et la confiance du public dans le secteur agricole en Saskatchewan.

- Le 19 mai : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba annoncent un investissement conjoint de plus de 13,1 millions de dollars pour l'amélioration des systèmes de ventilation, de chauffage et de refroidissement dans les écoles et les établissements de soins de santé du Manitoba.
- Le 19 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 4,5 millions de dollars dans le cadre du Fonds pour bâtir des collectivités plus sécuritaires (FBCS) destiné à la ville de Winnipeg pour prévenir la criminalité liée aux armes à feu et la violence liée aux gangs.
- Du 22 au 31 mai
 - Le 23 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 15,4 millions de dollars pour améliorer l'accès aux services de santé pour les francophones vivant dans le Nord de l'Ontario.
 - Le 23 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 150 000 \$ pour le transport actif dans la ville de Saint John, au Nouveau-Brunswick.
 - Le 23 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 40 millions de dollars pour la relance du tourisme dans la ville de Vancouver.
 - Le 23 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 5,6 millions de dollars dans une initiative de la Factory pour soutenir le développement des compétences de nouveaux arrivants.
 - [Groupe de discussion avec des utilisateurs fréquents des médias sociaux âgés de 18 à 34 ans en Saskatchewan et au Manitoba \(23 mai\)](#).
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 7 millions de dollars pour des corridors de transport actif dans l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.).
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada investit 3,1 millions de dollars par le biais de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) dans neuf projets en Colombie-Britannique.
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 4 millions de dollars pour soutenir la modernisation de l'électricité à Saint John, au Nouveau-Brunswick.
 - [Groupe de discussion avec la population générale au Nouveau-Brunswick \(24 mai\)](#).
 - Le 25 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 38,2 millions de dollars pour soutenir des projets d'énergie renouvelable au Manitoba.
 - Le 25 mai : Le gouvernement du Canada annonce que six projets recevront un financement de plus de 3,5 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative de recherche sur la violence fondée sur le genre.
 - Le 25 mai : Le gouvernement du Canada a annoncé un investissement de 7,6 millions de dollars dans la croissance des entreprises et la formation de la main-d'œuvre en Saskatchewan.
 - [Groupe de discussion avec des hommes de 20 à 35 ans vivant au Québec \(25 mai\)](#).

- Le 26 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 3,57 millions de dollars pour prévenir la violence liée aux armes à feu et aux gangs à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Le 26 mai : Le gouvernement du Canada investit 16,1 millions de dollars pour l'amélioration de l'infrastructure de traitement de l'eau en Colombie-Britannique.
- Le 26 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 42,9 millions de dollars pour aider le secteur de la santé à s'adapter au changement climatique.
- Le 29 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 930 000 dollars pour aider à contrer les risques liés à la consommation de substances à Sudbury, dans l'Ontario.
- Le 29 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 65 millions de dollars pour soutenir la croissance durable dans le secteur agricole du Manitoba.
- [Groupe de discussion avec la population générale vivant en C.-B. \(30 mai\)](#).
- Le 31 mai : Le gouvernement du Canada annonce des investissements pouvant atteindre 86 millions de dollars pour soutenir le secteur des carburants propres de Terre-Neuve-et-Labrador.
- Le 31 mai : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard annoncent que la province élargira son programme de médicaments dans le cadre d'une entente nouvellement conclue.
- [Groupe de discussion avec les particuliers préoccupés par la criminalité de la région de Vancouver \(31 mai\)](#).

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion portant sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série d'annonces et d'initiatives diverses ont été mentionnées, notamment:

- Les enquêtes en cours du gouvernement fédéral sur les allégations d'ingérence de la Chine dans les récentes élections fédérales canadiennes. Parmi les initiatives dont les participants se sont souvenus figure la nomination d'un rapporteur spécial indépendant sur l'ingérence étrangère, chargé de déterminer l'ampleur et les conséquences de cette ingérence. Un grand nombre de participants ont déclaré en avoir entendu parler, et plusieurs ont indiqué qu'ils suivaient cette affaire de près;
- Une entente conclue le 1er mai 2023 entre le gouvernement du Canada et l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) pour mettre fin à la grève qui avait débuté le 19 avril 2023;
- L'annonce de l'intégration de nombreuses mesures en matière d'accessibilité à la propriété dans le budget annuel 2023 du gouvernement fédéral. Les participants se sont

particulièrement souvenus d'initiatives telles que l'octroi d'un remboursement unique pour les produits d'épicerie aux ménages à faible revenu, ainsi que l'engagement d'éliminer les frais inutiles payés par les Canadiens et de réduire les frais de transaction par carte de crédit pour les propriétaires de petites entreprises;

- Le dévoilement d'un nouveau format pour le passeport canadien, comprenant de nouvelles caractéristiques de sécurité à la fine pointe de la technologie. Un certain nombre de participants ont émis des réserves quant à la décision de supprimer de nombreuses images historiques dans le cadre de cette refonte, estimant que ces images avaient servi de rappel positif du patrimoine et des réalisations du Canada;
- L'annonce des changements proposés visant à renforcer le système canadien de mise en liberté sous caution afin d'améliorer la sécurité publique et de rendre plus difficile la remise en liberté sous caution de récidivistes violents à l'avenir. Les participants ont exprimé des opinions majoritairement favorables concernant cette mesure;
- Le déploiement de membres du personnel et de ressources des Forces armées canadiennes (FAC) par le gouvernement fédéral pour aider l'Alberta à lutter contre un grand nombre de feux de forêt non maîtrisés qui sévissaient dans toute la province;
- L'annonce du *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028* du gouvernement du Canada visant à renverser le déclin du français au Canada et à promouvoir la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Plusieurs participants du groupe composé de résidents des principaux centres du Québec ont déclaré être au courant de cette initiative.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci :

- Un soutien permanent à l'Ukraine, y compris la fourniture continue d'une assistance financière et militaire, ainsi que des efforts déployés pour accueillir et héberger les Ukrainiens fuyant le conflit;
- Des mesures visant à aider les Canadiens cherchant à quitter le Soudan dans un contexte d'escalade de la violence et d'agitation civile grandissante dans le pays. Les participants se sont souvenus que le gouvernement du Canada avait nolisés un certain nombre de vols pour contribuer à l'effort d'évacuation et avait pris des mesures pour accueillir les ressortissants soudanais se trouvant actuellement au Canada, notamment en leur permettant de demander une prolongation sans frais de leur séjour et de passer d'une catégorie de résidents temporaires à une autre;
- La participation du premier ministre au 49^e sommet du Groupe des Sept (G7) qui s'est tenu entre le 19 et le 21 mai 2023 à Hiroshima, au Japon.

Véhicules électriques (principaux centres urbains de l'est de l'Ontario)

Un groupe, composé de participants et résidents de l'Est de l'Ontario a pris part à une longue discussion sur les récents investissements réalisés par le gouvernement fédéral visant à augmenter la fabrication de véhicules électriques (VE) au Canada, et notamment sur son soutien à la construction d'une nouvelle usine de batteries pour VE à St Thomas, en Ontario. Le nombre de participants ayant

déjà entendu parler de ce projet était équivalent à celui des participants qui en entendaient parler pour la première fois. Afin de faciliter la discussion, les participants ont été informés de ce qui suit :

Récemment, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont obtenu un investissement de Volkswagen pour établir sa première usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques outre-mer à St Thomas, en Ontario. Il s'agit du plus important investissement en matière de véhicules électriques de l'histoire du Canada. Une fois achevée en 2027, l'usine produira des batteries pour un million de véhicules électriques par an, renforçant ainsi la capacité nationale de fabrication de batteries pour répondre à la demande en véhicules électriques.

Plusieurs participants ont exprimé une opinion positive quant à cette information et espéraient que la construction de cette usine rendrait le prix des VE plus abordable au bénéfice des Canadiens et favoriserait la création d'emplois dans le secteur des énergies propres. Un petit nombre d'entre eux étaient également d'avis que le Canada pourrait tirer d'importants avantages économiques de ces investissements et se positionner en tant que leader mondial de la production de batteries pour véhicules électriques. Parmi le petit nombre de participants ayant un avis plus négatif, on s'interrogeait à savoir si les investissements du gouvernement fédéral dans ce secteur pourraient entraîner une augmentation des taxes pour les Canadiens à l'avenir. Des préoccupations ont également été soulevées concernant les coûts environnementaux potentiels liés à l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication de batteries pour VE. Quelques participants avaient un point de vue plus nuancé, estimant que ce projet aurait probablement un impact économique positif dans leur région et au Canada en général, mais que le gouvernement fédéral devait se focaliser sur des questions plus urgentes, notamment sur les soins de santé et le coût élevé de la vie à l'heure actuelle.

Chemin Roxham (région de la Montérégie [Québec])

Quelques questions complémentaires ont été posées aux participants de la région de la Montérégie au Québec concernant les demandeurs d'asile dans la province, y compris à ceux qui avaient traversé la frontière illégalement en empruntant le chemin Roxham. Le nombre de personnes ayant entendu parler de cette problématique était à peu près équivalent à celui des personnes n'ayant pas entendu parler. Parmi les participants qui en avaient connaissance, la plupart avaient le sentiment que ce point de passage avait récemment été fermé à la suite d'une nouvelle entente conclue entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis (É.-U.). Si aucun n'a réagi négativement à cette décision, quelques-uns se sont dit préoccupés par le fait qu'elle pourrait inciter les demandeurs d'asile à prendre des mesures plus désespérées pour entrer au Canada, ce qui pourrait mettre leur vie en danger. Selon certains d'entre eux, s'il est important que le gouvernement fédéral continue d'aider les demandeurs d'asile, un effort plus important devait être consenti pour répartir ces personnes de manière plus homogène aux quatre coins du pays. On estimait que certaines provinces, comme le Québec, avaient accueilli un nombre beaucoup plus important de demandeurs d'asile ces dernières années que d'autres régions du Canada.

Nouvelles habitudes de consommation (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Trois groupes de participants ont pris part à une discussion portant sur leurs habitudes de consommation relativement aux nouvelles d'actualité ainsi que sur les plateformes ou sources d'information qu'ils considéraient comme les plus fiables. Interrogés sur le temps qu'ils consacrent généralement à lire, regarder ou écouter les nouvelles, la plupart d'entre eux ont répondu qu'ils y consacraient environ 15 à 30 minutes par jour. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils parcouraient habituellement les titres et étudiaient plus en profondeur les sujets ou les articles qui les intéressaient particulièrement. Un petit nombre de participants ont indiqué qu'ils consultaient les nouvelles en permanence tout au long de la journée, tandis que quelques-uns les consommaient de manière plus passive au moyen de leurs flux de médias sociaux ou par le biais du bouche-à-oreille provenant de leur famille, de leurs amis ou de leurs collègues.

En décrivant les principales sources qu'ils utilisaient pour obtenir des informations, bon nombre de participants ont mentionné les organes de diffusion traditionnels comme la télévision (CBC, CTV, CP24 et Global News) et la radio. Plusieurs d'entre eux ont également indiqué recourir à des plateformes de médias sociaux (Facebook, Instagram, Twitter et TikTok), ainsi qu'à des moteurs de recherche comme Google et Microsoft Bing. À la question de savoir s'ils considéraient certaines sources ou plateformes comme plus fiables que d'autres, si la plupart des participants estimaient que les sources d'information grand public et les sources officielles telles que le gouvernement du Canada étaient en général assez fiables, ils estimaient que les informations publiées sur les médias sociaux pouvaient souvent être trompeuses ou inexactes. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que ce problème était particulièrement récurrent sur Facebook et Instagram. À la question complémentaire de savoir s'il leur arrivait de rechercher des sources d'information dans d'autres langues, de nombreux participants du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué obtenir des informations dans des langues telles que le panjabi, l'hindi et l'ourdou, par le biais de la télévision, de la radio et de YouTube.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Lorsqu'il leur a été demandé dans quels domaines le gouvernement du Canada leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps, les participants ont fourni un éventail de réponses. Au nombre de celles-ci :

- Soins de santé - plusieurs ont mentionné les soins de santé qu'ils considéraient comme étant abordables et de grande qualité au Canada. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait fermement soutenu les systèmes de soins de santé provinciaux et territoriaux tout au long de la pandémie de COVID-19 et estimaient qu'il s'était

bien adapté à la nature changeante du virus. Quelques-uns ont aussi évoqué les ententes récentes conclues entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en vue d'augmenter les paiements au titre du Transfert canadien en matière de santé (TCS), estimant que cette mesure permettrait d'améliorer davantage la prestation des soins de santé au Canada;

- Éducation - Un certain nombre de participants ont parlé en termes positifs de l'enseignement primaire et secondaire universel pour tous les Canadiens. On estimait que le système d'éducation dans l'ensemble du pays était généralement de grande qualité comparativement à d'autres régions du monde;
- Prestations et aides - Le large éventail de prestations et d'aides offertes Canadiens a également été cité par un grand nombre de participants comme un domaine dans lequel la performance du gouvernement fédéral était satisfaisante. Les participants ont mentionné un certain nombre de programmes fédéraux dont ils s'étaient personnellement prévalus, notamment l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), l'assurance-emploi (AE), la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Régime de pensions du Canada (RPC);
- Services aux Canadiens - Un certain nombre de personnes estimaient que la prestation des services aux Canadiens s'était considérablement améliorée ces derniers temps. Plusieurs participants ayant récemment rempli leur déclaration de revenus annuelle ont parlé en termes favorables du site Internet de l'Agence du revenu du Canada (ARC), estimant qu'il était sûr et qu'il était facile à consulter. Quelques-uns ont déclaré que le renouvellement récent de leur passeport avait été positif comme exercice et que la procédure avait été beaucoup plus facile et rapide qu'ils ne l'auraient cru;
- Environnement et changement climatique - Les participants étaient d'avis que l'environnement et le changement climatique avaient été au centre des préoccupations du gouvernement fédéral au cours des dernières années. Bon nombre d'entre eux avaient le sentiment qu'un large éventail de mesures et d'initiatives avait été mis en œuvre dans le domaine de l'environnement et pour aider les Canadiens à faire des choix plus durables. Quelques-uns ont émis des commentaires positifs sur la gestion du réseau des parcs nationaux et estimaient que Parcs Canada avait fait du bon travail pour maintenir et protéger les sites historiques et naturels du Canada;
- Immigration - Les participants estimaient que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail en promouvant des taux d'immigration plus élevés et en s'efforçant de faire entrer davantage de non-Canadiens au pays.
- Diversité et multiculturalisme - Un certain nombre d'entre eux estimaient que le Canada était un pays accueillant et que le gouvernement fédéral avait fait du bon travail pour protéger et promouvoir la diversité et le caractère multiculturel de sa population. On estimait en outre que le gouvernement du Canada avait fermement soutenu les groupes marginalisés, notamment les Canadiens racialisés, les peuples autochtones et les membres de la communauté 2SLGBTQI+;

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils considéraient qu'il y avait place pour des améliorations de la part du gouvernement du Canada. Au nombre de ces domaines :

- L'abordabilité et le coût de la vie - Un grand nombre d'entre eux avaient l'impression que la vie était devenue beaucoup moins abordable ces dernières années et qu'il était de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Plusieurs d'entre eux ont tout particulièrement mentionné l'augmentation du prix des logements et estimaient que l'accession à la propriété était devenue de plus en plus hors de portée pour un nombre croissant de Canadiens. On considérait qu'il fallait en faire davantage pour soutenir les ménages à faibles et moyens revenus ainsi que des groupes comme les personnes âgées qui dépendent principalement de revenus fixes et dont le pouvoir d'achat a diminué en raison de l'inflation galopante. Quelques-uns estimaient que le gouvernement fédéral devrait déployer davantage d'efforts pour réduire ses dépenses et maintenir un budget équilibré, comme moyen supplémentaire de lutter contre l'inflation.
- Soins de santé - Plusieurs participants avaient l'impression que les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous connaissaient partout au pays des temps d'attente considérables et qu'il était devenu difficile pour les Canadiens d'accéder à des soins de santé dans de nombreuses régions du pays. Un certain nombre d'entre eux estimaient que la pénurie généralisée de médecins et d'infirmiers avait été un facteur contributif à ce problème. Dans le même ordre d'idées, les participants estimaient qu'il fallait en faire davantage pour rationaliser la procédure de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin de permettre aux médecins et aux infirmiers ayant été formés à l'étranger d'exercer plus facilement leur profession au Canada;
- Infrastructures - D'aucuns estimaient qu'il n'y avait actuellement pas assez d'infrastructures (notamment d'hôpitaux, de transports en commun et d'écoles) pour faire face à la population croissante du Canada. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact potentiel de l'augmentation des taux d'immigration dans ces domaines et estimaient qu'il fallait en faire davantage pour développer ces services afin de se préparer à l'arrivée d'un nombre croissant de nouveaux arrivants;
- Sécurité nationale - Certains participants ont exprimé leurs préoccupations relativement à ce qu'ils jugeaient être des menaces croissantes sur le plan géopolitique, estimant qu'il fallait en faire plus pour assurer la sécurité des Canadiens. On était d'avis que des efforts plus importants pourraient être déployés pour renforcer les Forces armées canadiennes (FAC), y compris leur capacité à prévenir les incursions dans l'Arctique;
- Réconciliation - Plusieurs participants ont eu l'impression que de nombreuses communautés autochtones continuaient à manquer d'eau potable et qu'ils n'avaient pas accès aux mêmes services fédéraux que tous les autres Canadiens. On estimait qu'il restait encore beaucoup à faire pour soutenir ces communautés et pour davantage intégrer les points de vue des Autochtones dans la société canadienne. Quelques-uns ont suggéré que des mesures soient prises pour inclure les pratiques autochtones dans le système de justice pénale, estimant que les traditions et les croyances autochtones devaient être mieux représentées dans ce domaine.

Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les principaux problèmes qui, selon eux, devraient être traités en priorité par le gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont réitéré l'importance de se pencher sur les problèmes liés au coût de la vie et au taux élevé d'inflation. On estimait qu'un nombre croissant de Canadiens étaient en difficulté et que cette tendance se maintiendrait probablement si le



gouvernement fédéral ne prenait pas des mesures pour remédier à ce problème. Plusieurs participants estimaient également qu'il fallait en faire davantage pour améliorer l'accès à des logements sûrs et abordables pour tous les Canadiens et se sont dit préoccupés par l'augmentation présumée du nombre de personnes en situation d'itinérance au sein de leurs collectivités. Un grand nombre d'entre eux ont également souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral de continuer à se focaliser sur les enjeux liés aux temps d'attente dans les services de soins de santé et à la pénurie de personnel, au changement climatique et à réduire la dépendance des Canadiens aux sources d'énergie non renouvelables, ainsi qu'à la nécessité d'un investissement continu dans le système d'éducation du pays. Parmi les autres enjeux identifiés par les participants figurent la sécurité nationale (y compris la protection contre les cybermenaces et l'ingérence électorale étrangère), la santé mentale et les dépendances, ainsi que la réconciliation avec les peuples autochtones.

Ukraine (principaux centres de l'Est de l'Ontario)

Les participants composant l'un des groupes ont brièvement abordé la question de l'aide financière et du soutien militaire permanent qu'apporte le Canada à l'Ukraine. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral à cet égard, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que ce dernier avait soutenu l'Ukraine en lui apportant une aide financière, en lui fournissant du matériel et des véhicules militaires et en accueillant et logeant un grand nombre d'Ukrainiens qui avaient fui le conflit. Certains participants estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en continuant à soutenir l'Ukraine, estimant que c'était important pour préserver la sécurité mondiale à long terme. Le plus grand nombre de ceux qui pensaient différemment étaient d'avis qu'étant donné les défis considérables auxquels on estimait que les Canadiens étaient actuellement confrontés (notamment l'inflation et le coût élevé de la vie), il était plus important pour le gouvernement fédéral de se focaliser sur les enjeux nationaux plutôt que de fournir une aide internationale. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le conflit en Ukraine allait probablement se poursuivre dans un avenir prévisible et se demandaient s'il serait économiquement viable pour le gouvernement du Canada de maintenir son actuel niveau de soutien financier et militaire si la situation devait perdurer pendant de nombreuses années.

Sécurité nationale (Yukon)

Les participants du groupe basé au Yukon ont pris part à une discussion sur la sécurité nationale, y compris sur la souveraineté et la sécurité de l'Arctique. À la question de savoir si, tout compte fait, ils estimaient que le gouvernement était sur la bonne ou la mauvaise voie concernant ces enjeux, un grand nombre de participants ont répondu par la négative. Plusieurs d'entre eux ont exprimé des préoccupations concernant l'état de préparation des Forces armées canadiennes (FAC) à défendre le Canada dans le cas d'un conflit mondial et étaient d'avis que des efforts plus importants devaient être déployés pour renforcer la capacité globale du pays en matière de sécurité nationale. Quelques-uns ont aussi exprimé leurs préoccupations relativement aux menaces émergentes comme le cyberterrorisme, estimant qu'il fallait en faire davantage pour protéger les Canadiens contre les

attaques numériques. Un petit nombre d'entre eux estimaient que le Canada était actuellement trop dépendant de ses alliés (en particulier des États-Unis) pour sa défense nationale et que des mesures devaient être prises pour favoriser une plus grande indépendance dans ce domaine.

Tous étaient d'avis que la protection de l'Arctique devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada. Lors de discussions portant sur la performance du gouvernement à ce sujet, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'elle laissait à désirer. Quelques-uns ont mentionné plus particulièrement des incidents liés à des ballons-espions qui auraient survolé l'espace aérien canadien en janvier et février 2023 et avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait en quelque sorte tardé à réagir à ces incursions. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les menaces les plus graves à la souveraineté et à la sécurité du Nord canadien, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par l'empiètement potentiel d'autres pays sur le territoire canadien. Plusieurs d'entre eux ont également cité des enjeux environnementaux comme le changement climatique ainsi que les risques de catastrophes, notamment de marées noires et de phénomènes météorologiques extrêmes dans leur région. Tous considéraient qu'il s'agissait d'enjeux importants qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada.

Immigration (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario)

Les participants de ce groupe composé de membre de la diaspora sud-asiatique ont pris part à une discussion portant sur l'immigration et les problèmes auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants au Canada. Lorsqu'il leur a été demandé de nommer les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les Asiatiques du sud au Canada, un certain nombre d'entre eux ont mentionné les difficultés liées au processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers. Les participants estimaient que les nouveaux arrivants d'Asie du Sud (et d'autres régions du monde) étaient souvent confrontés à des problèmes liés à la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles et académiques, ce qui rendait difficile la recherche d'un emploi dans leur domaine d'expertise. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour rationaliser ce processus.

À la question de savoir s'ils estimaient que l'immigration au sens large devait constituer une priorité majeure du gouvernement du Canada, la plupart ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en se concentrant sur l'augmentation des taux d'immigration et de l'apport de travailleurs qualifiés de l'étranger, le gouvernement fédéral serait en mesure de remédier aux pénuries de main-d'œuvre constatées dans divers secteurs. En abordant les enjeux les plus importants liés à l'immigration à l'heure actuelle, certains ont réitéré leurs préoccupations concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. D'autres enjeux ont été mentionnés, notamment l'importance de veiller à ce que les étudiants étrangers aient accès aux mêmes services et avantages que tous les autres Canadiens, à ce que les travailleurs en situation irrégulière soient protégés contre l'exploitation par leurs employeurs et à ce qu'aucune priorité ne soit accordée à certains pays ou antécédents ne au détriment d'autres en matière d'immigration. À la question de savoir s'ils avaient le sentiment que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration et, plus généralement, en matière de relations internationales, les participants étaient à peu près aussi nombreux à le penser que

ceux dont l'opinion était plus incertaine ou mitigée. Aucun participant n'a estimé que le gouvernement fédéral faisait fausse route à cet égard.

Économie et création d'emplois (jeunes hommes issus de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Un groupe a pris part à une autre discussion portant sur l'économie et la création d'emplois. Plusieurs participants estimaient que l'économie était actuellement dans un piètre état, et un certain nombre d'entre eux ont expressément mentionné les coûts jugés élevés des produits de première nécessité, comme les produits d'épicerie et l'essence. Quelques-uns d'entre eux avaient l'impression que les Canadiens comptaient en grande partie sur le crédit pour payer leurs dépenses mensuelles et s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive dans un avenir prévisible. Un petit nombre d'entre eux avait une opinion quelque peu différente, estimant que même si l'économie était actuellement confrontée à des difficultés, elle restait relativement performante par rapport à d'autres administrations partout dans le monde. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que l'économie canadienne s'améliore, se dégrade ou reste à peu près inchangée dans cinq ans, les prévisions des participants se sont pour la plupart révélées négatives. On considérait qu'avec le nombre croissant de Canadiens plus âgés appelés à prendre leur retraite dans les années à venir, il ne resterait pas suffisamment de travailleurs pour pourvoir ces postes, et que la croissance économique s'en trouverait par conséquent limitée. Parmi le petit nombre de ceux qui se disaient plus optimistes, on estimait que les problématiques actuelles, comme celle de l'inflation, commençaient déjà à devenir moins prégnantes et que cela servirait probablement à dynamiser l'économie au cours des quelques années à venir.

En ce qui concerne plus précisément l'état du marché de l'emploi, un grand nombre de participants étaient d'avis que, bien que de nombreux emplois soient actuellement disponibles, ces derniers n'offraient pas nécessairement des salaires élevés ou des avantages suffisants aux travailleurs. Quelques-uns d'entre eux avaient l'impression qu'il était relativement facile de trouver du travail dans des secteurs comme ceux de la construction et des services, mais qu'il y avait généralement beaucoup moins de débouchés dans des domaines comme ceux des secteurs de la technologie et de l'information. Le nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en matière de création d'emplois était à peu près équivalent à celui des personnes plus incertaines à ce sujet. À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance de mesures ou d'initiatives du gouvernement fédéral liées à la création d'emplois, un certain nombre d'entre eux croyaient qu'il avait accordé des subventions et du financement pour des programmes de formation dans des secteurs clés comme ceux de la technologie et des soins de santé, bien qu'aucun d'entre eux n'ait pu se souvenir de détails précis à ce sujet. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

L'une des mesures récemment prises par le gouvernement pour favoriser la création d'emplois au Canada est de tenter d'attirer de nouveaux investissements dans des secteurs comme celui de l'automobile. Le gouvernement du Canada et Volkswagen ont récemment annoncé que l'entreprise avait choisi de construire sa première usine de fabrication de batteries outre-mer au Canada et que le gouvernement

fédéral comptait investir environ 13 milliards de dollars dans le cadre de ce projet. Selon les estimations, l'usine devrait générer environ 3 000 emplois.

Dans l'ensemble, les participants ont réagi positivement à cette information et estimaient que cet investissement contribuerait à créer des emplois mieux rémunérés au profit des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois exprimé des doutes à savoir si on disposerait d'un nombre suffisant de personnes qualifiées pour pourvoir ces postes. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'un investissement de 13 milliards de dollars devrait générer plus de 3 000 emplois et se demandaient si le gouvernement du Canada ne disposait pas de moyens plus rentables pour promouvoir la création d'emplois.

Médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie (Québec), centres de moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents de médias sociaux des principaux centres des Prairies.

Quatre groupes de participants ont pris part à des discussions portant sur les médias sociaux. Ces discussions se sont centrées sur leur utilisation des médias sociaux, sur la fiabilité de l'information diffusée sur ces plateformes, et sur leurs points de vue concernant la modération des contenus publiés sur les réseaux sociaux.

Utilisation des médias sociaux (utilisateurs fréquents de médias sociaux des principaux centres des Prairies).

Une discussion a eu lieu entre les membres d'un groupe composé de particuliers se définissant comme utilisateurs fréquents des médias sociaux, sur leur utilisation des médias sociaux et sur la manière dont ils interagissaient sur ces plateformes. Interrogés sur la fréquence à laquelle ils recouraient aux médias sociaux au cours d'une journée donnée, la plupart des participants estimaient que leur utilisation quotidienne était de l'ordre de 3 à 5 heures. Un plus petit nombre d'entre eux ont déclaré faire un usage constant des médias sociaux tout au long de la journée. En abordant la question de savoir quelles plateformes ils utilisaient habituellement, plusieurs d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et TikTok, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré utiliser LinkedIn, YouTube et Snapchat. La plupart des participants, ont indiqué fréquenter ces plateformes principalement pour leur divertissement pour communiquer avec leur famille et leurs amis. Un plus petit nombre d'entre eux ont déclaré faire un usage constant des médias sociaux tout au long de la journée. Lorsqu'on leur a demandé s'ils utilisaient les médias sociaux pour chercher des informations, un grand nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils le faisaient pour des événements locaux ou des nouvelles relatives à leur communauté, mais peu ont déclaré recourir aux médias sociaux pour en apprendre davantage sur des questions ou des événements nationaux plus généraux.



Très peu de participants ont déclaré être abonnés aux canaux officiels du gouvernement du Canada ou à des comptes connexes appartenant à des ministères ou des organismes particuliers sur les médias sociaux. Interrogés sur les conseils qu'ils donneraient au gouvernement fédéral concernant le contenu qu'il crée pour les réseaux sociaux, un certain nombre d'entre eux estimaient que les campagnes qu'il menait sur ces réseaux devraient être conçues pour mettre en avant les aspects les plus positifs du Canada, notamment son réseau des parcs nationaux et le caractère diversifié de la population du pays. Quelques-uns estimaient également que les canaux officiels des médias sociaux pourraient être utilisés pour présenter les données et les résultats d'organismes comme Statistique Canada. On estimait qu'en fournissant cette information d'une manière attrayante et visuellement stimulante, le gouvernement fédéral serait en mesure de capter l'attention de nombreux utilisateurs en ligne. Un commentaire général a été formulé sur le fait que le gouvernement du Canada devrait adapter le contenu qu'il crée à chaque plateforme individuelle plutôt que d'utiliser une approche unique. On considérait que les préférences des utilisateurs de médias sociaux en matière de contenu variaient considérablement en fonction de la plateforme qu'ils utilisaient et qu'il était important que le gouvernement fédéral comprenne et prenne en compte ces différences. Plusieurs participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait accroître sa présence sur des plateformes telles que TikTok et Instagram, estimant qu'il était possible de faire davantage pour communiquer avec les jeunes Canadiens en mettant à profit des fonctionnalités telles que les bobines (vidéoclips), les récits et les diffusions en continu (livestreams). Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des sujets particuliers sur lesquels ils souhaitaient obtenir plus d'informations de la part du gouvernement fédéral sur les médias sociaux, les participants ont mentionné des enjeux comme ceux des soins de santé et de la réconciliation avec les peuples indigènes.

Modération du contenu des médias sociaux (principaux centres de l'Est de l'Ontario, région de la Montérégie au Québec, centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba)

Trois groupes de participants ont pris part à une discussion sur le contenu des médias sociaux, y compris sur la fiabilité des informations diffusées sur ces plateformes, l'impact des messages ou commentaires potentiellement préjudiciables et les mesures envisageables pour modérer ce contenu. À la question de savoir à quelle fréquence ils utilisaient les médias sociaux, la plupart ont indiqué y recourir quotidiennement, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont indiqué ne visiter ces plateformes que de temps en temps. Un très petit nombre de participants ont indiqué n'utiliser que rarement les médias sociaux ou ne pas les utiliser du tout. Lorsqu'on leur a demandé quelles plateformes ils utilisaient habituellement, un grand nombre d'entre eux ont mentionné Facebook, Twitter et Instagram. Décrivant la manière dont ils interagissaient généralement avec le contenu de ces plateformes, les participants étaient à peu près aussi nombreux à déclarer qu'ils répondaient fréquemment aux messages publiés sur les médias sociaux par des amis, des membres de leur famille ou des personnalités et organisations ou qu'ils les commentaient, que ceux qui déclaraient ne le faire que rarement, voire jamais. Très peu d'entre eux ont indiqué qu'ils interagiraient probablement avec des messages ou du contenu du gouvernement fédéral sur ces plateformes.

Seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré être abonnés à des comptes de médias sociaux tenus par le gouvernement fédéral et par des agences et des ministères connexes comme Parcs Canada, l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Santé Canada. Si quelques participants ont affirmé qu'ils lisaient occasionnellement des messages relatifs à des sujets qui les intéressaient, notamment les décisions économiques de la Banque du Canada (BOC), l'immigration ou des initiatives telles que le programme Emplois d'été Canada (EÉC), la plupart d'entre eux ont déclaré qu'ils étaient plus susceptibles de recourir aux sites Web officiels pour obtenir ces informations plutôt qu'aux médias sociaux. Lorsqu'on leur a demandé s'ils faisaient généralement confiance aux contenus diffusés par le gouvernement du Canada sur les médias sociaux, les participants étaient aussi nombreux à déclarer qu'ils faisaient plutôt confiance à ces contenus que ceux qui n'y faisaient pas confiance sans pourtant s'en méfier. Un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé un haut niveau de confiance, tandis que très peu d'entre eux se méfient quelque peu ou grandement du contenu des médias sociaux émanant du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne tout particulièrement les contenus potentiellement préjudiciables publiés sur les médias sociaux (y compris les messages contenant des propos haineux, du harcèlement ou des menaces, des informations erronées ou d'autres contenus obscènes ou inappropriés), un grand nombre de participants ont indiqué qu'ils étaient régulièrement exposés à ce type de messages. À la question de savoir si le fait d'habiliter les gestionnaires de médias sociaux à masquer ou à supprimer ces types de messages et à empêcher les utilisateurs mis en cause de voir ou de commenter les messages futurs constituerait une approche efficace de la gestion de ce type de contenu, les participants ont exprimé des avis partagés. La plupart d'entre eux étaient en faveur de l'adoption de ce type de mesures par les modérateurs de contenu, en particulier dans les cas de messages haineux, racistes ou sexistes, de menaces personnelles à l'encontre d'autres utilisateurs et de messages présentant intentionnellement de fausses informations ou des informations trompeuses (en particulier sur des sujets importants comme les soins de santé ou les finances personnelles). De l'avis de plusieurs, cependant, il n'y a qu'un pas entre ce type de modération et la censure plus généralisée d'opinions divergentes. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il était primordial que les Canadiens puissent laisser des commentaires et faire entendre leur voix concernant des initiatives et des politiques qu'ils jugent importantes. Parmi ces participants, il a été largement estimé que des critères stricts devaient être établis concernant les types de contenu qui seraient sujets à modération sur les comptes de médias sociaux gérés par le gouvernement fédéral, afin de garantir que les utilisateurs puissent continuer à s'exprimer librement. À la question de savoir si leur opinion concernant la fiabilité du contenu partagé par le gouvernement du Canada sur les médias sociaux avait changé à la suite de cette discussion, la plupart des participants n'avaient pas changé d'avis, mais un petit nombre d'entre eux ont indiqué que leur confiance avait légèrement diminué après avoir appris que les commentaires et les messages pourraient éventuellement être modérés à l'avenir.



Sécurité en ligne (utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions sur la sécurité en ligne. Les membres du groupe composé d'utilisateurs fréquents des médias sociaux ont discuté de la sécurité en ligne et des contenus préjudiciables de manière plus générale, tandis que les deux groupes ont échangé leurs points de vue au sujet de la désinformation.

Contenus préjudiciables (utilisateurs fréquents des médias sociaux dans les principaux centres des Prairies)

Interrogés sur ce qu'ils estimaient être les impacts positifs d'Internet et de l'univers virtuel sur la société, bon nombre de participants ont mentionné la capacité accrue de se connecter et d'interagir avec la famille, les amis et d'autres personnes dans le monde entier, ainsi que la disponibilité à grande échelle de renseignements sur un nombre infini de sujets. Certains ont également évoqué la plus grande souplesse que permettait Internet en matière d'emploi, en donnant aux particuliers la possibilité de travailler à distance et de travailler pour des entreprises situées en dehors de leur collectivité ou de leur région. En abordant la question des inconvénients potentiels d'Internet, certains participants ont fait état de problèmes comme la diffusion de contenus préjudiciables en ligne, de préoccupations liées à une atteinte à la vie privée, de la prévalence de manœuvres frauduleuses en ligne et du risque de dépendance à l'égard des médias sociaux et d'Internet. Interrogés sur le degré de contrôle qu'avaient selon eux les particuliers sur le contenu auquel ils étaient exposés en ligne, les participants ont exprimé des points de vue plutôt mitigés. Si la plupart d'entre eux estimaient qu'il était relativement facile de d'ignorer ou de bloquer les contenus qu'ils ne souhaitaient pas lire, certains ont fait remarquer que de nombreuses applications et plateformes diffusaient souvent des contenus par le biais d'algorithmes, de sorte qu'il était difficile d'éviter complètement d'être exposé à ces messages.

Interrogés sur le sens qu'ils donnaient au terme « sécurité en ligne », la plupart des participants étaient d'avis qu'il faisait référence à la capacité d'une personne à protéger ses renseignements personnels et sa vie privée en ligne. Si peu d'entre eux se sont dit préoccupés par leur propre sécurité en ligne, certains estimaient qu'il fallait en faire plus pour protéger des groupes comme les personnes âgées et les jeunes Canadiens qui n'ont peut-être pas acquis les compétences nécessaires pour déceler les risques en ligne ou qui peuvent être la cible de personnes malveillantes en ligne. Aucun des participants n'était familiarisé avec la notion de « préjudices en ligne ». Un certain nombre d'entre eux pensait que ce terme faisait très probablement allusion aux commentaires et aux messages haineux présents en ligne (y compris les contenus sexistes, racistes et homophobes), ainsi qu'aux contenus conçus pour informer de manière inexacte ou exploiter intentionnellement d'autres utilisateurs en

ligne. Peu de participants étaient d'avis que la présence de contenus préjudiciables en ligne constituait un problème majeur à l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux estimant qu'il est toujours possible de se déconnecter ou d'éviter intentionnellement ces types de messages lorsqu'on y était exposé. Plusieurs participants étaient également d'avis que les contenus haineux étaient strictement réglementés sur des plateformes telles que Facebook, Instagram et Twitter et que des mesures suffisantes avaient déjà été prises à cet égard. Aucun participant n'estimait qu'il fallait en faire plus pour lutter contre les contenus préjudiciables en ligne, alors que plusieurs d'entre eux considéraient que de telles mesures pourraient davantage restreindre la capacité des gens à s'exprimer librement en ligne. Si la plupart des participants estimaient que les plateformes en ligne devaient être responsables de la modération des contenus préjudiciables sur leurs sites Web, un certain nombre d'entre eux pensaient que c'étaient les utilisateurs publiant ces contenus (plutôt que la plateforme) qui devaient être tenus responsables de tout préjudice potentiel causé par ces contenus. En abordant les mesures précédemment prises par le gouvernement fédéral pour protéger les Canadiens de contenus préjudiciables, un certain nombre d'entre eux ont mentionné le projet de loi C-11 (également connu sous le nom de *Loi sur la diffusion continue en ligne*), récemment adopté. Les participants avaient pour la plupart une opinion négative de cette législation, estimant qu'elle risquait de limiter la liberté d'expression tout en ne remédiant que très peu au problème de la liberté d'expression.

Mésinformation (utilisateurs fréquents des médias sociaux de principaux centres des Prairies, jeunes hommes de centres de petite et moyenne taille du Québec)

Interrogés sur la fréquence à laquelle ils étaient exposés à de l'information en ligne dont ils doutaient de l'exactitude, un grand nombre de participants des deux groupes ont indiqué qu'ils y étaient exposés quotidiennement. Tous les participants composant le groupe d'utilisateurs fréquents des médias sociaux connaissaient les termes « désinformation » et « mésinformation », tandis que ceux résidant au Québec étaient à peu près aussi nombreux à en avoir entendu parler que ceux qui n'en avaient jamais entendu parler. Si la plupart des participants n'étaient pas certains de la différence (ou s'il y en avait une) entre ces termes, quelques-uns d'entre eux ont émis l'hypothèse que la mésinformation puisse désigner toute information fautive, tandis que la désinformation incluait des messages ou des commentaires délibérément trompeurs. Dans le souci de clarifier les choses, les participants ont été informés que la différence entre ces deux termes résidait dans le fait que la mésinformation était une information inexacte ou trompeuse, tandis que la désinformation était une fautive information délibérément diffusée dans le but de duper les gens. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme une prévalence croissante de la désinformation en ligne, estimant qu'elle avait contribué à occulter la vérité sur de nombreux sujets importants et amené les Canadiens à se forger une opinion sur divers sujets en se fondant sur des informations incomplètes ou erronées. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que ce type d'information avait une influence particulière sur les jeunes hommes, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que ce problème impactait tout le monde de la même façon. En donnant des exemples de mésinformation ou de désinformation auxquels ils ont été exposés en ligne, bon nombre de participants se sont souvenus de messages ou de commentaires relatifs à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'au conflit en Ukraine. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour déterminer si les informations qu'ils lisaient

étaient véridiques, la plupart d'entre eux ont indiqué qu'ils utiliseraient probablement un moteur de recherche tel que Google ou qu'ils consulteraient le site Web du gouvernement du Canada pour juger de leur véracité. Quelques-uns ont en outre indiqué qu'ils pourraient s'adresser à une personne connaissant bien le sujet en question pour vérifier l'exactitude d'une information dont ils n'étaient pas sûrs.

Lorsqu'on leur a demandé quelles mesures devraient selon eux être prises pour lutter contre la désinformation en ligne, peu d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait intervenir directement à cet égard. Dans l'ensemble, la plupart des participants estimaient qu'il incombait ultimement aux utilisateurs d'éviter toute information avec laquelle ils étaient en désaccord ou qu'ils considéraient comme fausse. De l'avis général, toute mesure visant à limiter ou à interdire certains types de contenus ou d'opinions limiterait considérablement la liberté d'expression des Canadiens sur ces plateformes. On estimait qu'il fallait plutôt en faire davantage pour montrer aux gens comment reconnaître la désinformation ou la désinformation, plutôt que de les supprimer activement. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils croyaient que les plateformes comme Google et Facebook devaient être responsables de veiller à l'exactitude des nouvelles d'actualité et de l'information publiées sur ces plateformes, la plupart des participants ont répondu par la négative. De l'avis général, cela serait trop difficile à gérer pour ces sociétés et que, dans certains cas, l'exactitude était une notion subjective et qu'elle dépendait davantage de l'opinion d'une personne que de faits vérifiables. Si certains participants estimaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation, d'autres pensaient que le meilleur moyen de le faire était de veiller à ce que toutes les informations publiées sur les sites Web officiels soient exactes, incontestables et fondées sur des faits vérifiables. On était d'avis que le gouvernement fédéral ferait ainsi figure de source fiable pour des questions importantes comme les soins de santé et l'économie, et que cela encouragerait davantage de Canadiens à utiliser les sites Web officiels pour vérifier les informations qu'ils trouvent en ligne.

Changement climatique (centres de moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, Yukon)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le changement climatique. Ces discussions portaient essentiellement sur les mesures qu'avaient prises les participants pour se préparer aux effets du changement climatique ainsi que sur les coûts potentiels que le gouvernement fédéral pourrait devoir assumer en prenant des mesures pour remédier à ce problème.

Impacts du changement climatique et adaptation (centres de petite et moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, Yukon)

À la question de savoir si le changement climatique avait un impact majeur, mineur ou nul sur leurs régions respectives, la plupart des résidents de la Saskatchewan et du Manitoba estimaient que son

impact avait jusqu'à présent été mineur, tandis que la quasi-totalité des résidents du Yukon estimait qu'il avait eu un impact considérable au sein de leurs collectivités. En développant sur ce point, plusieurs résidents du Yukon ont mentionné les changements observés dans les régimes météorologiques du Nord ainsi que la prévalence accrue perçue de phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations à grande échelle, les feux de forêt et les températures anormalement élevées comme étant des problèmes liés au changement climatique auxquels la région était confrontée. Si la plupart d'entre eux s'attendaient à ce que le changement climatique ait un impact croissant dans les années à venir, les participants résidant en Saskatchewan et au Manitoba s'attendaient à ce que cela se produise plus graduellement que ceux du Yukon. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'accord avec l'énoncé selon lequel « le changement climatique conduit à des conditions météorologiques plus extrêmes », presque tous les résidents du Yukon pensaient que c'était le cas, tandis que les résidents des Prairies étaient à peu près aussi nombreux à être d'accord avec l'énoncé que ceux qui ne l'étaient pas. Parmi les participants qui étaient d'accord, on estimait que les tempêtes violentes, les feux de forêt, les inondations et d'autres phénomènes météorologiques dangereux avaient été beaucoup plus fréquents au cours des dernières décennies et que le changement climatique avait probablement joué un rôle dans cette évolution. Pour ceux qui étaient moins sûrs, il était généralement admis que l'augmentation perçue de phénomènes météorologiques extrêmes était plus susceptible de faire partie de cycles météorologiques naturels et qu'elle n'avait que peu de rapport avec le changement climatique et l'activité humaine.

Très peu de participants estimaient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux effets potentiels du changement climatique, notamment à la recrudescence d'inondations et de feux de forêt. Si un petit nombre d'entre eux ont indiqué que des mesures avaient été prises pour dégager des couloirs d'urgence et mettre en œuvre des plans communautaires de préparation aux urgences en cas de catastrophe naturelle, peu d'entre eux estimaient que ces mesures avaient contribué à réduire la vulnérabilité globale de leurs collectivités aux phénomènes météorologiques extrêmes. Quelques participants du Yukon estimaient qu'il fallait en faire plus pour investir dans la sécurité alimentaire dans leur région, notamment en augmentant l'activité agricole dans le Nord. On estimait qu'étant donné la grande quantité de produits alimentaires actuellement importés dans des collectivités nordiques depuis d'autres régions du pays, la région serait vulnérable à des pénuries alimentaires dans le cas où des difficultés d'ordre météorologique rendraient difficile le transport de produits par voie terrestre ou aérienne. Peu d'entre eux ont déclaré avoir personnellement pris des mesures pour préparer leur ménage au changement climatique, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût de la vie perçu comme élevé à l'heure actuelle, il était difficile d'établir un budget pour autre chose que leurs dépenses mensuelles.

Un grand nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer au changement climatique. Cela dit, plusieurs participants estimaient que le meilleur moyen d'y parvenir était d'offrir des mesures d'incitation en faveur d'actions respectueuses du climat plutôt que d'imposer un plus grand nombre de restrictions et de règlements aux Canadiens. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage réglementer les grandes entreprises émettrices que les ménages. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de changement climatique, un certain nombre d'entre eux se sont souvenus de la mise en place d'une tarification fédérale du carbone et de



ce qu'ils considéraient comme l'accent mis par le gouvernement sur le développement de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie hydroélectrique. Afin de faciliter la discussion, de l'information sur un certain nombre de mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'adapter au changement climatique a été fournie aux participants. Au nombre de ces mesures :

- *Mise à disposition d'informations sur le changement climatique à plus grande échelle;*
- *Investissements dans des infrastructures, y compris dans des infrastructures naturelles qui protègent les Canadiens de catastrophes d'origine climatique.*
- *Élaboration de codes de construction visant à augmenter la résilience des bâtiments et des infrastructures.*
- *Prise en compte des effets du changement climatique sur la santé des Canadiens;*
- *Soutien apporté aux régions particulièrement vulnérables au changement climatique, y compris le Nord et les littoraux du pays.*
- *Initiatives visant à garantir la santé et la résilience à long terme de nos écosystèmes et de notre environnement naturel.*

Si la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'un ensemble de priorités fondamentales, un certain nombre d'entre eux souhaitaient obtenir davantage d'informations sur les mesures concrètes qui seraient adoptées et les investissements précis qui seraient réalisés dans ce domaine, estimant que la liste fournie était quelque peu approximative. Quelques-uns d'entre eux ont réagi plus négativement, estimant qu'au lieu de consacrer ces ressources au changement climatique, il fallait davantage se concentrer sur des problèmes considérés comme plus urgents, comme le coût élevé de la vie, les délais d'attente dans les services de soins de santé, la pénurie de personnel et le manque d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones.

Coûts liés au changement climatique (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec)

Interrogés sur leur degré de préoccupation à l'égard du changement climatique, la plupart des participants du groupe composé de personnes à faible revenu au Québec ont déclaré être plutôt préoccupés par cet enjeu. Seul un petit nombre d'entre eux se sont dit très préoccupés ou pas du tout préoccupés. En abordant les aspects du changement climatique qui les préoccupaient le plus, les participants ont mentionné des enjeux comme l'augmentation de la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes, la diminution potentielle de la production agricole et l'impact que ce problème pourrait avoir sur leurs enfants et les générations à venir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient été témoins d'effets du changement climatique dans leur propre collectivité ou dans l'ensemble du Canada, plusieurs d'entre eux estimaient que les feux de forêt et les inondations étaient de plus en plus fréquents ces derniers temps et qu'ils étaient, au moins en partie, dus au changement climatique. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que la santé mentale d'un nombre croissant de Canadiens avait commencé à se dégrader en raison du changement climatique et que bon nombre d'entre eux se sentaient moins optimistes qu'auparavant quant à l'avenir.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice au cours duquel deux énoncés leur ont été présentés et il leur a été demandé de désigner celui qui correspondait le mieux à leur propre point de vue. Les énoncés présentés aux participants étaient les suivants :

Le coût lié au changement climatique pour l'économie et la société canadiennes est supérieur au coût lié à la mise en œuvre de programmes de réduction des émissions de carbone;

Le coût lié à la mise en œuvre de programmes visant à réduire les émissions de carbone est supérieur au coût lié au changement climatique pour l'économie et la société canadienne.

Tous les participants ont sélectionné le dernier énoncé. Cela dit, les répondants étaient majoritairement d'avis que même si la mise en œuvre de ces programmes entraînait un coût initial élevé, il était probable qu'ils seraient immensément bénéfiques pour les générations futures et que ces dépenses valaient la peine d'être engagées. Les participants se sont ensuite vu fournir des informations complémentaires sur les différentes approches pouvant être adoptées pour aborder la question du changement climatique :

Certains programmes de lutte contre le changement climatique pourraient prévoir une tarification des sources d'énergie émettrices de carbone, telles que l'essence, le gaz naturel, etc., afin d'encourager les entreprises et les particuliers à passer à des sources d'énergie ne produisant pas de pollution par le carbone.

D'autres types de programmes pourraient encourager le développement de sources d'énergie plus propres et tenter de rendre ces options plus abordables (par exemple, des crédits d'impôt pour les entreprises qui développent des énergies propres, ou des incitatifs financiers pour l'achat d'un véhicule électrique).

Les participants ont pour la plupart indiqué préférer les programmes incitant les Canadiens à s'engager dans des activités plus respectueuses de l'environnement à ceux qui imposent un coût financier accru aux activités produisant des émissions, telles que la conduite automobile ou le chauffage de leur maison. On estimait qu'étant donné le taux élevé d'inflation et l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuels, de nombreux ménages ne pourraient pas se permettre d'augmenter les dépenses liées à leurs émissions et que des incitations telles que des remises pour l'achat de véhicules électriques (VE) seraient beaucoup plus favorablement accueillies par le public.

Tarification du carbone (principaux centres de l'Est de l'Ontario, Nouveau-Brunswick)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur la tarification du carbone au Canada. Les discussions des résidents de l'est de l'Ontario portaient sur le système fédéral de tarification du carbone, y compris sur le paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) versé aux Canadiens, tandis que les participants du Nouveau-Brunswick ont échangé des points de vue plus généraux sur la tarification du carbone.



Tarification du carbone au Canada (principaux centres de l'est de l'Ontario)

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, la plupart d'entre ont indiqué que le gouvernement fédéral avait récemment mis en place un prix sur le carbone et que ce système était actuellement en vigueur en Ontario. Plusieurs d'entre eux pensaient qu'une grande partie des produits perçus dans le cadre de ce programme était ultimement reversés aux ménages canadiens, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis sur la manière dont cela s'effectuait. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme « paiement de l'incitatif à agir pour le climat », un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait des paiements redistribués dans le cadre du programme de tarification du carbone. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan pour la mise en place d'une tarification du carbone. Le système de tarification du carbone comprend deux parties : une redevance sur les combustibles comme l'essence et le gaz naturel) et un système distinct pour l'industrie. Les provinces et les territoires appliquent soit la tarification fédérale, ou proposent leurs propres systèmes, pour autant qu'ils respectent la norme établie par le gouvernement fédéral.

Si la plupart des participants ont positivement réagi à cette information et se sont montrés favorables à une tarification de la pollution par le carbone, plusieurs d'entre eux s'interrogeaient sur l'efficacité de ce programme jusqu'à présent. Certains estimaient qu'il serait probablement bénéfique pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique, mais qu'il fallait davantage concentrer nos efforts sur la réduction des émissions industrielles plutôt que sur celles produites par les ménages. Bien qu'un certain nombre d'entre eux estimaient que ce programme risquait d'avoir un impact limité sur la réduction de la quantité d'essence et de gaz naturel consommée par les Canadiens, on était d'avis qu'il serait impossible pour certains de restreindre des comportements quotidiens comme la conduite automobile et que cette initiative ne servirait qu'à rendre la vie encore plus inabordable pour ces personnes. On estimait que cela poserait principalement un problème aux personnes vivant au sein de collectivités rurales ou éloignées dans lesquelles les options de transport en commun étaient plus restreintes. Les participants se sont ensuite vu présenter l'information complémentaire suivante sur la tarification du carbone au Canada :

La redevance sur les combustibles fédérale s'applique à l'Ontario, au Manitoba, au Yukon, à l'Alberta, à la Saskatchewan et au Nunavut. En vertu du système fédéral, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans laquelle ou dans lequel ils ont été perçus. Pour l'année de base 2022, le programme ontarien prévoit un crédit annuel de 488 \$ pour un particulier, 244 \$ pour un conjoint ou un conjoint de fait, 122 \$ par enfant de moins de 19 ans et 244 \$ pour le premier enfant d'une famille monoparentale. Les particuliers se voient verser ses paiements quatre fois par année.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que ce programme ait un impact majeur, mineur ou nul, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer qu'il aurait un impact mineur que ceux qui pensaient qu'il n'en aurait aucun. Aucun participant ne croyait qu'il aurait un impact très important. Bien que la plupart d'entre eux aient déclaré ne pas en savoir assez sur ce programme et sur les PIAC

pour déterminer s'il s'agissait de mécanismes justes à l'égard des Canadiens, plusieurs participants estimaient qu'il était logique que le gouvernement fédéral poursuive cette initiative, estimant que c'était la direction générale que prenait l'économie mondiale. Lorsqu'il s'est agi de la manière dont ils s'attendaient à ce que le gouvernement du Canada distribue les PIAC, la plupart des participants étaient d'avis que ces paiements devraient être inclus comme composante de la déclaration de revenus des Canadiens.

Points de vue sur la tarification du carbone (Nouveau-Brunswick)

Interrogés sur la mesure dans laquelle ils estimaient important que le gouvernement du Canada se focalise sur la réduction de la pollution par le carbone au Canada, presque tous les participants du groupe basé au Nouveau-Brunswick étaient d'avis qu'il s'agissait là d'une priorité absolue. Discutant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, les participants se rappelaient avoir entendu parler d'initiatives comme la mise en place d'une tarification fédérale du carbone, d'investissements en faveur d'une économie plus verte, y compris de la production d'énergie propre et la fabrication de véhicules électriques (VE), ainsi que de programmes comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Afin de faciliter la discussion, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada prenait actuellement plusieurs mesures pour lutter contre la pollution par le carbone, dont :

- *Une tarification de la pollution par le carbone;*
- *L'établissement de normes sur les combustibles propres;*
- *Des investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres;*
- *Des investissements dans des programmes d'efficacité énergétique.*

En ce qui concerne plus particulièrement l'initiative visant une tarification de la pollution par le carbone, si la plupart des participants savaient que le gouvernement du Canada avait pris cette mesure, très peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à son sujet. Presque tous étaient en faveur de l'instauration d'une tarification du carbone, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu fournir des détails supplémentaires sur la tarification du carbone au Canada :

La tarification de la pollution par le carbone comporte deux parties : une redevance sur les combustibles qui s'applique à des choses comme l'essence et le gaz naturel, et un système distinct pour les industries. Dans les provinces auxquelles s'applique la redevance sur les combustibles, tous les produits directs de la tarification sont remis aux Canadiens, principalement par le biais des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. La plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

À la suite de la demande du Nouveau-Brunswick, en février 2023, pour que la redevance sur les combustibles du système fédéral de tarification de la pollution remplace la redevance sur les combustibles de la province, le gouvernement du Canada a l'intention d'appliquer la redevance fédérale sur les combustibles de la province à compter du 1er juillet 2023. Le Nouveau-Brunswick continuera

d'appliquer sa propre redevance sur les combustibles administrée par la province pour les émetteurs industriels.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils s'y prendraient pour trouver de l'information sur la tarification du carbone, plusieurs participants ont mentionné des sources officielles comme le site Web du gouvernement du Canada ainsi que des moteurs de recherche comme Google. Quelques-uns d'entre eux ont également indiqué qu'ils pourraient s'adresser à des personnes de leur entourage ayant des connaissances dans ce domaine. À la question de savoir s'ils seraient susceptibles de rechercher des informations auprès de climatologues et/ou d'économistes, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que ces experts seraient probablement à même d'apporter des points de vue importants sur cet enjeu. Certains d'entre eux ont toutefois précisé que s'ils étaient prêts à écouter les économistes, ils estimaient que le point de vue des climatologues était bien plus important dans ce domaine et que toute politique mise en œuvre en matière de tarification du carbone devait être fondée sur la science plutôt que sur des considérations d'ordre économique. Après avoir été informés que de nombreux économistes avaient déclaré que la tarification du carbone était le moyen le plus rentable de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique, la plupart d'entre eux estimaient que cela justifiait encore davantage la décision du gouvernement fédéral de prendre cette mesure. Les participants ont également réagi favorablement en apprenant que de nombreux autres pays (dont le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon) avaient mis en place leur propre système de tarification de la pollution par le carbone. De l'avis général, le changement climatique est un problème mondial qui doit être traité par l'ensemble de la communauté internationale. Quelques-uns d'entre eux espéraient que davantage puisse être fait à l'avenir pour encourager d'autres pays, y compris les principaux émetteurs, à prendre des mesures similaires pour réduire la pollution par le carbone à l'avenir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la tarification du carbone encouragerait les Canadiens à réduire leurs émissions, aucun des participants eux n'a répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux avaient le sentiment que de nombreuses personnes se verraient contraintes de continuer à participer à des activités émettrices de carbone, telles que la conduite automobile et le chauffage de leur maison, et que cela continuerait à être le cas jusqu'à ce que des alternatives énergétiques durables et propres deviennent plus facilement disponibles. Presque tous ont cependant réaffirmé leur soutien à une tarification fédérale du carbone, estimant que de telles mesures étaient importantes dans la lutte à long terme contre le changement climatique. Après qu'on les a informés qu'en 2021, les émissions de gaz à effet de serre du Canada avaient été inférieures de 7,4 % aux niveaux d'émission pré-pandémiques (2019), la plupart des participants estimaient que ce résultat était principalement dû à la réduction des déplacements domicile-travail (du fait que davantage de Canadiens travaillaient à distance) ainsi qu'à une diminution des déplacements à des fins récréatives. Aucun d'entre eux ne considérait que cette réduction des émissions était en partie attribuable à l'introduction d'une tarification du carbone.

Les participants se sont également vu présenter de l'information concernant d'autres approches pouvant être adoptées pour réduire les émissions :



Le gouvernement du Canada investit également dans les énergies renouvelables pour aider à réduire les émissions. Certains pays, dont les États-Unis (É.-U.) n'ont pas opté pour une tarification du carbone, choisissant plutôt d'investir massivement dans le secteur privé, de sorte que les sociétés puissent par elles-mêmes développer les technologies propres nécessaires à une réduction des émissions responsables de la pollution par le carbone. À cette fin, le gouvernement américain investit 400 milliards de dollars, soit environ un cinquième de l'ensemble de l'économie canadienne.

La plupart des participants étaient d'avis que ces investissements constituaient également une étape importante dans la lutte contre le changement climatique, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué que ces investissements pourraient également servir de moteur économique pour le secteur de l'énergie propre au Canada. Si aucun d'entre eux n'estimait que le gouvernement fédéral puisse égaler les niveaux d'investissement de plus grand pays comme les États-Unis, de l'avis général, il s'agissait d'une stratégie qui méritait d'être poursuivie de concert avec l'actuel système de tarification du carbone.

Coût de la vie (personnes à faible revenu de principaux centres du Québec, acheteurs d'une première habitation d'Hamilton)

Deux groupes de participants ont discuté du coût de la vie et des mesures qui avaient été prises par le gouvernement fédéral pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. La quasi-totalité d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui était de faire face à l'augmentation du coût de la vie. Un grand nombre d'entre eux ont cité ce qu'ils estimaient être une augmentation substantielle des prix dans tous les secteurs au cours des dernières années et craignaient que cette tendance se maintienne dans un avenir prévisible. Quelques participants se disaient d'avis que le gouvernement fédéral devait en faire plus à l'avenir pour réduire ses dépenses et maintenir un équilibre budgétaire. On estimait que cela contribuerait grandement à atténuer des problèmes comme le taux élevé d'inflation. Un certain nombre de participants ont également laissé entendre que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour améliorer l'accès de tous les Canadiens à des logements sûrs et abordables et pour permettre aux jeunes personnes seules de joindre les deux bouts plus facilement dans le climat économique actuel. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont mentionné des initiatives telles que les paiements de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) ainsi que le doublement temporaire du montant du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH).

En indiquant les domaines de leur vie dans lesquels les prix avaient augmenté, plusieurs ont mentionné le prix des produits de première nécessité comme les produits d'épicerie, l'essence et les mensualités des prêts hypothécaires et des loyers. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré ne plus



aller au restaurant et ne plus s'adonner à autant d'activités récréatives et de divertissement en raison de l'augmentation du coût de la vie. Certains d'entre eux ont déclaré avoir commencé à utiliser leur véhicule personnel moins souvent et à miser davantage sur les transports en commun ou les modes de transport actifs dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Un certain nombre de participants étaient préoccupés par le fait que l'alimentation et la santé physique de leur famille se sont dégradées ces derniers temps parce qu'ils n'avaient plus les moyens de s'offrir des aliments plus nutritifs. Interrogés sur ce qui, selon eux, contribuait à l'augmentation du coût de la vie, plusieurs participants ont mentionné des problèmes comme l'augmentation des coûts du transport, l'interruption des chaînes d'approvisionnement mondiales perçue comme étant causée par la pandémie, et des questions géopolitiques telles que le conflit en Ukraine. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le manque de concurrence et l'avidité de grands épiciers avaient également contribué à la hausse des prix des produits alimentaires et qu'il fallait en faire davantage pour réglementer ce secteur. Bien que la plupart d'entre eux estimaient que l'inflation et l'augmentation du coût de la vie étaient un problème mondial, ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour y remédier. Parmi les mesures suggérées, l'amélioration de l'accessibilité au logement pour les Canadiens à revenu faible ou moyen, la mise en place de plafonds de prix pour les produits de première nécessité comme les produits alimentaires et l'essence, et une plus grande attention portée à l'agriculture et à l'industrie manufacturière nationales. En ce qui concerne cette dernière mesure, on estimait qu'en augmentant la quantité de biens et de produits fabriqués au pays, les Canadiens deviendraient moins vulnérables aux interruptions touchant l'économie mondiale et la chaîne d'approvisionnement.

Les participants du groupe composé de personnes à faible revenu résidant au Québec se sont livrés à un exercice supplémentaire au cours duquel on leur a présenté un certain nombre de mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider ceux qui peinaient à faire face au coût de la vie actuel pour ensuite leur demander de choisir celles qui, selon eux, l'impact le plus favorable. Au nombre de ces mesures :

- *Le remboursement pour l'épicerie : un paiement unique de 467 \$ destiné aux Canadiens à revenu faible pour les couples avec deux enfants et de 234 \$ pour les célibataires admissibles.*
- *L'indexation des prestations en fonction de l'inflation : les prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, Le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées en fonction de l'augmentation du coût de la vie;*
- *Soins dentaires : fourniture de soins dentaires à des Canadiens non assurés dont le revenu du ménage annuel est inférieur à 90 000 dollars, à commencer par les enfants de moins de douze ans cette année.*
- *L'Allocation canadienne pour les travailleurs : un crédit d'impôt remboursable de 1 495 dollars offert aux célibataires admissibles et de 2 400 dollars offert aux familles admissibles;*
- *L'Allocation canadienne pour le logement : un paiement unique libre d'impôt de 500 \$ pour les Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer.*

Parmi ces initiatives, la mise en place de l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) a reçu le plus grand soutien, plusieurs personnes estimant que cette mesure aiderait non seulement les bénéficiaires de la prestation, mais stimulerait également l'économie en encourageant davantage de

Canadiens à travailler. L'indexation des prestations pour contrer l'inflation et l'octroi d'un remboursement unique pour l'épicerie ont également reçu un large appui, même si certains participants estimaient que des efforts à plus long terme devaient être déployés pour aider les Canadiens qui ont du mal à assumer le coût des produits d'épicerie. Bien que les participants y aient accordé moins d'attention, l'élargissement des soins dentaires au Canada et l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) étaient également considérés comme des initiatives importantes. Un certain nombre d'entre eux estimaient que la fourniture de soins dentaires aiderait de nombreuses familles qui peinent actuellement à faire face à l'augmentation du coût de la vie et contribuerait à prévenir des problèmes dentaires plus importants à l'avenir pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir de soins. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus pour rendre la vie des Canadiens à faible revenu plus abordable, quelques participants étaient d'avis que des efforts plus importants pourraient être déployés pour aider les Canadiens à faire face aux coûts élevés de certains médicaments sur ordonnance et d'autres médicaments.

Logement (acheteurs d'une première habitation d'Hamilton, Yukon, principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions portaient principalement sur une série de problématiques, notamment les mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première habitation, les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements partout au Canada, et les préoccupations liées au logement au sein des collectivités nordiques.

Acheteurs potentiels d'une habitation (premiers acheteurs d'une habitation d'Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont fait part de leur point de vue sur l'accessibilité à la propriété au Canada et des difficultés qu'ils ont rencontrées lors de l'achat de leur première habitation. Tous ont déclaré qu'ils espéraient acheter un premier logement au cours des cinq prochaines années. Interrogés sur les principaux obstacles auxquels se heurtent actuellement les acheteurs potentiels d'une habitation, un grand nombre de participants ont mentionné la mise de fonds substantielle nécessaire à l'achat d'une habitation dans de nombreuses régions du pays, estimant que le montant requis était devenu prohibitif pour bon nombre d'entre eux. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné les difficultés rencontrées par les personnes célibataires souhaitant acheter une habitation, estimant qu'il était extrêmement difficile d'y parvenir avec un seul revenu. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, un certain nombre se souvenaient de la mise en œuvre d'une interdiction temporaire de deux ans d'acheter des propriétés résidentielles imposée aux non-Canadiens. Les participants ont également mentionné l'introduction de la Taxe sur les logements sous-utilisés (TLSU) et de l'Incitatif à l'achat

d'une première propriété (IAPP) comme mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs potentiels d'une habitation.

Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui concerne l'accessibilité à la propriété. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que si certaines aides avaient été fournies, elles n'avaient guère permis de résoudre les problèmes à long terme liés à l'accessibilité à la propriété et à l'augmentation exponentielle des prix du logement observée au cours des dernières années. On estimait que pour de nombreux Canadiens à faible et moyen revenu, la perspective d'accéder à la propriété était devenue totalement irréalisable. Aucun participant ne prévoyait d'amélioration de la situation sur le marché du logement au cours des cinq prochaines années. À la question de savoir ce qu'il faudrait faire de plus pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré une série de mesures envisageables. Parmi celles-ci figuraient l'octroi d'une aide financière supplémentaire sous forme de subventions et de prêts afin d'aider les acheteurs d'un premier logement à verser une mise de fonds, l'élaboration de programmes de logements sociaux destinés spécifiquement aux Canadiens à faibles revenus et la possibilité pour la Banque du Canada (BC) d'envisager une baisse des taux d'intérêt afin de rendre les prêts hypothécaires plus abordables pour les acheteurs d'une habitation.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel on leur a présenté de l'information sur un certain nombre d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada et on leur a demandé d'identifier celles qui, selon eux, auraient le plus d'impact. Le premier ensemble d'initiatives, axées sur le but prioritaire d'aider un plus grand nombre de Canadiens à accéder à la propriété, comprenait :

- *La mise en place d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété pour permettre aux Canadiens d'économiser jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour l'achat de leur première habitation;*
- *L'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada qui offre une mise de fonds de 5 ou 10% en vue de l'achat d'une première habitation;*
- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pour permettre plus de souplesse, pour faciliter l'accession à la propriété aux Canadiens célibataires;*
- *Le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation afin de procurer jusqu'à 1500 \$ en soutien direct aux acheteurs d'une résidence en vue de compenser les coûts liés à l'achat d'une habitation;*
- *L'investissement de 200 millions de dollars pour augmenter le nombre d'options en matière de location avec option d'achat.*

L'IAPP a reçu le plus haut niveau de soutien de la part des participants, plusieurs d'entre eux estimant qu'il aiderait les acheteurs potentiels d'une habitation à verser une mise de fonds, ce qu'ils considéraient comme l'obstacle le plus important à l'achat d'une habitation à l'heure actuelle. De même, la mise en place du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) a suscité un certain nombre de réactions favorables, certains prévoyant qu'il permettrait aux Canadiens de mettre plus facilement de l'argent de côté pour leur mise de fonds. Bien qu'ayant suscité



un intérêt moindre, les participants ont également exprimé des opinions majoritairement favorables en ce qui a trait à l'élargissement de l'IAPP pour en faciliter l'accès aux Canadiens célibataires, au doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH) et à l'investissement de 200 millions de dollars dans des options de logement de type location-achat. Si la plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie avec ces mesures, un petit nombre d'entre eux se disaient d'avis que ces mesures ne profitaient qu'à ceux qui disposaient déjà de ressources financières et qu'il fallait en faire davantage pour soutenir les Canadiens à faible revenu en particulier. Des détails supplémentaires sur le CELIAPP ont été fournis aux participants, les informant de ce qui suit :

Ce nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux acheteurs potentiels d'une première habitation d'épargner 40 000 \$ à l'abri de l'impôt. À l'instar d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations seraient déductibles d'impôt et les retraits pour l'achat d'une première habitation, incluant les revenus de placement, seraient non imposables, comme c'est le cas pour le compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Entrées et sorties libres d'impôt.

Bien qu'un petit nombre d'entre eux estimaient pouvoir en bénéficier personnellement, la plupart étaient d'avis que les montants alloués étaient trop faibles pour avoir un impact significatif sur leur capacité à acquérir une propriété, compte tenu du niveau actuel des prix sur le marché du logement au sein de leur collectivité.

Une deuxième liste d'initiatives visant plus particulièrement à avoir un impact positif sur le marché du logement en général a ensuite été présentée aux participants :

- *Interdiction des offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles qui empêchent un acheteur de connaître les offres d'autres acheteurs);*
- *Interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans (aussi connue sous le nom d'interdiction d'achats immobiliers par des étrangers) pour s'assurer que les habitations servent de demeure à des Canadiens plutôt que de constituer des avoirs financiers pour des investisseurs étrangers;*
- *Instauration d'un impôt sur la revente précipitée d'une propriété pour dissuader les investisseurs d'acheter en masse des propriétés dans le but de les revendre rapidement à un prix plus élevé;*
- *Taxe sur la cession d'un contrat de vente relativement à des habitations nouvellement construites ou ayant fait l'objet de rénovations afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des habitations qu'ils laisseront ensuite inhabitées (la cession d'un contrat de vente implique qu'un vendeur vende ses droits relatifs à une propriété avant que l'acheteur en prenne possession).*
- *Lancement d'un nouveau Fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements afin d'éliminer les obstacles et stimuler la croissance de l'offre de logements avec pour objectif de créer au moins 100 000 nouveaux d'un bout à l'autre du pays.*

L'initiative visant à interdire les offres à l'aveugle a reçu le soutien le plus marqué de la part des participants, qui étaient nombreux à s'attendre à ce que cette mesure ait un impact considérable en matière de réduction des prix des logements. De l'avis de plusieurs, en recourant aux enchères à l'aveugle, les agents immobiliers avaient été à même de gonfler artificiellement les prix des logements en encourageant les acheteurs potentiels à entrer en concurrence les uns avec les autres pour



l'obtention d'un logement. On estimait qu'en interdisant cette pratique, le marché du logement deviendrait nettement plus équitable et plus transparent au bénéfice des acheteurs d'une habitation. Un grand nombre d'entre eux ont réagi positivement à la décision d'interdire temporairement aux non-Canadiens vivant à l'étranger d'acheter des propriétés résidentielles. De l'avis général, les Canadiens vivant au Canada doivent avoir priorité sur le marché du logement et un certain nombre de participants étaient d'avis que cette interdiction devait être mise en place en permanence. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que l'instauration d'un nouvel impôt sur la revente précipitée d'une propriété pourrait s'avérer efficace pour empêcher cette pratique. De l'avis de plusieurs, les investisseurs qui avaient recouru à cette pratique avaient également contribué à la hausse des prix du logement au cours des dernières années. Tout en demeurant favorables à ces initiatives, très peu ont commenté la mesure visant à taxer la cession de contrats pour la vente de logements neufs ou rénovés ou le lancement d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements de 4 milliards de dollars. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus pour améliorer le fonctionnement du marché du logement, un petit nombre de participants ont suggéré de fixer une limite au nombre de logements qu'un particulier ou une entreprise peut posséder.

Offre en matière de logement (principaux centres de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes basés en Colombie-Britannique (B.C.) ont pris part à une brève discussion sur l'offre de logements et les initiatives visant à construire un plus grand nombre de logements au Canada. Lorsqu'on a demandé aux participants de définir les principaux enjeux liés au logement qui nécessiteraient une attention accrue de la part du gouvernement fédéral, plusieurs ont mentionné le manque perçu d'options de logement abordables dans un grand nombre de collectivités canadiennes. Dans le même ordre d'idées, quelques participants ont eu l'impression que ce problème allait probablement s'aggraver dans les années à venir, étant donné que le gouvernement fédéral s'est engagé à augmenter le taux de nouveaux immigrants au Canada. De l'avis de plusieurs, il n'y a pas assez de logements pour loger la population actuelle et une augmentation du nombre de nouveaux arrivants risquait de mettre davantage à l'épreuve le marché du logement. Un certain nombre de participants étaient également préoccupés par l'augmentation perçue du nombre de personnes en situation d'itinérance au sein de leur collectivité. Plusieurs participants étaient d'avis que ce problème avait été exacerbé au cours des dernières années et qu'il fallait en faire plus pour les personnes ne pouvant pas se procurer un logement sûr et abordable. À la question de savoir si la construction de nouveaux logements devrait être une priorité du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, mais estimaient également que des efforts devaient être consentis pour construire des logements expressément destinés aux Canadiens à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à acheter une propriété. Aucun participant n'avait connaissance d'efforts récents de la part du gouvernement du Canada à ce sujet.

Lorsqu'on leur a demandé de définir les obstacles les plus importants à la construction d'un plus grand nombre de logements, un grand nombre de participants estimaient que l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et des matériaux au cours des dernières années avait rendu ces projets beaucoup plus onéreux du point de vue des promoteurs. En ce qui a trait à la pénurie perçue de travailleurs dans ce



secteur, il a été avancé que l'on pourrait en faire davantage pour recruter des travailleurs à l'extérieur du Canada afin qu'ils viennent travailler comme constructeurs de résidences. S'agissant des autres enjeux liés à la construction d'un plus grand nombre de logements, un certain nombre de participants estimaient qu'il y avait actuellement trop de règlements liés à la construction de logements et que des mesures supplémentaires devaient être prises, en particulier au niveau municipal, pour rationaliser le processus d'approbation des nouveaux projets de construction de logements. De l'avis général, tous les paliers de gouvernement devaient avoir un rôle à jouer dans l'augmentation de l'offre en matière de logement au bénéfice des Canadiens. Lorsque le rôle du gouvernement fédéral a plus spécifiquement été abordé, la plupart des participants estimaient que celui-ci serait plus efficace en apportant un soutien financier accru aux nouveaux projets de logement et en élaborant et en supervisant une stratégie nationale visant à construire davantage de logements. À la question de savoir s'ils avaient des préoccupations concernant la construction de nouveaux logements à un rythme accéléré, quelques participants ont fait valoir qu'il fallait également veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'infrastructures (comme des hôpitaux, des écoles, des transports en commun et d'autres services essentiels) pour soutenir les personnes vivant dans ces nouvelles propriétés résidentielles. Un petit nombre d'entre eux étaient préoccupés par l'impact négatif que ces projets pourraient avoir sur l'environnement naturel dans les zones où ils sont réalisés.

Situation du logement dans le Nord (Yukon)

Les participants résidant au Yukon ont fait part de leur point de vue sur la situation du logement dans leurs collectivités respectives et, plus généralement, dans le Nord. Presque tous ont décrit la situation du logement comme étant peu reluisante dans leur région, bon nombre d'entre eux citant des enjeux comme les prix élevés des loyers, le manque de logements sûrs et abordables et l'offre limitée de nouveaux logements à vendre. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils étaient actuellement locataires et qu'ils avaient l'impression que les loyers avaient considérablement augmenté récemment dans de nombreuses collectivités nordiques. De l'avis général, la situation du logement dans le Nord a empiré au cours des dernières années et la plupart des participants prévoient que cette tendance se maintienne à moins que des mesures soient prises par le gouvernement pour remédier à ce problème. Interrogés sur ce qui pourrait être fait pour améliorer cette situation, un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait consacrer davantage de ressources à la construction de logements abordables dans la région. En outre, les participants estimaient qu'il fallait s'attacher davantage à augmenter la densité de logements dans les communautés nordiques, à construire de plus grands complexes résidentiels et à faire en sorte qu'un plus grand nombre de personnes puissent vivre dans un espace plus restreint. De l'avis général, le logement est une responsabilité partagée par les gouvernements fédéral et territoriaux et des efforts doivent être déployés à tous les échelons pour veiller à ce que les communautés nordiques disposent d'un nombre suffisant de logements sûrs et abordables. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour rendre le logement plus accessible, les participants ont mentionné des initiatives telles que l'instauration du CELIAPP et la création de l'IAPP.

Soins de santé (Yukon)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion portant sur l'offre de soins de santé dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé de décrire le système de santé actuel au Yukon, les participants ont mentionné toute une série de problématiques. Parmi celles-ci, les longs temps d'attente pour obtenir des soins d'urgence et des rendez-vous importants et pour effectuer des procédures essentielles, les ressources médicales limitées, la pénurie de médecins et d'infirmiers et le manque de services de santé mentale et de traitement des dépendances. Plusieurs participants ont exprimé leur frustration relativement à la pénurie de spécialistes exerçant dans le Nord, certains déclarant avoir déjà dû se rendre dans d'autres régions du pays pour obtenir des soins auprès d'un spécialiste. Si un petit nombre d'entre eux ont déclaré que leur expérience du système de santé avait été positive, beaucoup estimaient que le système de santé du Yukon nécessitait des changements majeurs, notamment sous forme d'investissements financiers accrus, d'offres plus nombreuses en ce qui a trait à la sensibilisation et à la formation en matière de soins de santé pour les personnes vivant dans la région, et d'incitatifs plus importants pour attirer des médecins, des infirmiers et d'autres professionnels de la santé et les maintenir en poste dans les collectivités nordiques.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada dans le domaine des soins de santé, de la santé mentale ou des dépendances et de l'usage de substances, très peu d'entre eux pouvaient se souvenir de quoi que ce soit. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à investir 25 milliards de dollars sur dix ans pour conclure des ententes avec les provinces et territoires afin d'aider à financer des services de santé mentale et de traitement des dépendances, de remédier à la pénurie de travailleurs de la santé et de réduire les retards accumulés dans le système de soins de santé, et de moderniser ce dernier. Afin de recevoir ce financement, le gouvernement fédéral demande aux provinces et aux territoires de développer des plans décrivant la façon dont les fonds seront dépensés et de quelle façon l'amélioration du système sera mesurée. Le gouvernement fédéral demande aussi aux provinces et aux territoires de simplifier les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers auxquels sont soumis les professionnels de la santé formés à l'étranger. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces et les territoires, les organismes de santé et les principaux intervenants, contribue également à l'élaboration de normes nationales en matière de services de santé mentale.

Presque tous les participants se sont montrés critiques à l'égard de cette information. Un grand nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait jouer un rôle plus actif en ce qui a trait à la prestation de soins de santé, en exerçant une surveillance plus stricte auprès des gouvernements territoriaux et provinciaux concernant la prestation de ces services. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait exercer une plus grande surveillance des territoires et des provinces afin de fournir des services de soins de santé efficaces et d'utiliser ce financement le plus efficacement possible.

À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait encore faire pour améliorer la prestation des soins de santé au Yukon, les participants estimaient que davantage pourrait être fait

pour communiquer directement avec les habitants du territoire afin de mieux comprendre leurs besoins dans ce domaine.

Régime d'assurance-médicaments (Nouveau-Brunswick, principaux centres de la Colombie-Britannique)

Deux groupes ont participé à des discussions sur la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. À la question de savoir quels étaient selon eux les principaux défis en matière de soins de santé nécessitant une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada, les participants ont relevé un large éventail d'enjeux. Parmi ceux-ci, les longs délais d'attente pour accéder à des soins d'urgence, le sentiment d'une pénurie de médecins et d'infirmiers, le manque de médecins de famille, l'épuisement professionnel accru chez les professionnels de la santé et la pénurie généralisée en matière de services de santé mentale. Interrogés plus particulièrement sur le coût des médicaments d'ordonnance, peu d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un problème important à l'heure actuelle. Décrivant la situation actuelle concernant la couverture des médicaments sur ordonnance au Canada, un grand nombre d'entre eux avaient l'impression que ces médicaments étaient abordables dans la plupart des cas. Nombre d'entre eux ont fait remarquer que les Canadiens bénéficiaient généralement d'une assurance dans ce domaine par l'intermédiaire de leur employeur, tandis que quelques-uns avaient l'impression que ces coûts pouvaient faire l'objet d'une demande de remboursement lors de la déclaration d'impôts annuelle. Un plus petit nombre de participants étaient d'un avis différent, estimant que dans un certain nombre de cas, la couverture pour les médicaments sur ordonnance n'était pas abordable, y compris pour le traitement de maladies graves telles que le cancer et le diabète.

Le nombre de participants qui connaissaient le terme « assurance-médicaments » était à peu près égal à celui des participants qui ne le connaissaient pas. Parmi ceux qui le connaissaient, on s'accordait à dire que le terme faisait référence à la fourniture publique de médicaments sur ordonnance et d'autres médicaments. Aucun d'entre eux n'avait connaissance d'un quelconque projet du gouvernement canadien dans ce domaine. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :

En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'aller de l'avant pour instaurer un régime d'assurance-médicaments national afin de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables pour que davantage de Canadiens puissent en profiter. Depuis, le gouvernement du Canada a commencé par créer l'Agence canadienne des médicaments afin d'être en mesure de négocier le prix des médicaments d'ordonnance pour le compte des Canadiens et de les acheter au prix du gros pour aider les Canadiens à réaliser des économies à long terme. Le gouvernement du Canada s'emploie également à élaborer sa stratégie nationale pour les médicaments coûteux destinés au traitement de maladies rares

afin d'aider les Canadiens à mieux avoir accès à ces médicaments comme première étape à l'élargissement de la couverture des médicaments.

Presque tous les participants ont réagi positivement à cette information, plusieurs d'entre eux se montrant particulièrement enthousiastes quant à l'engagement du gouvernement fédéral de négocier les prix des médicaments sur ordonnance au nom des Canadiens. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait accélérer les efforts qu'il déploie dans ce domaine, car ils étaient d'avis que cela aiderait un certain nombre de personnes, en particulier celles qui ne bénéficient pas d'un régime d'assurance-médicaments par l'intermédiaire de leur employeur. Un certain nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'en dépit de l'utilité de ce programme, ce dernier ne permettrait pas de résoudre les nombreux autres problèmes considérés comme ayant un impact sur la prestation des soins de santé partout au Canada. Quelques-uns d'entre eux avaient une opinion plus négative de cette initiative, estimant qu'un programme national d'assurance-médicaments était trop ambitieux et peu susceptible d'être financièrement réalisable s'il était mis en œuvre.

À la question de savoir qui devrait être couvert par un régime national d'assurance-médicaments, presque tous les participants estimaient qu'il devrait s'agir d'un programme universel étendu à tous les Canadiens. En vue de clarifier les options actuellement envisagées par le gouvernement du Canada, les participants se sont vu présenter les approches suivantes :

Le régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public comme le système de santé dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime. Il pourrait aussi « combler les lacunes » afin que les Canadiens puissent continuer à recourir aux régimes publics et privés existants. Un régime de ce type serait mis en place afin de veiller à ce que tous les Canadiens bénéficient d'une couverture d'assurance y compris ceux qui ne sont pas assurés actuellement.

En discutant des avantages et des inconvénients potentiels de chaque approche, beaucoup estimaient que le régime entièrement public favoriserait l'équité et l'accessibilité tout en réduisant le coût des ensembles d'avantages sociaux pour salariés, dont les primes sont considérées comme onéreuses à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux craignaient toutefois que cette approche entraîne des prescriptions excessives de la part des pharmaciens et favorise une éventuelle exploitation par des personnes cherchant à utiliser ces médicaments à des fins récréatives. Les aspects positifs que les participants associaient à l'approche consistant à « combler les lacunes » concernaient principalement ce qu'ils percevaient comme des coûts moins élevés pour l'ensemble du programme, le ciblage de l'aide fédérale en faveur de ceux qui en avaient le plus besoin, et une approche plus personnalisée de l'assurance-médicaments, permettant aux Canadiens de choisir s'ils souhaitent bénéficier d'une assurance publique ou d'une assurance privée. Plusieurs d'entre eux ont toutefois exprimé des préoccupations quant au risque de voir émerger un système d'assurance-médicaments à deux vitesses si cette approche devait être mise en œuvre.

Tous les participants ont indiqué bénéficier actuellement d'un régime d'assurance-médicaments par l'intermédiaire de leur employeur ou d'un membre de leur famille et presque tous se sont déclarés généralement satisfaits de la couverture que ce régime leur offrait. Interrogés sur les types de médicaments qui, selon eux, seraient couverts par un régime national d'assurance-médicaments, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce que l'accent soit mis sur les médicaments les plus fréquemment

utilisés par les Canadiens, ainsi que sur ceux qui permettent de sauver des vies. Si certains d'entre eux estimaient qu'un régime national d'assurance-médicaments rendrait la vie plus abordable, d'autres craignaient que le montant des fonds publics nécessaires pour soutenir ce programme ne soit finalement supérieur à ce qu'ils paient actuellement pour leur assurance actuelle.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à un programme universel d'assurance-médicaments, les participants du groupe du Nouveau-Brunswick ont répondu par l'affirmative, tandis que ceux de la Colombie-Britannique se sont montrés plus sceptiques, estimant que le gouvernement fédéral devait se focaliser sur des questions plus urgentes en matière de soins de santé. À la question de savoir s'ils soutiendraient encore ce programme s'il avait pour effet d'augmenter le déficit fédéral ou d'entraîner une augmentation des impôts ou une nouvelle imposition, très peu de participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative.

Dépendances et usage de substances

(diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario,
principaux centres de la Colombie-Britannique,
personnes préoccupées par la criminalité de la région
de Vancouver)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les dépendances et l'usage de substances. Lorsqu'on leur a demandé si l'usage de substances était un problème dans leur communauté, presque tous les membres des deux groupes basés en Colombie-Britannique (C.-B.) estimaient qu'il s'agissait d'un problème majeur, tandis que la plupart des membres du sud de l'Ontario estimaient qu'il s'agissait d'un problème mineur ou qu'il ne s'agissait pas d'un problème du tout. La plupart des participants de la Colombie-Britannique avaient l'impression que ce problème s'était considérablement aggravé ces dernières années et qu'il avait probablement été exacerbé par la pandémie de COVID-19. Si plusieurs d'entre eux estimaient que cette question faisait l'objet d'une plus grande attention que par le passé, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que peu de progrès avaient été réalisés dans ce domaine au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada dans ce domaine, plusieurs participants avaient l'impression que ce dernier avait financé et soutenu des sites de consommation supervisée dans plusieurs provinces et territoires. Parmi les autres mesures citées, mentionnons les efforts visant à garantir l'accès des consommateurs de drogues à des seringues propres ainsi que la mise à disposition de trousse de Naloxone gratuites dans la plupart des pharmacies canadiennes. Un certain nombre de participants se sont également souvenus de la récente décision du gouvernement fédéral d'autoriser la Colombie-Britannique à décriminaliser la possession de petites quantités de certaines substances illicites. Seuls quelques participants du groupe du Sud de l'Ontario ont déclaré être au courant de cette mesure. En faisant part de leurs réactions, un petit nombre d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, tandis que plusieurs craignaient que cela n'entraîne une augmentation de la consommation de drogues et des taux de dépendance au sein de ces collectivités. À la question



complémentaire de savoir s'ils étaient favorables à ce que les personnes arrêtées pour possession de substances illicites soient dirigées vers des centres de traitement des dépendances plutôt que d'être incarcérées, la quasi-totalité des participants de ce groupe a répondu par l'affirmative.

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient le terme "approvisionnement plus sécuritaire". La plupart d'entre eux pensaient que ce terme faisait référence à la réglementation ou à la distribution de substances illicites à l'intention des personnes aux prises avec des dépendances, afin de s'assurer qu'elles ne consomment pas de drogues potentiellement coupées avec des substances toxiques. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme "site de consommation supervisée", la plupart d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'endroits où les personnes aux prises avec une dépendance pouvaient venir consommer des substances illicites dans un lieu sécuritaire et en présence de professionnels de la santé. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :

L'approvisionnement plus sécuritaire consiste à fournir des médicaments d'ordonnance aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques.

Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et propre où les personnes peuvent apporter leurs propres drogues et les consommer sous la supervision d'un personnel formé. Ces sites proposent également un éventail de services de réduction des méfaits.

Si la plupart des participants estimaient qu'un approvisionnement plus sécuritaire et des sites de consommation supervisés auraient probablement un impact bénéfique en matière de protection des consommateurs de drogues et de réduction des surdoses, peu d'entre eux pensaient que cela aurait un impact tangible sur la réduction de la dépendance et de la consommation de substances illicites. Un certain nombre d'entre eux considéraient que ces initiatives pouvaient avoir pour effet involontaire d'augmenter la consommation de drogues, estimant que les consommateurs pouvaient être plus enclins à essayer des drogues ou à consommer de plus grandes quantités de ces substances en sachant que ces mesures de sécurité étaient en place. Plusieurs d'entre eux se sont dit d'avis qu'en plus des efforts déployés pour réduire les méfaits, il fallait mettre davantage l'accent sur le traitement et l'aide à apporter à ces personnes afin qu'elles vainquent leurs dépendances. On considérait qu'en investissant dans des options de traitement supplémentaires destinées aux personnes aux prises avec des dépendances, le gouvernement fédéral serait plus à même de s'attaquer aux causes profondes de ce problème et de réaliser des progrès en ce qui concerne la réduction de la consommation de substances illicites au sein des collectivités canadiennes.

Les participants des deux groupes basés en Colombie-Britannique se sont vu fournir des informations complémentaires au sujet du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) :

Dans le cadre du PUDS, le gouvernement du Canada finance des projets visant à remédier aux méfaits associés à l'usage de substances. Plus précisément, dans le cadre ce programme, le gouvernement du Canada finance l'approvisionnement plus sécuritaire et des services d'injection supervisée en plus de financer des projets axés sur des initiatives comme la prévention des surdoses, la sensibilisation, le

soutien à la désintoxication, le soutien par les pairs, l'action sociale, le mentorat, les services de soutien en matière de santé mentale, entre autres.

Si la plupart des participants estimaient qu'un financement supplémentaire pour la réduction des méfaits était un pas dans la bonne direction, peu d'entre eux pensaient que ces actions auraient un impact tangible sur la résolution de ce problème. Le point de vue a été réitéré à savoir qu'à moins que des investissements plus importants ne soient consentis pour offrir davantage d'options de traitement à ces personnes, très peu de progrès seront réalisés pour réduire le taux de dépendance plus globalement. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de l'exemption accordée par le gouvernement du Canada à la *Loi réglementant certaines substances* afin de supprimer les sanctions pénales pour la possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique, presque tous les résidents de la région métropolitaine de Vancouver (G.V.A.) se sont dit favorables à cette mesure, tandis que ceux qui résidaient dans les principaux centres de la province avaient des opinions plus mitigées à ce sujet. Ceux qui soutenaient cette mesure avaient le sentiment qu'elle permettrait aux corps policiers de consacrer davantage de ressources dans d'autres domaines et, éventuellement, de réduire la charge qui pèse sur le système pénal de la province. Parmi ceux qui étaient plus incertains de cette mesure ou qui s'y opposaient, certains craignaient qu'elle ait pour effet d'accroître la consommation de ces substances maintenant que les consommateurs n'avaient plus à se préoccuper des potentielles conséquences juridiques de leur possession.

Protection et promotion de la langue française (région de la Montérégie [Québec])

Les participants résidant dans la région de la Montérégie ont pris part à une brève discussion sur l'importance de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Bien que plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait d'une priorité importante, un petit nombre d'entre eux estimait que les Canadiens francophones devraient plutôt se concentrer sur l'acquisition de meilleures compétences en anglais afin d'avoir accès à de meilleures possibilités d'emploi dans le reste du Canada. La plupart d'entre eux n'étaient pas au courant des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour protéger et promouvoir la langue française, tandis qu'un petit nombre croyait que le gouvernement fédéral s'employait actuellement à mettre en œuvre un programme visant à mieux promouvoir le français dans d'autres provinces et territoires.

Lorsqu'on les a informés que le gouvernement du Canada avait récemment mis en place son *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*, les participants se sont vu présenter la liste suivante d'objectifs clés et de mesures proposées en lien avec ce plan :

Favoriser plus d'immigration francophone au Canada :

- *Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;*
- *Étendre les activités de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones;*
- *Investir dans la formation linguistique destinée aux nouveaux arrivants.*

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie :

- *Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;*
- *Investir dans des programmes de français langue seconde d'un bout à l'autre du Canada;*
- *Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.*

Soutenir les organismes communautaires francophones :

- *Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;*
- *Accorder des subventions pour des projets visant à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;*
- *Accorder des subventions aux artistes francophones.*

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour aider le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires visant à soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

Tous les participants ont favorablement réagi à ces mesures. De l'avis général, ces dernières seraient d'une grande utilité pour protéger et promouvoir la langue française tant au Québec que dans le reste du Canada. En discutant de ces mesures, plusieurs participants estimaient que c'était l'augmentation des investissements dans la formation linguistique des nouveaux arrivants qui aurait le plus d'impact pour accroître l'utilisation du français au Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient également qu'il serait particulièrement utile d'investir dans des garderies francophones à travers le Canada, car cela permettrait aux enfants de développer des compétences en français dès leur plus jeune âge. Aucun participant n'estimait qu'il y avait des aspects de ce plan qui ne devaient pas être mis en œuvre. Interrogés sur les autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour mieux promouvoir et protéger la langue française au Canada, bon nombre de participants étaient d'avis que ce plan constituait un engagement suffisant dans ce domaine et que le gouvernement du Canada devrait avant tout veiller à ce que les initiatives mises en œuvre soient couronnées de succès.

Sécurité communautaire et réforme du système de mise en liberté sous caution (diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver)

Deux groupes ont pris part à une discussion sur les enjeux relatifs à la sécurité communautaire et sur les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec la réforme du système de libération sous caution. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que leurs collectivités respectives

étaient sécuritaires, un plus grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative, comparativement à ceux qui étaient d'un autre avis. Bien que peu d'entre eux aient été directement témoins de comportements criminels, presque tous avaient l'impression que le taux de criminalité avait augmenté au sein de leur collectivité au cours des dernières années. À propos des types de crimes qui, selon eux, sont en augmentation, plusieurs ont mentionné les activités illégales liées aux gangs, les cambriolages, les vols de véhicules et les agressions. Décrivant les causes potentielles de l'augmentation de la criminalité, un certain nombre de participants estimaient que l'augmentation perçue du taux d'itinérance, des dépendances aux drogues et de personnes souffrant de problèmes de santé mentale avait constitué un facteur contributif important. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que l'inflation et l'augmentation du coût de la vie avaient entraîné une hausse de la criminalité, car davantage de personnes se tournaient vers des activités illégales pour pouvoir continuer à joindre les deux bouts financièrement.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance d'actions ou d'initiatives du gouvernement du Canada au cours des cinq dernières années en matière de lutte contre la criminalité, peu de participants se souvenaient de quoi que ce soit. Lorsqu'on leur a spécifiquement demandé s'ils avaient entendu parler de mesures liées au contrôle des armes à feu, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que des mesures avaient été prises pour renforcer les lois canadiennes sur les armes à feu, mais très peu d'entre eux se souvenaient de détails à ce sujet. Aucun d'entre eux n'était au courant d'une quelconque mesure du gouvernement fédéral visant à réduire les activités et la violence des gangs. Les participants du Sud de l'Ontario se sont vu fournir des informations complémentaires sur les récentes mesures prises par le gouvernement canadien pour réprimer la violence des gangs :

Il y a quelques jours, le gouvernement du Canada annonçait 390 millions de dollars pour aider à lutter contre la violence des gangs de rue et réduire le nombre de crimes commis avec des armes à feu. Cette somme aidera à financer différents programmes, dont ceux ayant trait à l'exercice des pouvoirs de police, la sécurité aux frontières et la prévention de la criminalité. Par le passé, des programmes comme l'Opération Centaure, une initiative visant à renforcer les corps de police, notamment par l'ajout d'unités spécialisées, à mettre fin au trafic d'armes à feu et à lutter contre la criminalité, ont été financés.

Bien que la plupart des participants se soient déclarés favorables à une action contre la violence des gangs, un grand nombre d'entre eux remettaient en question la manière dont ces fonds seraient utilisés et sur les programmes et initiatives particuliers qui seraient mis en œuvre pour remédier à ce problème. De l'avis général, pour que des initiatives de ce type soient couronnées de succès, il est nécessaire de mettre en place des objectifs clairs et mesurables pour atteindre les résultats attendus de ces programmes. Interrogés sur ce que le gouvernement fédéral devrait faire de plus pour réduire la criminalité, plusieurs participants estimaient qu'il fallait prévoir des peines plus sévères pour les auteurs de crimes, en particulier dans le cas d'individus ayant récidivé à plusieurs reprises.

Il a été demandé aux participants des deux groupes s'ils connaissaient le concept de mise en liberté sous caution. Presque tous ont répondu par l'affirmative. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu fournir les informations suivantes :

On parle de mise en liberté sous caution lorsqu'une personne inculpée d'une infraction criminelle est remise en liberté dans l'attente de son procès. Comme vous le savez, toute personne en attente de son



procès est présumée innocente tant qu'elle n'est pas déclarée coupable. La mise en liberté d'une personne peut ou non être assortie de conditions auxquelles elle doit se conformer pendant toute la durée de sa liberté sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes inculpées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le système de mise en liberté sous caution du Canada, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bien qu'aucun d'entre eux n'ait eu connaissance de détails précis concernant le système de cautionnement, un grand nombre d'entre eux avaient l'impression qu'il était assez clément à l'heure actuelle et estimaient qu'il devait être plus strict. Quant à la question de savoir si le système actuel de mise en liberté sous caution était juste, beaucoup estimaient ne pas avoir suffisamment d'informations à ce sujet pour pouvoir fournir une évaluation adéquate. En se focalisant sur l'impact de la récidive des personnes en liberté sous caution, le nombre de participants estimant qu'il s'agit d'un problème majeur était à peu près égal à celui des personnes estimant qu'il n'avait qu'une incidence mineure. Bien qu'un certain nombre d'entre eux aient déclaré avoir entendu parler d'individus qui, une fois libérés sous caution, commettaient d'autres délits, plusieurs participants n'étaient pas sûrs de la prévalence réelle de ce problème. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

En vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, les personnes accusées ont le droit à une mise en liberté sous caution, à moins qu'il existe un motif valable de les maintenir en détention, tel qu'un risque de fuite ou un risque pour la sécurité du public, et qu'il n'y ait pas d'autres moyens d'y remédier.

Le gouvernement du Canada envisage certaines réformes du système de mise en liberté sous caution qui rendraient plus difficile, pour les personnes ayant déjà été reconnues coupables de certains types de crimes violents, de sortir de prison en attendant leur procès.

Tous les participants ont positivement réagi à cette information, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante pour rendre plus difficile la récidive de personnes libérées sous caution. La plupart d'entre eux estimaient que cette mesure empêcherait les personnes concernées de profiter du système de libération sous caution et pensaient qu'elle contribuerait à réduire la criminalité au sein de leur collectivité. Un petit nombre de participants ont exprimé leurs préoccupations quant au fait que des personnes marginalisées se voient injustement refuser toute mise en liberté sous caution en vertu de ce système et espéraient que des garanties seraient mises en place afin d'éviter que cela ne se produise. À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour prévenir la criminalité, les participants étaient d'avis qu'il fallait consacrer beaucoup plus de ressources dans des domaines comme ceux de la santé mentale, des dépendances et du manque perçu de logements sûrs et abordables, estimant qu'il s'agissait là des causes profondes du comportement criminel de nombreuses personnes.

Égalité entre les genres (jeunes hommes de centre de petite et moyenne taille du Québec)

Les participants d'un groupe composé de jeunes hommes résidant dans des centres de petite et moyenne taille du Québec ont pris part à une brève discussion portant sur l'égalité entre les genres. Lorsqu'on leur a demandé d'exposer leur point de vue sur les stéréotypes liés au genre et sur ce qu'on attendait des hommes dans la société, bon nombre d'entre eux estimaient que les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes continuaient de conditionner les attentes sociétales, en particulier en ce qui concerne la famille, les rencontres galantes et les relations interpersonnelles. Un petit nombre d'entre eux avaient l'impression que les hommes continuaient à éprouver une certaine honte ou gêne en faisant part aux autres de problèmes de santé mentale, et qu'on attendait toujours d'eux qu'ils répriment leurs émotions plutôt que d'en faire part. Interrogés sur l'impact de ces stéréotypes sur leur bien-être personnel, plusieurs d'entre eux ont dit que cela leur occasionnait du stress et qu'ils se sentaient contraints de répondre à ce qu'ils considéraient comme étant des attentes de la société à leur égard.

Lorsqu'on leur a demandé ce que signifiait pour eux l'"égalité des droits", presque tous estimaient que cela impliquait qu'hommes et femmes aient accès aux mêmes droits, aux mêmes responsabilités, aux mêmes possibilités et qu'ils puissent avoir les mêmes attentes au sein de la société. À la question de savoir si les jeunes hommes ont un rôle à jouer dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, un grand nombre d'entre eux se sont dit incertains et bon nombre d'entre eux estimaient que l'égalité entre les hommes et les femmes était déjà en grande partie atteinte. Sans être invités à se prononcer à ce sujet, plusieurs s'entendaient pour dire que les hommes étaient eux aussi très désavantagés à l'heure actuelle et qu'il fallait prendre des mesures pour améliorer la situation des deux sexes plutôt que de se concentrer sur l'aide à apporter à l'un ou à l'autre.

Les participants ont ensuite pris part à une activité au cours de laquelle on leur a demandé de commenter l'énoncé suivant :

Certains disent que la société s'éloigne de plus en plus de ce que nous pourrions appeler les rôles traditionnels masculins et féminins. À titre d'exemple, les femmes peuvent davantage assumer des rôles traditionnellement réservés aux hommes à la maison et au travail, et les hommes peuvent davantage assumer des rôles traditionnellement réservés aux femmes à la maison et au travail.

La quasi-totalité d'entre eux a exprimé son désaccord et des opinions négatives à propos de cet énoncé. De nombreux participants estimaient qu'il était encore difficile pour les hommes d'assumer des rôles traditionnellement réservés aux femmes au travail et à la maison, et que dans une certaine mesure, ceux qui le faisaient continuaient d'être stigmatisés. Un petit nombre d'entre eux avaient l'impression que si les hommes continuaient à se heurter à ces difficultés, les femmes étaient en mesure d'assumer des rôles traditionnellement masculins avec beaucoup plus d'aisance sans pour autant craindre de se sentir humiliées parce qu'elles agissaient de la sorte. Les participants estimaient que davantage de travail devait être fait pour s'assurer que les hommes sont acceptés et encouragés à assumer des rôles plus traditionnellement dévolus aux femmes, lorsqu'ils le désiraient.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – May 2023 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed, May 3 rd	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Major City Centres Eastern Ontario	General Population	DN
3	Tue, May 9 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Southern Ontario	South Asian Diaspora	DN
4	Wed, May 10 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Mid-Size Centres Prairies (SK,MB)	General Population	TBW
6	Tue, May 16 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Hamilton	First-Time Home Buyers	DN
7	Wed, May 17 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (MST)	Yukon	General Population	TBW
8	Tue, May 23 rd	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Major City Centres Prairies (SK, MB)	18-34 Frequent Social Media Users	MP
9	Wed, May 24 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	New Brunswick	General Population	DN
11	Tue, May 30 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Major City Centres British Columbia	General Population	TBW



12	Wed, May 31 st	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Greater Vancouver Area	Crime- concerned	MP
----	---------------------------	------------	-----------------	------------------------	---------------------	----

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Major City Centres Eastern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Ottawa, Kingston.</p> <p>NO MORE THAN 4 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Southern Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Hamilton, Waterloo, Halton Region (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Middlesex County (London, Strathroy, Mount Brydges) Wellington County (Guelph, Fergus, Elora, Belwood), Brantford</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Mid-Size Centres Prairies (SK,MB)	<p>Cities include:</p> <p><u>Manitoba</u>: Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster, Yorkton, Swift Current, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Hamilton	<p>Cities could include:</p> <p>Hamilton</p>	CONTINUE – GROUP 6
Yukon	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Whitehorse, Dawson City.</p>	CONTINUE – GROUP 7

	<p>AIM FOR NO MORE THAN 4 FROM WHITEHORSE. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Major City Centres Prairies (SK, MB)	<p>Cities include:</p> <p><u>Manitoba:</u> Winnipeg.</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 8
New Brunswick	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Saint John, Moncton, Fredericton, Dieppe, Edmunston.</p> <p>NO MORE THAN 2 PARTICIPANTS FROM SAINT JOHN, NO MORE THAN 2 PARTICIPANTS FROM MONCTON. NO MORE THAN 1 PER CITY/TOWN. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Major City Centres British Columbia	<p>Cities include:</p> <p>Vancouver, Surrey, Richmond, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Nanaimo, Kamloops, Chilliwack, Prince George.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Greater Vancouver Area	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX, NO MORE THAN 3 FROM VANCOUVER. NO MORE THAN 2 FROM EACH SURROUNDING CENTRE.</p>	CONTINUE – GROUP 12

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	CONTINUE
30-34	CONTINUE
35-45	IF GROUP 8 THANK AND END
46-49	IF GROUP 8 THANK AND END
50-54	IF GROUP 8 THANK AND END
55+	IF GROUP 8 THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

4. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

5. **ASK ONLY IF GROUP 3** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be South Asian?

Yes **CONTINUE TO Q5a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 3** Where did you and/or your family immigrate from?

India **CONTINUE**
 Pakistan **CONTINUE**

Bangladesh **CONTINUE**
 Sri Lanka **CONTINUE**
 Nepal **CONTINUE**
 Bhutan **CONTINUE**
 Other, please specify: _____ **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.

5b. ASK ONLY IF GROUP 3 Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE = GROUP 3**
 No **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5c. ASK ONLY IF GROUP 3 How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

6. ASK ONLY IF GROUP 6 Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE TO Q6a**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. ASK ONLY IF GROUP 6 Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**
 Not sure/Maybe **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

7. **ASK ONLY GROUP 8** Which of the following statements describe your relationship with social media?

- I check my social media multiple times a day and post often. **CONTINUE**
- I check my social media multiple times a day and post occasionally. **CONTINUE**
- I regularly check my social media multiple times a day. **CONTINUE**
- I check my social media at least once a day. **CONTINUE**
- I check my social media a few times a week. **THANK AND END**
- I don't check my social media often. **THANK AND END**
- I don't have social media. **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX, SKEW TO THOSE WHO CHECK MULTIPLE TIMES A DAY AND POST OFTEN.

7a. **ASK ONLY GROUP 8** How much time would you say you spend on social media everyday?

- I usually spend more than 4 hours a day on social **CONTINUE**
- I usually spend between 3-4 hours a day on social media. **CONTINUE**
- I usually spend between 1-2 hours a day on social media. **THANK AND END**
- I usually spend less than 1 hour a day on social media. **THANK AND END**

7b. Which of the following best describes how others interact with your social media?

- I have a large following on social media who often comment on or share my posts **CONTINUE**
- I have a large following on social media who do not often comment on or share my posts **CONTINUE**
- I have a small/moderate following on social media who often comment on or share my posts **CONTINUE**
- I have a small/moderate following on social media who do not often comment on or share my posts **THANK AND END**
- I do not have much of/any following on social media **THANK AND END**

ENSURE A MIX OF PARTICIPANTS BASED ON THE AMOUNT OF TIME SPENT ON SOCIAL MEDIA, FREQUENCY OF POSTING AND TYPE OF FOLLOWING. SKEW TO THOSE WHO HAVE LARGE FOLLOWINGS.

8. **ASK ONLY GROUP 12** How would you describe your level of concern about crime in your community and more broadly across Canada?

- | | |
|---------------------------------|----------------------|
| Very concerned | CONTINUE |
| Somewhat concerned | CONTINUE |
| Indifferent | THANK AND END |
| Not very concerned | THANK AND END |
| Not at all concerned | THANK AND END |
| Don't know/Prefer not to answer | THANK AND END |

8a. ASK ONLY GROUP 12 In the past 5 years, would you say the level of crime in your community has ...

Increased	CONTINUE
Stayed about the same	THANK AND END
Decreased	THANK AND END
VOLUNTEERED Not Sure	THANK AND END

8b. ASK ONLY GROUP 12 What type of crime are you most concerned about?

Violent crime
 Property crime
 Petty crime
 Hate crimes (based on gender, racial, or religious prejudice)
 Fraudulent crimes
 Other, please specify: _____

VOLUNTEERED Not sure	THANK AND END
VOLUNTEERED Preferred not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

9. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 3 Which of the following racial or cultural groups best describes you?
 (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

10. Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Automotive
 Construction



Educational Services
Finance & Insurance
Health Care
Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

**ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.
NO INTERNATIONAL STUDENTS.**

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam



14. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

15. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

20. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

22. Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

- Yes
- No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – mai 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	Jeu, 4 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Montréal	Population générale	MP
5	Jeu, 11 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Grandes villes au Québec	Personnes à bas revenus (moins de 40 000 \$ de revenu annuel par ménage)	MP
10	Jeu, 25 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Centres de petite et moyenne taille au Québec	Hommes âgés de 20 à 35 ans	MP



Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

24. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui	REMERCIER ET CONCLURE
Non	CONTINUER

25. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais	REMERCIER ET CONCLURE
Français	CONTINUER
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude]	REMERCIER ET CONCLURE
Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

26. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Montréal	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limitées à):</p> <p>Boucherville, Brossard, Châteauguay, Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Salaberry-de-Valleyfield and Vaudreuil-Dorion.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 2
Grandes villes au Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p>	CONTINUER – GROUPE 5

	PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.	
Centres de petite et moyenne taille Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Petites villes = Population <49 999 <u>Pour les petites villes :</u> Dollars-des-Ormeaux, Saint-Eustache, Vaudreuil-Dorion, Sallaberry-de-Valleyfield, Rouyn-Noranda, Boucherville, l'Assomption.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne :</u> Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>RECRUTER QUATRE RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 9
Autre lieu		REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

27. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

28. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

29. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 19 ans	SI GROUPE 9 = REMERCIER ET CONCLURE
20 à 35 ans	SI GROUPE 9 = CONTINUER
36 à 44 ans	SI GROUPE 9 = REMERCIER ET CONCLURE
45 à 54 ans	SI GROUPE 9 = REMERCIER ET CONCLURE
55 à 64 ans	SI GROUPE 9 = REMERCIER ET CONCLURE
65 ans ou plus	SI GROUPE 9 = REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

30. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	SI GROUPE 5 = CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	SI GROUPE 5 = CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	SI GROUPE 5 = REMERCIER ET CONCLURE
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	SI GROUPE 5 = REMERCIER ET CONCLURE
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	SI GROUPE 5 = REMERCIER ET CONCLURE
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	SI GROUPE 5 = REMERCIER ET CONCLURE
150 000 \$ ou plus	SI GROUPE 5 = REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

31. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

32. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2

REMERCIER ET CONCLURE

3-5 **CONTINUER**



33. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

34. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

35. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

36. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

37. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.19**

38. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

39. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**



40. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

41. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

- Administrations publiques
- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Arts, spectacle et loisirs
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Commerce de détail
- Commerce de gros
- Construction
- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- Fabrication
- Finance et assurances
- Gestion de sociétés et d'entreprises
- Hébergement et services de restauration
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Services d'enseignement
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Services publics
- Soins de santé et assistance sociale
- Transport et entreposage
- Sans emploi
- Aux études à temps plein
- À la retraite
- Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

42. **DEMANDER À TOUS LES GROUPES** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)



Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

43. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

44. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MASTER MODERATOR'S GUIDE MAY 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Major City Centres Eastern Ontario** Inform participants that we will be discussing Ukraine; emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora, Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba, Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon, New Brunswick** What are your reactions to [seeing, reading, or hearing] this news?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Where did you see, read, or hear this news?
- **Major City Centres Eastern Ontario** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada and Volkswagen's new electric vehicle battery plant?

Major City Centres Eastern Ontario CLARIFY: Recently, Canada and Ontario secured an investment from Volkswagen to establish its first overseas electric vehicle battery manufacturing plant in St. Thomas, Ontario. This is the largest electric vehicle-related investment in Canadian history. Once complete in 2027, the plant will produce batteries for up to one million electric vehicles per year, strengthening Canada's domestic battery manufacturing capacity to meet the demand for electric vehicles.

- **Major City Centres Eastern Ontario** What are your initial thoughts about this investment?

- **Major City Centres Eastern Ontario** What impact, if any, do you see this having on Ontario's economy? On Canada's?
- **Montréal Québec** IF NOT MENTIONED: What about news on asylum seekers crossing the border at Roxham Road?
 - **Montréal Québec** Can you explain the situation?
 - **Montréal Québec** What is causing this issue?
 - **Montréal Québec** What, if anything, has the Government of Canada done recently in response to this situation? What impact do you think this will have?
 - **Montréal Québec** What do you expect to see happen over the coming years?

News Consumption **Southern Ontario South Asian Diaspora, Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30**

- **Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?
- What are your primary sources for news? ([e.g.,/Prompt: Podcasts, YouTube,] TV news, radio, social media, friends/family [, etc...])
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Do you ever seek out news in a language other than English?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Are there any sources you turn to that specialize in news for South Asian audiences?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** IF YES: What are they?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** How often do you turn to these sources?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Are there some news sources you trust more than others? Why?
 - **Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social** Are there any sources that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Are there any sources or individuals that you find particularly reliable and trustworthy for news and information? Why do you consider them reliable?
 - **Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news?

- Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why?
- Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social Which do you find more/less credible?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (10-25 minutes) All Locations

Southern Ontario South Asian Diaspora Now I'd like to shift the conversation to the Government of Canada more broadly ...

- Major City Centres Eastern Ontario, Montérégie Québec, Southern Ontario South Asian Diaspora, Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba, Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon, Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30, Major City Centres British Columbia What does the Government of Canada do well?
- Major City Centres Eastern Ontario, Montérégie Québec, Southern Ontario South Asian Diaspora, Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba, Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon, Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30, Major City Centres British Columbia What does the Government of Canada need to improve on? Why?
- Montérégie Québec Has your opinion of the Government of Canada changed over the past year?
 - Montérégie Québec IF YES: Has your opinion improved or worsened? What made it improve/worsen?
- Major City Centres Eastern Ontario, Montérégie Québec, Southern Ontario South Asian Diaspora, Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba, Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Major City Centres Eastern Ontario What about when it comes to the situation in Ukraine?
 - Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba IF NOT MENTIONED: What about climate change?

- **Major City Centres Quebec Low-Income** What about when it comes to asylum seekers crossing the border, how big of a priority should this be?
- **Major City Centres Eastern Ontario** What is the most recent information, if any, that you have heard about the situation in Ukraine?
- **Major City Centres Eastern Ontario** To the best of your knowledge, what has the Government of Canada done in response to the crisis in Ukraine?
- **Major City Centres Eastern Ontario** What would you like to see from the Government of Canada on the situation in Ukraine moving forward?
- **Southern Ontario South Asian Diaspora** Are there any issues that are particularly important for South Asian communities that the federal government should be prioritizing?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** IF YES: What are they?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track on this issue? Why do you say that?
- **Southern Ontario South Asian Diaspora** IF NOT MENTIONED: What about immigration? How big of a priority is immigration?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** What are the biggest immigration issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - **Southern Ontario South Asian Diaspora** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing immigration in Canada? Why?
- **Southern Ontario South Asian Diaspora** When it comes to managing Canada's relationships with other countries, and international relations more broadly, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
- **Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton** How much attention [has/do you think] the Government of Canada [paid/pays] to your interests when making policy decisions?
 - **Major City Centres Quebec Low-Income** Does the [Government of Canada/federal government] [address/care about] the priorities you care about? Why/why not?
- **Yukon** What about when it comes to issues related to national security? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?

- **Yukon** What are some examples of work the federal government has done to support national security and the safety of Canadians?
- **Yukon** What about Arctic sovereignty? How do you think they are doing in managing sovereignty and security in the Arctic?
 - **Yukon** Is Arctic sovereignty something you're very concerned about, somewhat concerned about, or not very concerned about? Why?
 - **Yukon** In today's world, are there threats to Canada's Arctic sovereignty and security in the North? What are they?
- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** What are the biggest challenges facing young men, in particular?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Does the federal government understand these challenges? Why/why not?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Does the Government of Canada have a role to play in addressing these challenges?
- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** What are the biggest issues in Canada that the federal government should prioritize?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** IF NOT MENTIONED: What about the economy and jobs?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** IF NOT MENTIONED: What about the cost of living?
- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** How would you rate the state of the economy right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** What about the state of the job market?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** How easy is it for someone like you to find a job in the field you're interested in? Are there any challenges/barriers you've encountered when searching for work?
- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Thinking five years into the future, do you imagine the Canadian economy will be worse, better, or the same? Why?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** IF WORSE: What would make you more optimistic?

- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Again, thinking about five years from now, do you feel the job market will be worse, better, or the same? Why?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** IF WORSE: What would make you more optimistic?
- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** Are you aware of any work the federal government is doing to help create jobs, provide skills training, or support workers?
 - **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** What else should the Government of Canada do to help?

Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30 CLARIFY: One of the steps the Government of Canada has taken recently to help create jobs in Canada is to try and attract new investment in industries such as the auto sector. Recently, the Government of Canada and Volkswagen announced that the company is choosing to build its first overseas cell battery plant in Canada and that the federal government will be investing about \$13 billion. It is estimated that the plant would create about 3000 jobs.

- **Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30** What is your reaction to this announcement?

PRIORITIES (5 minutes) **Major City Centres British Columbia**

- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about housing? What about health care?

CARBON POLLUTION PRICING (20 minutes) **Major City Centres Eastern Ontario**

- What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- As far as you know, is there a price on carbon pollution in Ontario?
 - IF AWARE: How does this pricing system work?
- Have you heard the term "Climate Action Incentive payment"?
 - Whether you've heard of it or not, what does it mean to you?

CLARIFY: In 2016, the Government of Canada announced a plan to put a price on carbon pollution across the country. There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge and a separate system for industry. The one we’ll be focusing on today is the fuel charge, which applies to things like oil and gas. Provinces and territories either use the federal price on pollution or propose their own systems, as long as it meets the standard set out by the federal government.

- What are your reactions when you hear this information?
 - Do you support putting a price on carbon pollution? Why/why not?
 - Do you think putting a price on carbon pollution has an impact on the amount of oil and gas people use?

SHOW ON SCREEN:

The federal fuel charge currently applies in Ontario, Manitoba, Yukon, Alberta, Saskatchewan, and Nunavut.

Under the federal system, all proceeds collected from the price on carbon pollution in each province will stay in that province in the form of an incentive payment. For the 2022 base year, the Ontario program provides an annual credit of \$488 for an individual, \$244 for a spouse or common-law partner, \$122 per child under 19, and \$244 for the first child in a single-parent family. Individuals receive these payments 4 times a year.

- Overall, does this approach of pricing pollution make sense? Why/why not?
 - Do you think it will have a major, minor, or no impact on climate change?
 - Does it seem fair? Does it seem affordable?
 - IF NO: Why would the Government of Canada be using this system?
- Thinking again about the Climate Action Incentive payment, how would you expect the Government of Canada to deliver this payment?
- Based on what you now know, if you had to explain the price on pollution and the Climate Action Incentive payment to a friend, what would you tell them?

PROMOTING AND PROTECTING THE FRENCH LANGUAGE (30 minutes) Montréal Québec

- How big of a priority should protecting and promoting the French language in Canada be?



- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language?
 - IF NOT MENTIONED: Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new Action Plan for Official Languages?

The Government of Canada has announced its Action Plan for Official Languages. The Action Plan proposes over 30 measures aimed at achieving a few key objectives. First, I'm going to share with you the key objectives and a few examples of the proposed measures, and then I'll ask for your thoughts.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME:

Encouraging more Francophone immigration to Canada

Examples of measures:

- Creating a new French immigration policy;
- Expanding global promotion and recruitment work in French-speaking countries; and
- Investing in language training for newcomers.

Promoting lifelong learning opportunities in French

Examples of measures:

- Expanding program offerings in French minority-language schools outside of Quebec;
- Investing in French second-language programs throughout Canada; and
- Investing in Francophone child care centres across Canada.

Supporting French community organizations

Examples of measures:

- Boosting funding to Francophone community organizations;
- Providing grants to projects that strengthen attachment to the French language and Francophone culture; and
- Providing grants to Francophone artists.

Creating a centre within Heritage Canada that supports the Government of Canada in taking additional steps to support French language minority communities.

- What are your reactions to each of these objectives and measures?

- Which do you feel will have the greatest impact on promoting and protecting the French language?
- Is there anything here the Government of Canada should not be doing? Why?
- What else should the Government of Canada do to promote and protect the French language?

HOUSING (15-60 minutes) **First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon, Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned**

First-Time Home Buyers Hamilton When we asked you to come in today, each of you said that you were looking to purchase a home within the next 5 years...

- **First-Time Home Buyers Hamilton** When it comes to home ownership, what would you say are your biggest challenges?
- **Yukon** How would you describe the housing situation in your community? What about across the territory?
 - **Yukon** What are the biggest challenges in housing? PROMPT AS NECESSARY: affordability both of purchasing and renting, quality, supply, etc...
- **Yukon** Thinking about the challenges you just described, would you say the situation has worsened, improved, or stayed the same in the last few years?
- **Yukon** Do you expect access to housing in the Yukon will improve or worsen over the next few years? Why?
 - **Yukon** What needs to happen for access to housing to improve?
- **First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's [policies/work] on housing?
- **First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon** [On housing affordability/When it comes to housing], has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Do you expect the housing market to improve or worsen over the next few years? Why?

- **First-Time Home Buyers Hamilton** What do you think needs to happen for the housing market in Canada to become more affordable?

First-Time Home Buyers Hamilton I'm now going to show you various housing initiatives from the Government of Canada. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

First-Time Home Buyers Hamilton SHOW ON SCREEN:

- Introducing a new **Tax-Free First Home Savings Account** to allow Canadians to save up to \$40,000, tax-free, to help buy their first home;
- The **First-Time Home Buyer Incentive**, a shared-equity mortgage with the Government of Canada which provides a 5% or 10% down payment towards the purchasing of a first home;
- Expanding the **First-Time Home Buyers' Incentive** to allow more flexibility, making it easier for **single Canadians** to access;
- Doubling the **First-Time Home Buyers' Tax Credit** to provide up to \$1,500 in direct support to home buyers to offset closing costs involved in buying a first home;
- Investing \$200 million to increase **rent-to-own** housing options.

First-Time Home Buyers Hamilton POLL: Here is the first set. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on helping people attain home ownership. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

- Introducing a new Tax-Free First Home Savings Account to allow Canadians to save up to \$40,000, tax-free, to help buy their first home;
 - The First-Time Home Buyer Incentive, a shared-equity mortgage with the Government of Canada which provides a 5% or 10% down payment towards the purchasing of a first home;
 - Expanding the First-Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility, making it easier for single Canadians to access;
 - Doubling the First-Time Home Buyers' Tax Credit to provide up to \$1,500 in direct support to home buyers to offset closing costs involved in buying a first home;
 - Investing \$200 million to increase rent-to-own housing options.
- **First-Time Home Buyers Hamilton** What are your reactions to each of these measures?
 - **First-Time Home Buyers Hamilton** Are these measures on the right track or wrong track when it comes to making home ownership more attainable? Would any of these personally impact you?

- **First-Time Home Buyers Hamilton** What about the New Tax-Free First Home Savings Account?

First-Time Home Buyers Hamilton CLARIFY: This New Tax-Free First Home Savings Account gives prospective first-time home buyers the ability to save \$40,000 on a tax-free basis. Like the Registered Retirement Savings Plan (RRSP), contributions will be tax-deductible, and withdrawals to purchase a first home, including from investment income, will be nontaxable, like a Tax-Free Savings Account (TFSA). Tax-free in and out.

- **First-Time Home Buyers Hamilton** Do you think it would personally impact you? What about first-time home buyers in general?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Do you have any questions about any of these measures?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** What else should the Government of Canada do to support first-time home buyers?
 - **First-Time Home Buyers Hamilton** Do you think supporting first-time home buyers is a priority for the Government of Canada? Why/why not?

First-Time Home Buyers Hamilton I'm going to show you another set of housing initiatives from the Government of Canada.

First-Time Home Buyers Hamilton **SHOW ON SCREEN:**

- **Banning blind bidding** (blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding);
- Banning all non-Canadians who live outside of Canada from buying houses in Canada for two years (also known as the **foreign buyers ban**) to ensure that houses are used as homes for Canadians to live in, rather than as financial assets for foreign investors;
- Introducing a **house flipping tax** to deter investors from buying up houses for the purpose of quickly re-selling them at a higher price;
- **Taxing assignment sales** of new or renovated housing to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession);

- Launching a new **\$4 billion Housing Accelerator Fund** to remove barriers and incentivize housing supply growth, with the goal of creating at least 100,000 new homes across Canada.

First-Time Home Buyers Hamilton POLL: Select the three that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

- Banning blind bidding (blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding);
- Banning all non-Canadians who live outside of Canada from buying houses in Canada for two years (also known as the foreign buyers ban) to ensure that houses are used as homes for Canadians to live in, rather than as financial assets for foreign investors;
- Introducing a house flipping tax to deter investors from buying up houses for the purpose of quickly re-selling them at a higher price;
- Taxing assignment sales of new or renovated housing to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession);
- Launching a new \$4 billion Housing Accelerator Fund to remove barriers and incentivize housing supply growth, with the goal of creating at least 100,000 new homes across Canada.
- **First-Time Home Buyers Hamilton** What impacts, if any, do you think each of these measures will have?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Would any of these measures personally impact you?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- **First-Time Home Buyers Hamilton** Do you have any questions about any of these measures?
- **First-Time Home Buyers Hamilton, Yukon** What else would you like to see from the Government of Canada on housing?
- **Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned** What are the biggest challenges with housing that the Government of Canada should be addressing?

- Major City Centres British Columbia IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
- Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada is doing or planning to do to build more homes?
- Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned [In your opinion,] what are the biggest barriers to building more homes?
 - Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned What could be done to overcome this barrier?
 - Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned Which level of government is most responsible?
 - Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned What role does the Government of Canada have, if any?
- Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned Do you have any concerns about building more homes faster? If yes, what are they?

CLIMATE CHANGE IMPACTS & ADAPTATION (30 minutes) Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba, Yukon

- Would you say climate change is having a major, minor or no impact in the [Prairies/North]? [What about in your community, specifically?]
 - IF MAJOR: What have you noticed?
- In the future, do you think climate change will have a major, minor or no impact in the [Prairies/North]? [What about in your community?]
 - IF MAJOR: What impacts are you most concerned about?
- To what extent do you agree or disagree with the following: “climate change is leading to more extreme weather”? Why?
- Is your community prepared to deal with the impacts of climate change? What about your household?
 - IF YES: What have you or your community done to prepare yourselves?

- What else would you like to see your community do to prepare for the impacts of climate change?
- Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?
 - [Before this evening,] [had/have] you heard of anything the federal government is doing [to prepare for the impacts of climate change]?
 - What would you want them to do?

SHOW ON SCREEN:

There are a number of steps the Government of Canada is taking when it comes to climate change adaptation. They include:

- Making information about climate change more widely available;
 - Investing in infrastructure, including natural infrastructure, that protects Canadians from climate-related disasters;
 - Developing building codes to increase the resiliency of buildings and infrastructure;
 - Addressing the effects of climate change on the health of Canadians;
 - Supporting regions that are particularly vulnerable to climate change, including the North and the country's coasts; and
 - Working to ensure the long-term health and resilience of our ecosystems and natural environment.
- Are these the right priorities when it comes to preparing for the impacts of climate change, or should the federal government be focusing on other things?
 - Do any of these [initiatives] strike you as more important than others? Why?

CONTENT MODERATION ON SOCIAL MEDIA (45 minutes) Major City Centres Eastern Ontario, Montérégie Québec, Mid-Size Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba

I'd like to talk to you about social media.

We're going to start out with a few general questions about your use of social media.

POLL: In general, to what extent are you active on social media?

- 1 – I never use social media.

- 2
 - 3 – I only use social media from time to time (e.g., weekly).
 - 4
 - 5 – I use social media every day.
-
- What social media platforms are you most active on, and in general, how do you use them?
 - How often do you comment and interact with posts you see on social media?
 - How often do you interact or comment on government posts on social media?
 - By show of hands, how many of you regularly or on occasion have seen, read, or followed content from the Government of Canada on social media channels (e.g., on Twitter, Facebook, Instagram, etc.)?

CLARIFY IF NECESSARY: In this case, we are referring to content from federal government departments and organizations, like Parks Canada, the Canada Revenue Agency (CRA), Health Canada, etc., and not posts from the accounts of elected officials.

- When you say you regularly or on occasion view, read or follow content from the federal government on social media, how often is that?
- Is there anything that you have seen that you appreciated? Anything you did not appreciate?
- Have you used social media to find information about federal government programs, services, policies, or to get updates on Government of Canada initiatives? In what context?

POLL: To what extent do you trust or distrust the content shared by the Government of Canada on social media (for example, this can include posts by departments and agencies such as Health Canada, Parks Canada, the Canada Revenue Agency (CRA), etc.)?

- 1 – Strongly distrust.
- 2
- 3 – Neither trust nor distrust.
- 4
- 5 – Strongly trust.

Now, I'd like to focus more specifically on comments and interactions within social media. On social media users can be exposed to harmful posts containing, among other things, hate speech (like racist or sexist comments), harassment or threats, misinformation, and obscene or inappropriate content.

POLL: How often do you come across content or comments on social media that may be harmful?

- 1 – Never.
 - 2
 - 3 – Sometimes.
 - 4
 - 5 – Very often.
-
- Thinking specifically about harmful comments or replies, when present on Government of Canada social media content the social media manager can hide or delete comments, and/or block the user from seeing or commenting on future posts. What do you think about this approach?
 - Do you think this approach is in the public’s interest? What makes you say that?
 - By show of hands, do you think it is an acceptable way or not an acceptable way to deal with harmful content?
 - Are there instances in which you think hiding or deleting comments, or blocking users from commenting on future content is an acceptable way to deal with harmful comments?
 - Briefly, can you provide examples or scenarios of when this is acceptable or not acceptable?
 - For example, how would you feel if a comment that is racist or discriminatory against a person or group was hidden or deleted, or if the user in question was blocked?
 - How would you feel if it was a comment attempting to scam someone? For instance, if someone asked a question to the Canada Revenue Agency, and someone else replied to their comment by offering advice that is actually a scam?
 - How would you feel if it was a comment threatening a government worker or citizen?
 - How would you feel if a comment was incorrect or included inaccurate advice or information, or disinformation?
 - How would you feel if it was a comment that insults someone else who replied?
 - By show of hands, how many of you regularly or on occasion comment on social media content from organizations, like the Government of Canada?
 - Do you ever read other comments?
 - Are there comments that are helpful? Which ones, and why?

- Are there certain types of content from Government of Canada departments and agencies on which you feel it is important to be able to leave or read comments? Which ones, and why?

We're going to finish off this section with the same poll we asked you at the beginning about your general trust in Government of Canada content on social media.

POLL: In general, to what extent do you trust or distrust the content shared by the Government of Canada's social media (for example, this can include posts by departments and agencies such as Health Canada, Parks Canada, the Canada Revenue Agency (CRA), etc.)?

- 1 - Strongly distrust.
 - 2
 - 3 - Neither trust nor distrust.
 - 4
 - 5 - Strongly trust.
- If you answered differently from the initial poll, what has impacted your view? Why do you feel differently now?

SUBSTANCE USE AND ADDICTION (25 minutes) Southern Ontario South Asian Diaspora

Turning to a different topic ...

- Would you say that substance use and addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to opioid addiction? How big of an issue is this in your community?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address substance use and addiction in Canada?
 - IF NOT MENTIONED: What have you seen, read, or heard about the Government of Canada decriminalizing the possession of certain illegal drugs in British Columbia?
 - What are your reactions?
 - Where did you get this information?
- When it comes to addressing substance use and addiction, how do you feel about diverting people who are arrested for possession of illicit drugs to drug treatment centres instead of being sent to jail? Would you support or oppose a measure like this one? Why?

- What impact, if any, will this have? Would such a change have an impact on crime?
- What comes to mind when you hear “safer supply?”
- What comes to mind when you hear “supervised consumption sites?”

CLARIFY AS NECESSARY:

Safer supply refers to providing prescribed medications as a safer alternative to the toxic illegal drug supply to people who are at high risk of overdose.

Supervised consumption sites provide a safe, clean, space for people to bring their own drugs to use in the presence of trained staff. They also offer a range of harm reduction services.

- Do you think those with an addiction should have access to a safer supply? What about supervised consumption sites? Why do you feel this way?
- Do you see a role for the Government of Canada in safer supply services and supervised consumption sites?
 - IF YES: What would you like to see from the Government of Canada on these issues?

COMMUNITY SAFETY / BAIL REFORM (40 MINUTES) Southern Ontario South Asian Diaspora, Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned

Now turning to community safety more broadly...

- Do you feel that your community is safe? Why/why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - [What’s/What do you think is] behind the increase in crime in your community? What are some of the causes?
- Greater Vancouver Area British Columbia Crime Concerned Who is most responsible for dealing with crime? What role does the Government of Canada have in addressing crime?

- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are they doing anything now?
 - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
 - IF YES: What are your reactions to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about working to reduce gang activity and violence?

Southern Ontario South Asian Diaspora A few days ago, the Government of Canada announced \$390 million over the next five years to help the provinces crack down on gang violence and reduce the number of crimes committed with firearms. This money will help fund a variety of programs, including those in law enforcement, border security, and crime prevention. In the past, programs like Operation Centaur, an initiative to reinforce police with specialized units, disrupt firearms trafficking, and prevent crime have been funded.

- **Southern Ontario South Asian Diaspora** What are your reactions to this? What impacts do you think this type of funding will have?
- **Southern Ontario South Asian Diaspora** Do you support this approach to addressing crime? Why/why not?
- **Southern Ontario South Asian Diaspora** Do you have any questions or concerns about this funding?
- What else should the Government of Canada do to help reduce crime?
- By a show of hands, how many of you are familiar with the concept of bail?

CLARIFY: Bail is when a person charged with a criminal offence is released from custody while awaiting their trial. As you know, people who are awaiting trial are presumed innocent until proven guilty. An individual can be released with or without conditions that they must follow during their release. Not everyone who is charged with a crime receives bail.

- What have you seen, read, or heard recently about Canada's bail system, if anything?
- Based on what you have seen, read, or heard lately, what are your impressions of the bail system in Canada?
- Would you say the bail system in Canada is:

- Fair? Why/why not?
 - Safe? Why/why not?
- Have you seen, read, or heard anything lately about individuals re-offending once released on bail?
 - Would you say this is a major, minor, or not a problem at all in Canada?

As you may know, under the Canadian Charter of Rights and Freedoms, accused people in Canada have the right to bail unless there is a compelling reason to keep them in custody, such as risk of flight or risk to public safety that cannot be addressed in any other way.

The Government of Canada [is considering/has proposed] some reforms to the bail system, which would make it more difficult for people who have been previously found guilty of some types of violent crimes to get out of jail while they await trial.

- What is your reaction to this idea?
 - Do you support or oppose this idea, or are you unsure?
 - Do you have any concerns about the Government of Canada moving forward with reforms like this? Does it seem fair?
 - Do you think this would have an impact on crime in Canada? What about in your community?
- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why/why not?
 - Should they be a priority for the federal government?

AFFORDABILITY MEASURES / COST OF LIVING (20-50 minutes) Major City Centres Quebec Low-Income, First-Time Home Buyers Hamilton

- **First-Time Home Buyers Hamilton** Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the cost of living?
 - **First-Time Home Buyers Hamilton** Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- [Do you think that the Government of Canada is supporting Canadians through/What is the Government of Canada doing to address] the rising cost of living?

- Would you say that the [Government of Canada/federal government] is generally on the right track or wrong track? Why?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What do you think is causing prices to go up?
 - Is the [rising/increase in the] cost of living [more related to things happening at home in Canada, on a global scale, or both/a “made in Canada” problem or is it a global problem]? [What makes you say that?]
 - **Major City Centres Quebec Low-Income** As far as you know, does climate change have an impact on the price of groceries?
 - **First-Time Home Buyers Hamilton** What can the Government do about the rising cost of living?
- **Major City Centres Quebec Low-Income** Are you aware of anything the Government of Canada is doing to address the rising costs of living?
- **Major City Centres Quebec Low-Income** Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that are designed to support Canadians struggling with the rising cost of living?
 - IF YES: What have you seen, read, or heard?

Major City Centres Quebec Low-Income I’m going to show you a list of current measures that the Government of Canada is offering or is planning to offer to support those struggling with the rising the cost of living.

Major City Centres Quebec Low-Income **SHOW ON SCREEN:**

- **The Grocery Rebate:** A one-time payment for low- and modest-income Canadians for eligible couples with two children receiving up to \$467 and eligible singles receiving up to \$234.
- **Indexing benefits to inflation:** Benefits like the Canada Child Benefit, the Canada Pension Plan, Old Age Security, and the Guaranteed Income Supplement are all indexed to increase with the increased cost of living.
- **Dental care:** Providing dental care to uninsured Canadians with a family income of less than \$90,000 annually, starting with children under 12 this year.



- **The Canada Workers Benefit:** A refundable tax credit that gives low-income workers up to \$1,395 back for single individuals and up to \$2,400 back for families.
- **The Canada Housing Benefit:** A one-time tax-free payment of \$500 to qualifying Canadians who are struggling with the cost of rent.

Major City Centres Quebec Low-Income POLL: Now I'd like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don't think any are important, then don't select any.

- The Grocery Rebate
- Indexing benefits to inflation
- Dental care
- The Canada Workers Benefit
- The Canada Housing Benefit

Major City Centres Quebec Low-Income MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- **Major City Centres Quebec Low-Income** Why did you choose this option? What impact do you think this measure would have?
- **Major City Centres Quebec Low-Income** Overall, what are your thoughts to this list of measures?
 - **Major City Centres Quebec Low-Income** Was there anything you weren't previously aware of?
 - **Major City Centres Quebec Low-Income** Would you consider these all to be important affordability measures? Why/why not?
 - **Major City Centres Quebec Low-Income** Do you have any questions when it comes to any of these programs?
- **Major City Centres Quebec Low-Income** Is there anything here that the Government of Canada should not be doing?
- **Major City Centres Quebec Low-Income** What else, if anything, do you feel the Government of Canada should be doing to address the cost of living?

COST OF CLIMATE CHANGE (25 minutes) Major City Centres Quebec Low-Income

Turning now to the topic of climate change...

- SHOW OF HANDS: Would you say you are not concerned, somewhat concerned, or very concerned about climate change?
 - What are you most concerned about?
- What impacts of climate change have you noticed in your community, if any? What about across Canada?
 - What impact is climate change having on the economy, if any?
 - What about on Canadians' health?
- Which of the following comes closest to your point of view:
 - The cost of climate change to the Canadian economy and society is greater than the cost of implementing programs to reduce carbon emissions.
 - The cost of implementing programs to reduce carbon emissions is greater than the cost of climate change to the Canadian economy and society.
- Why do you feel that way?
- If you feel the costs of implementing these programs to reduce emissions are greater than the cost of climate change to the economy, should the Government still be trying to reduce emissions? Why/Why not?

As you know, there are many ways of addressing the issue of climate change. Some climate change programs could put a price on carbon emitting energy sources, such as oil, gas, etc., to encourage companies and people to shift to energy sources that do not release carbon pollution. Other types of programs could encourage the development of cleaner energy sources and try to make these options more affordable (e.g., tax credits for companies that are expanding clean energy, or financial incentives for buying an electric vehicle).

- What do you think of each of these approaches? Is one better than the other, or are both equally needed?
- What sort of impact, positive or negative, would each of these approaches have on your household?

HEALTH CARE (30 minutes) Yukon

I'd now like to focus on health care...

- How would you describe the health care system in Yukon today?
 - How do you feel about the quality and availability of health care in your area?
- What are the most pressing challenges related to health care in your community?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to mental health care?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to substance use and addiction?
- Do you think the health care system in your area needs major changes, minor changes, or few to no changes?
- Have you heard of anything the federal government has done related to health care, mental health care, or substance use and addiction in Yukon?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has committed \$25 billion over the next 10 years to make deals with individual provinces and territories to help fund mental health and substance use services, family health services, reduce health worker shortages and backlogs in the system, and modernize the health care system.

In order to get this funding, the federal government is asking provinces and territories to develop a plan describing how money will be spent and how progress on improving the system will be measured. The federal government is also asking the provinces and territories to make it easier for health professionals educated abroad to have their credentials recognized.

The federal government is also helping to develop national mental health service standards, in collaboration with provinces and territories, health organizations, and key stakeholders.

- What are your reactions to these announcements?
- Do you think what the federal government is proposing will have a major, minor or no impact on the quality of health care in the North? Why?
- Would you say you support the Government of Canada's health care plans, oppose them, or neither? Why?
- What else should the Government of Canada do?

PHARMACARE (45 minutes) New Brunswick, Major City Centres British Columbia

- **New Brunswick** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - **New Brunswick** IF NOT MENTIONED: What about health care? How big of a priority should health care be?
- What are the biggest challenges in health care that the Government of Canada should be addressing?
 - PROMPT AS NEEDED: What about shortages of doctors and nurses across the country? What about providing mental health support to all Canadians? What about reducing wait times for medical services? What about expanding virtual health care?
- What about the cost of prescription medication in Canada? Would you say this issue is more important, as important, or less important than the health care challenges you mentioned earlier?
- How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today?
 - Is prescription medication affordable? Is it accessible?
- Who here is familiar with the term pharmacare?
 - What does it mean to you?
- Are you aware of any work or plans the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare? What have you seen, read, or heard?

CLARIFY: In 2019, the Government of Canada announced it intended to move forward on implementing a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and more accessible to more Canadians.

Since then, the Government of Canada has started by developing a Canadian Drug Agency to negotiate prescription drug prices on behalf of Canadians and buy them in bulk to help save Canadians money in the long term. The Government of Canada has also been developing its national strategy for high-cost drugs for rare diseases to help Canadians get better access to these drugs, as a first step towards expanded coverage.

- What are your reactions to this information? Is this something the Government of Canada should be prioritizing?
- As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?
- Who should be covered by a national pharmacare plan? Should the plan be universal, so everyone gets coverage, or should it be more of a “safety net” plan, so that it only applies to Canadians when prescription drug costs exceed a percentage of their income? Why?
 - Which approach is fairer or more equitable?
 - Do you have any concerns with either approach?
- Pharmacare could be completely public, like health care, where all Canadians are on the same plan. Alternatively, it could “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans. This type of plan would be set up to ensure that everyone receives coverage, including those currently not covered.
 - In your view, what are the benefits and drawbacks of both approaches?
 - In your opinion, which approach is fairer or more equitable?
 - Do you have any concerns with either approach?
- Who here has a prescription drug coverage plan?
 - IF YES: Are you satisfied with your plan? Why/why not?
 - IF YES: Do you think a national pharmacare plan would have better or worse coverage than the plan you have now? Why?
- If the Government of Canada does implement a national pharmacare plan, what type of medication would you expect it to cover? PROMPT: life-saving medicine, drugs for rare diseases, more common/frequently prescribed medication...
- Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable?
- What impacts would it have on our health care system?
- Would you support a universal pharmacare system?
 - Even if it added to the deficit?
 - Even if it increased taxes?



- Do you have any questions about pharmacare?

CARBON PRICING (45 minutes) **New Brunswick**

- How important is it for the Government of Canada to reduce carbon pollution in Canada? Why?
 - Are you aware of anything the Government of Canada is doing to reduce carbon pollution in Canada?

The Government of Canada is undertaking several measures to reduce carbon pollution. Here are a few of those measures:

SHOW ON SCREEN:

- Setting a price on carbon pollution;
- Setting clean fuel standards;
- Investing in renewable energy and clean technologies;
- Investing in energy efficiency programs.

For today, we'll be mostly focusing on the first measure: setting a price on carbon pollution.

- Who was aware that the Government of Canada set a price on carbon pollution before today?
- What do you know about the price on carbon pollution?
- What questions do you have about the price on carbon pollution, if any? What do you want to know?
- Based on what you already know, would you say you support or oppose putting a price on carbon pollution, or are you unsure?

CLARIFY: There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge, which applies to things like oil and gas, and a separate system for industry. In those provinces where the federal fuel charge applies, all direct proceeds are returned to Canadians, mostly through Climate Action Incentive payments to households. Most households receive more money back through these payments than they pay on the fuel charge.

- Does knowing this have any impact on your support for or opposition to carbon pollution pricing? Why/why not?

CLARIFY IF NECESSARY: Following the Government of New Brunswick's request in February 2023 that the federal pollution pricing fuel charge replace the province's own fuel charge, the Government of Canada intends to apply the federal backstop fuel charge in New Brunswick as of July 1, 2023. New Brunswick will continue to apply its own provincially administered fuel charge for industrial emitters.

- If you were looking for information about carbon pollution pricing, where would you start?
 - What sources of information would you use?
 - What sources are trustworthy or credible on this issue?
 - PROMPT: What about climate scientists? What about economists?
 - Why?

CLARIFY: Many economists say that setting a price on carbon pollution is the most cost-effective way to reduce carbon emissions at the scale and speed that is necessary to mitigate the impacts of climate change.

PROVIDE SOURCE IN THE CHAT SO PARTICIPANTS CAN VERIFY IF THEY WISH:

<https://clcouncil.org/economists-statement/>

- Does knowing this have any impact on your support for or opposition to carbon pollution pricing? Why/why not?
- Other countries, like Denmark, the UK, Sweden, France, Netherlands, Chile, and Japan, all have their own ways of pricing carbon pollution. Does knowing that other countries have taken this approach make you more inclined, less inclined, or does it have no impact on your support for Canada putting a price on carbon pollution? Why/why not?

CLARIFY: As mentioned, the Government of Canada is also investing in renewable energy and clean technologies to help reduce emissions. Some countries, like the United States, have chosen not to put a price on carbon pollution, opting instead to invest heavily in the private sector, so that corporations can develop the clean technologies needed to reduce carbon pollution emissions on their own. To achieve this, the US government is investing \$400 billion, about one-fifth of Canada's entire economy.

- What do you think about this approach? What are the benefits and costs to taking this approach?
- Do you think the Government of Canada should take a similar approach? Why/why not?

- Could the Government of Canada afford to take such an approach?
- Do you think a price on carbon pollution will discourage people from polluting? Why/why not?
 - What other impacts, if any, might a price on pollution have on Canadians?
 - In the short term, do you think the cost of a price on carbon pollution is greater than the cost of climate change to communities? Why?
 - What about in the long run?
- In 2021, Canada's greenhouse gas emissions were 7.4% below pre-pandemic (2019) emission levels. What do you think may have contributed to this decline?
 - PROMPT: Government policies, including pollution pricing
 - In your view, what could be done to reduce emissions further?

SOCIAL MEDIA USAGE (25 minutes) Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34
Frequent Users of Social Media

When we asked you to come speak with us today, you each indicated you were frequent social media users...

- How frequently do you use social media on a typical day?
- Which social media platforms do you use the most?
 - Why do you use [INSERT PLATFORM]?
 - What aspects or features of this platform appeal to you the most?
- How important is social media as a source of information for you?
 - Are there any specific topics or types of information you rely on social media for?
- What type of content do you typically engage with the most? Can you provide any examples?
 - Why is that type of content the most engaging to you?
- Do you follow the Government of Canada, or any related accounts, on social media? Why/why not?
 - IF YES: On which platforms?

- Whether you follow any Government of Canada accounts or not, do you remember ever seeing any content from the Government of Canada? What can you remember?
- Have you ever interacted with content from the Government of Canada? Whether you have or not, what type of content from the Government of Canada would you likely engage with?
- What advice would you give the Government of Canada, or associated accounts, when creating content for social media?
 - Are there any platforms you think the Government of Canada should have a bigger presence on?
 - Are there any specific topics, formats, or approaches that you believe would be more effective in capturing the attention and engagement of social media users?

ONLINE SAFETY (30 MINS) Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34 Frequent Users of Social Media

Moving on to a new topic...

- What are the positive impacts, if any, the Internet and online world has on society today?
- Are there any drawbacks? What are they?
 - How much control, if any, do you feel you have over what you see on the Internet? What about on your social media feeds specifically?
- What does the term “online safety” mean to you?
 - Do you have any concerns about your safety online? On social media specifically?
 - What about the safety of other Canadians? For example, children, or racialized groups?
- What does the term “online harms” mean to you?
 - In your view, what sort of content online can be harmful, if any?
 - Have you ever come across content online that you would describe as harmful? How often?
- How concerned are you, if at all, about harmful content online? On social media specifically?
 - How big of a problem is this in Canada?
 - What are your top concerns?

- Should more be done to address the type of content we've been talking about online?
Moderator's note: Record yes/no/not sure, then follow up.
 - IF YES: What should be done? Who or what should be responsible for addressing online harms?
 - IF NOT SURE/NO: Why do you feel that way? What are your concerns, if any?
- To the best of your knowledge, is anything currently being done to prevent or stop harmful content from being shared online? What have you heard?
 - Is this a good approach? Do you have any concerns?
- Do online platforms have a responsibility to protect their users from harmful content? If yes, what should they be doing? If no, why not?
- Should online platforms be held responsible for the harms related to using their services?
Moderator's note: Record yes/no/not sure, then follow up.
 - IF YES: What, if anything, should be done?
 - IF NOT SURE/NO: Why do you feel that way? What are your concerns?
- Are you aware of anything else currently being done to make the online world safer?

MISINFORMATION (25 minutes) Major City Centres Prairies Saskatchewan and Manitoba 18-34
Frequent Users of Social Media, Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30

In this next section, I'm going to ask you some questions about social media use and the information you're likely to encounter online....

- Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30 Whether you use it as a news source or not, which social media websites or apps do you use? How frequently do you use them?
- How often do you come across information online that you're unsure whether it's true or false?
- Who here is familiar with the terms "misinformation" and "disinformation?" What do these terms mean? How do they differ?

CLARIFY: The difference between these two terms is that misinformation is information that is incorrect or misleading, whereas disinformation is false information deliberately spread to deceive people.

- Are you concerned about the spread of misinformation or disinformation online? What makes you say that?
- Do you think misinformation and disinformation affects young men? If yes, in which ways?
- Can you share any examples of misinformation or disinformation you've seen online?
 - Where did you see this information? Do you remember where the information came from?
 - Did you take any steps to find out whether it was true or not? What steps did you take?
 - What sources of information or people would you likely turn to in order to help you make your decision?
- What do you think should happen to combat misinformation or disinformation online?
 - Do digital platforms like Facebook and Google have a responsibility to ensure the accuracy of news and information on their platforms? Why/why not?
 - What should they do, if anything?
 - Does the federal government have a role in combating misinformation and disinformation online? Why/why not?
 - What should they be doing, if anything?

GENDER EQUALITY (30 minutes) Small to Mid-Size Centres Quebec Men Aged 20-30

- In your opinion, are there gender stereotypes or expectations that men face in society? If so, what are they?
 - Do these stereotypes impact men's well-being? How so?
- What does gender equality mean to you? How important is promoting gender equality?
 - Do young men have a role to play in promoting gender equality? What should their role be?
 - Are there barriers to engaging in discussions on these topics?

Some people say that society is moving further away from what we could call traditional gender roles. As an example, women are more able to play traditionally male roles at home and at work, and men are more able to play more traditionally female roles at home and at work.

- What is your reaction to this statement?

OPIOIDS (30 minutes) Major City Centres British Columbia, Greater Vancouver Area British Columbia
Crime Concerned

Moving on to a different topic ...

- Would you say that opioid addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
- Briefly, how has this issue evolved over time? Has this issue gotten better or worse?
- Are you hopeful that there will be progress on this issue in the coming years? Why/why not?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address opioid addiction in British Columbia?
- What comes to mind when you hear “safe supply?”
- What comes to mind when you hear “safe injection sites?”

CLARIFY:

Safe supply refers to providing prescribed medications as a safer alternative to the toxic illegal drug supply to people who are at high risk of overdose. Safer supply services can help prevent overdoses, save lives, and connect people who use drugs to other health and social services.

Safe injection sites provide a safe, clean, space for people to bring their own drugs in the presence of trained staff. This prevents accidental overdoses and reduces the spread of infectious diseases. They also offer a range of harm reduction services.

- What are your reactions to hearing these definitions?
- How important, if at all, is it for those suffering with opioid addiction to have access to a safe supply and safe injection sites? Why do you feel this way?
- What role does the Government of Canada have in safer supply services and safe injection sites?

CLARIFY: Through the Substance Use and Addictions Program (SUAP), the Government of Canada is funding projects that address the harms associated with substance use.

More specifically, through this program, the Government of Canada is funding safer supply and injection site services, and they are also funding projects that focus on things like overdose prevention, education, detox support, peer support, outreach, mentorship, mental health supports, among other initiatives.

- What are your reactions to the Government of Canada investing in harm reduction projects?
 - What impacts, if any, do you expect these projects to have?
- How do you feel about the Government of Canada granting an exemption to the Controlled Drugs and Substances Act to remove criminal penalties for possession of up to 2.5 grams of certain illegal drugs in British Columbia? Do you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?
 - What impacts, if any, will this have?
 - Will this have an impact on crime in British Columbia? Why do you feel this way?
- What else would you like to see the Government of Canada do to address these issues?

CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE

MAI 2023

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participants qu'ils auront besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes et écrire quelques réflexions au sujet de certains documents que nous leur présenterons plus tard au cours de la discussion.
- **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario** Faire savoir aux participants que le thème de l'Ukraine sera abordé; souligner que leur participation est volontaire et qu'ils peuvent faire une pause ou demander à passer à une autre question si quelque chose les interpelle.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-15 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, centres de taille moyenne Prairies de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation Hamilton, Yukon, Nouveau-Brunswick** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle (que vous avez vue, lue ou entendue)?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Où avez-vous vu, lu ou entendu cette nouvelle?
- **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et de la nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques de Volkswagen?

Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario ÉCLAIRCISSEMENTS : Le Canada et l'Ontario ont récemment obtenu un investissement de Volkswagen pour établir sa première usine de fabrication

de batteries pour véhicules électriques outre-mer à St. Thomas, en Ontario. Il s'agit du plus important investissement lié aux véhicules électriques dans l'histoire du Canada. Une fois achevée en 2027, l'usine produira des batteries pour pas moins d'un million de véhicules électriques par année, renforçant ainsi la capacité nationale de fabrication de batteries du Canada à répondre à la demande en matière de véhicules électriques.

- **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario** Quelles sont vos réflexions initiales au sujet de cet investissement?
- **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario** Quel impact, le cas échéant, pensez-vous que cela aura sur l'économie ontarienne? Et sur l'économie du Canada?
- **Montréal (Québec)** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des nouvelles à propos des demandeurs d'asile qui franchissent la frontière par le chemin Roxham?
 - **Montréal, (Québec)** Pouvez-vous expliquer la situation?
 - **Montréal (Québec)** Quelle est la cause de cet enjeu?
 - **Montréal (Québec)** Le cas échéant, qu'a fait le gouvernement du Canada récemment en réponse à cette situation? Quelles en seront les répercussions selon vous?
 - **Montréal (Québec)** Que se produira-t-il, à votre avis, au cours des prochaines années?

La consommation des actualités **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec**

- **Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
- Quelles sont vos principales sources de nouvelles et d'information sur l'actualité? ([p. ex., DEMANDER : balados, YouTube, télévision, radio, médias sociaux, amis ou famille, etc.])
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Vous arrive-t-il de chercher des nouvelles dans une langue autre que l'anglais?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Y a-t-il des sources d'information spécialisées dans l'information destinée au public sud-asiatique auxquelles vous recourez?
 - **Diaspora sud asiatique du Sud de l'Ontario** SI OUI : What are they?

- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** À quelle fréquence recourez-vous à ces sources?
- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Y a-t-il des sources d'information auxquelles vous faites plus confiance que d'autres? Pourquoi?
- **Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba** Y a-t-il une ou des sources d'information plus ou moins fiables? Si oui, lesquelles?
- **Hommes âgés de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** Y a-t-il certaines sources ou certaines personnes que vous trouvez particulièrement fiables et dignes de confiance lorsqu'il s'agit de nouvelles et d'information sur l'actualité? Pourquoi les considérez-vous fiables?
- **Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous utilisez les médias sociaux pour avoir les nouvelles?
 - **Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba** Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou plus dignes de confiance que d'autres en matière de nouvelles et d'informations sur l'actualité? Pourquoi?
 - **Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba** Lesquelles de ces plateformes vous semblent plus crédibles et moins crédibles?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (10-25 minutes) Tous les lieux

Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario J'aimerais maintenant passer à une discussion plus générale sur le gouvernement du Canada...

- **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, Montérégie (Québec), diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, centres urbains de moyenne taille de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation Hamilton, Yukon, Nouveau-Brunswick, utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec, principaux centres urbains de la Colombie-Britannique** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?



- Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, Montérégie (Québec), diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, centres urbains de moyenne taille des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation Hamilton, Yukon, Nouveau-Brunswick, utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec, principaux centres urbains de la Colombie-Britannique Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? Pourquoi?
- Montérégie (Québec) Votre opinion à propos du gouvernement du Canada a-t-elle changé au cours de l'année écoulée?
 - Montérégie (Québec) SI OUI : Votre opinion s'est-elle améliorée ou détériorée? Qu'est-ce qui l'a améliorée ou détériorée?
- Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, Montérégie (Québec), diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, centres urbains de moyenne taille des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation Hamilton, Yukon, personnes préoccupées par la criminalité région de Vancouver en Colombie-Britannique Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario La situation en Ukraine?
 - Centres urbains de moyenne taille des Prairies, la Saskatchewan et du Manitoba SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le changement climatique?
 - Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec Qu'en est-il des demandeurs d'asile qui franchissent la frontière et à quel point cet enjeu devrait-il constituer une priorité?
- Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario Quelles sont les nouvelles les plus récentes, le cas échéant, que vous ayez entendues sur la situation en Ukraine?
- Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario Autant que vous le sachiez, qu'a fait le gouvernement du Canada en réponse à la crise en Ukraine?
- Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario Qu'attendez-vous du gouvernement du Canada concernant la situation en Ukraine dans les jours et les mois à venir?

- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Y a-t-il des enjeux particulièrement importants pour les collectivités sud-asiatiques auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** SI OUI : Quels sont-ils?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou la mauvaise voie en ce qui concerne cet enjeu? Pourquoi dites-vous cela?

- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et pour ce qui est de l'immigration? À quel point l'immigration est-elle une priorité?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Quels sont les principaux enjeux en matière d'immigration auxquels le Gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou la mauvaise voie en ce qui concerne la gestion de l'immigration au Canada? Pourquoi?

- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** En ce qui concerne la gestion des relations du Canada avec d'autres pays et, plus généralement, des relations internationales, diriez-vous que le gouvernement du Canada est en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?

- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation de Hamilton** Dans quelle mesure le gouvernement du Canada a-t-il tenu compte ou croyez-vous qu'il tienne compte de vos intérêts au moment de prendre des décisions stratégiques?
 - **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Le gouvernement du Canada/gouvernement fédéral tient-il compte ou se préoccupe-t-il des priorités auxquelles vous accordez de l'importance? Pourquoi ou pourquoi pas?

- **Yukon** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit des enjeux liés à la sécurité nationale? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie?
 - **Yukon** Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour soutenir la sécurité nationale et la sécurité de la population canadienne?
 - **Yukon** Et pour ce qui est de la souveraineté dans l'Arctique? Que pensez-vous de sa gestion de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique?
 - **Yukon** La souveraineté dans l'Arctique vous préoccupe-t-elle beaucoup, assez ou pas du tout? Pourquoi?
 - **Yukon** Dans le monde d'aujourd'hui, existe-t-il des menaces à la souveraineté et à la sécurité du Canada dans l'Arctique? Quels sont-elles?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes hommes en particulier?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** Le gouvernement fédéral comprend-il ces défis? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour relever ces défis?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Quels sont les principaux enjeux au Canada que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et l'économie et l'emploi?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le coût de la vie?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres urbains de petite à moyenne taille du Québec** Comment évaluez-vous la situation économique en ce moment? Pensez-vous qu'elle est bonne, mauvaise ou quelque part entre les deux? Pourquoi?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Est-il facile pour quelqu'un comme vous de trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse? Avez-vous rencontré certains défis ou obstacles dans votre recherche d'emploi?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Croyez-vous que dans cinq ans, la situation économique du Canada sera pire, meilleure ou la même qu'aujourd'hui? Pourquoi?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** SI PIRE : Qu'est-ce qui pourrait vous rendre plus optimiste?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** En ce qui concerne la situation du marché du travail, croyez-vous que, dans cinq ans, elle sera pire, meilleure ou la même qu'aujourd'hui? Pourquoi?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** SI PIRE : Qu'est-ce qui pourrait vous rendre plus optimiste au sujet de l'avenir?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** En ce qui concerne la création de bons emplois au Canada, le gouvernement du Canada est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Y a-t-il le cas échant du travail que le gouvernement fédéral fait pour favoriser la création d'emplois, offrir de la formation pour le perfectionnement des compétences ou soutenir les personnes sur le marché du travail?
 - **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Quelle autre aide le gouvernement du Canada devrait-il apporter?

Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec CLARIFIER : L'un des moyens que le gouvernement du Canada a pris récemment pour aider à créer des emplois au pays est d'essayer d'attirer de nouveaux investissements dans des secteurs d'activité comme celui de l'automobile. Récemment, le gouvernement du Canada et Volkswagen ont annoncé que le constructeur automobile a choisi le Canada pour y construire sa première usine de fabrication de batteries outre-mer et que le gouvernement fédéral y investira environ 13 milliards de dollars. On estime qu'environ 3 000 emplois seront créés dans l'usine.

- **Hommes de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec** Quelle est votre réaction à cette annonce?

PRIORITÉS (5 minutes) **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique**

- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le logement? Et les soins de santé?

TARIFICATION DE LA POLLUTION PAR LE CARBONE (20 minutes) **Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario**

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada?
- Autant que vous le sachiez, un prix a-t-il été fixé sur la pollution par le carbone en Ontario?
 - S'ILS EN ONT ENTENDU PARLER : En quoi consiste ce système de tarification?
- Avez-vous déjà entendu l'expression « Incitatif à agir pour le climat »?
 - Que vous l'ayez entendu ou non, qu'est-ce que cela signifie pour vous?

ÉCLAIRCISSEMENTS : En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'ils respectent la norme établie par le gouvernement fédéral.

- Que pensez-vous de cette information?
 - Êtes-vous en faveur de la tarification sur la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Croyez-vous que le fait de tarifier la pollution par le carbone ait une incidence sur la quantité de pétrole et de gaz que consomment les gens?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

La redevance fédérale sur les combustibles est actuellement en vigueur en Ontario, au Manitoba, au Yukon, en Alberta, en Saskatchewan et au Nunavut.

En vertu du système fédéral, toutes les recettes provenant de la tarification de la pollution par le carbone dans chaque province resteront dans chacune d'entre elles sous la forme d'un paiement incitatif. Pour l'année de référence 2022, le programme ontarien prévoit un crédit annuel de 488 \$ pour un particulier, 244 \$ pour un époux ou un conjoint de fait, 122 \$ par enfant de moins de 19 ans et 244 \$ pour le premier enfant d'une famille monoparentale. Les particuliers reçoivent ces paiements quatre fois par année.

- Dans l'ensemble, cette approche pour la tarification de la pollution par le carbone est-elle logique? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Pensez-vous que cela aura un impact majeur, un impact mineur ou pas d'impact du tout sur les changements climatiques?
 - Cette approche vous semble-t-elle juste? Vous semble-t-elle abordable?
 - SI NON : Pourquoi le gouvernement du Canada utiliserait-il ce système?
- En pensant à nouveau au paiement de l'Incitatif à agir pour le climat, comment vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada verse ce paiement?



- Compte tenu de ce que vous savez maintenant sur la tarification de la pollution par le carbone et le paiement de l'Incitatif à agir pour le climat, comment décririez-vous ces dernières à un ami ou à une amie?

PROTECTION ET PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE (30 minutes) Montérégie (Québec)

- Dans quelle mesure la protection et la promotion de la langue française au Canada devraient-elles constituer une priorité?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du nouveau Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada?

Le gouvernement du Canada a annoncé son Plan d'action pour les langues officielles. Ce dernier propose plus de 30 mesures visant à atteindre un certain nombre d'objectifs clés. Je vais d'abord vous faire part de ces objectifs clés et vous donner quelques exemples des mesures proposées, et je vous demanderai ensuite de me faire part de vos impressions.

AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS :

Favoriser plus d'immigration francophone au Canada

Exemples de mesures :

- Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;
- Étendre les activités de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones;
- Investir dans la formation linguistique destinée aux nouveaux arrivants.

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

Exemples de mesures :

- Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;
- Investir dans des programmes de français langue seconde d'un bout à l'autre du Canada;
- Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.

Soutenir les organismes communautaires francophones

Exemples de mesures :



- Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;
- Accorder des subventions pour des projets visant à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;
- Accorder des subventions aux artistes francophones.

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour aider le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires visant à soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

- Quelles sont vos réactions quant à chacun de ces objectifs et de ces mesures?
- Lesquels auront, selon vous, le plus d'impact sur la promotion et la protection de la langue française?
- Parmi ces éléments, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française?

LOGEMENT (15-60 minutes) Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton et du Yukon, principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton Lorsque nous vous avons demandé de venir aujourd'hui, chacun d'entre vous a déclaré souhaiter acheter une habitation dans les cinq prochaines années...

- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Lorsqu'il s'agit de l'accession à la propriété, quels sont, selon vous, les principaux défis à relever?
- **Yukon** Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité? Et l'accès au territoire?
 - **Yukon** Quels sont les plus grands défis en matière de logement? DEMANDER AU BESOIN : l'accessibilité tant en matière d'achat que de location, la qualité, l'offre, entre autres.



- **Yukon** En ayant en tête les enjeux que vous venez de mentionner, diriez-vous qu'au cours des dernières années la situation s'est améliorée, a empiré ou n'a pas changé?
- **Yukon** Prévoyez-vous que la situation du logement s'améliore ou empire au Yukon au cours des prochaines années? Pourquoi?
 - **Yukon** Qu'est-ce qui doit être fait pour améliorer l'accès au logement?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton et du Yukon** Quelles sont les informations que vous avez vues, lues ou entendues au sujet des politiques et des travaux du gouvernement du Canada en matière de logement?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton et du Yukon** Sur le plan de l'accessibilité à la propriété et en matière de logement, le gouvernement du Canada est-il en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Prévoyez-vous que le marché de l'habitation s'améliore ou empire au cours des prochaines années? Pourquoi?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Selon-vous, qu'est-ce qui doit être fait pour que les logements sur marché de l'habitation deviennent plus abordables au Canada?

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton Je vais maintenant vous montrer différentes initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement. On en compte quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

- Création d'un nouveau **compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP)** pour permettre aux Canadiens d'économiser jusqu'à 40 000 dollars, libérés d'impôt, afin de les aider à acheter leur première habitation;
- L'**Incitatif à l'achat d'une première propriété**, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada qui offre une mise de fonds de 5 ou 10 % pour l'achat d'une première habitation;
- L'élargissement de l'**Incitatif à l'achat d'une première propriété** pour permettre une plus grande souplesse et faciliter par le fait même l'accès à une première propriété à des **Canadiens vivant seuls**;

- Le doublement du **Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation** afin de procurer jusqu'à 1 500 dollars en soutien direct aux acheteurs d'une résidence en vue de compenser les frais de clôture liés à l'achat d'une première habitation;
- Investissement de 200 millions de dollars pour accroître les options liées à la **location avec option d'achat** de logements.

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton **SONDAGE** : Voici la première série d'initiatives en matière de logement. J'aimerais que vous sélectionniez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur l'accession à la propriété. Vous pouvez choisir jusqu'à trois initiatives. Si vous pensez qu'aucune d'elles n'auront un impact positif, n'en sélectionnez pas.

- La création d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété pour permettre aux Canadiens d'économiser jusqu'à 40 000 dollars, libres d'impôt, afin de les aider à acheter leur première habitation;
 - L'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada qui offre une mise de fonds de 5 ou 10 % pour l'achat d'une première habitation;
 - L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pour permettre une plus grande souplesse et faciliter par le fait même l'accès à une première propriété à des Canadiens vivant seuls;
 - Le doublement du Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation afin de procurer jusqu'à 1 500 dollars en soutien direct aux acheteurs d'une résidence en vue de compenser les frais de clôture liés à l'achat d'un premier logement;
 - L'investissement de 200 millions de dollars pour accroître les options liées à la **location avec option d'achat** de logements.
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Que pensez-vous de chacune de ces mesures?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Le gouvernement du Canada est-il sur la bonne voie ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de faciliter l'accession à la propriété? Parmi ces mesures, y en a-t-il qui pourraient avoir un impact sur vous personnellement?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété?

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton **ÉCLAIRCISSEMENT** : Ce nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux futurs acheteurs d'une première habitation d'épargner 40 000 \$ à l'abri de l'impôt. Comme pour le régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations seront déductibles et les retraits destinés à l'achat d'une première

habitation, y compris les retraits provenant de revenus de placements, seront non imposables, comme dans le cas d'un compte d'épargne libre d'impôt. Entrées et sorties libres d'impôt.

- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Croyez-vous qu'une mesure comme celle-là pourrait vous aider personnellement? Croyez-vous qu'elle aiderait les acheteurs d'une première habitation en général?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Avez-vous des questions concernant l'une de ces mesures?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Y a-t-il quelque chose dans cette liste que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Que devrait faire le gouvernement du Canada en soutien aux acheteurs d'une première habitation?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Croyez-vous que le soutien qu'apporte le gouvernement du Canada aux acheteurs d'une première habitation constitue une priorité? Pourquoi ou pourquoi pas?

Acheteurs d'une première habitation à Hamilton Je vais vous montrer un autre ensemble d'initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement.

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

- **Interdiction des offres à l'aveugle** (les offres à l'aveugle sont celles qui empêchent un acheteur de connaître les offres d'autres acheteurs);
- Création d'un **impôt sur la revente précipitée d'une propriété** pour dissuader les investisseurs d'acheter en masse des propriétés dans le but de les revendre rapidement à un prix plus élevé;
- Lancement d'un nouveau **Fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements** afin d'éliminer les obstacles et stimuler la croissance de l'offre de logements avec pour objectif de créer au moins 100 000 nouveaux d'un bout à l'autre du pays.

Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton **SONDAGE :** Sélectionnez les trois initiatives qui selon vous auront l'impact le plus positif sur le marché de l'habitation au Canada. Si vous pensez qu'aucune d'elles n'auront un impact positif, n'en sélectionnez pas.

- Interdiction des offres à l'aveugle - (les offres à l'aveugle sont celles qui empêchent un acheteur de connaître les offres d'autres acheteurs)

- Interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans (aussi connue sous le nom d'interdiction d'achats immobiliers par des acheteurs étrangers) pour s'assurer que les habitations servent de demeure à des Canadiens plutôt que de servir d'avoirs financiers à des investisseurs étrangers;
- Création d'un impôt sur la revente précipitée d'une propriété pour dissuader les investisseurs d'acheter des propriétés dans le but de les revendre rapidement à un prix plus élevé;
- Taxe sur la cession d'un contrat de vente relativement à des habitations nouvellement construites ou ayant fait l'objet de rénovations, afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des habitations qu'ils laisseront ensuite inhabitées (la cession d'un contrat de vente implique qu'un vendeur vende ses droits relatifs à une propriété avant que l'acheteur en prenne possession).
- Lancement d'un nouveau Fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements afin d'éliminer les obstacles et stimuler la croissance de l'offre de logements dans le but de créer au moins 100 000 nouveaux d'un bout à l'autre du pays.
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Quels impacts, le cas échéant, auront selon vous chacune de ces mesures?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Est-ce que l'une de ces mesures pourrait avoir un impact sur vous personnellement?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Avez-vous des questions sur l'une ou l'autre de ces mesures?
- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton et du Yukon** Quelles autres mesures aimeriez-vous que le gouvernement du Canada mette en œuvre dans le domaine du logement?
- **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** Quels sont les principaux enjeux en matière de logement sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher?
 - **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : La construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à propos de

ce que fait ou prévoit faire le gouvernement du Canada pour construire plus de logements?

- **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** [À votre avis,] quels sont les plus grands obstacles à la construction d'un plus grand nombre de logements?
 - **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** Qu'est-ce qui pourrait être fait pour surmonter cet obstacle?
 - **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** À quel palier du gouvernement revient principalement la responsabilité?
 - **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** Quel est le rôle du gouvernement du Canada, le cas échéant?
- **Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique** Avez-vous de quelconques préoccupations au sujet de la construction d'un plus grand nombre de logements plus rapidement? Si oui, quelles sont-elles?

IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION (30 minutes) **Centres urbains de moyenne taille des Prairies, de la Saskatchewan, du Manitoba et du Yukon**

- Diriez-vous que le changement climatique a un impact majeur, mineur ou nul dans les Prairies et dans le Nord canadien? Et au sein de votre collectivité en particulier?
 - SI IMPACT MAJEUR : Qu'avez-vous remarqué?
- Croyez-vous qu'à l'avenir, le changement climatique aura un impact majeur, mineur ou nul dans les Prairies et dans le Nord canadien? Et au sein de votre communauté?
 - SI IMPACT MAJEUR : Quels sont les impacts qui vous préoccupent le plus?
- Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : le changement climatique provoque de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes? Pourquoi?
- Votre communauté est-elle prête à faire face aux impacts du changement climatique? Et votre ménage?
 - SI OUI : Qu'est-ce que vous ou votre communauté avez fait pour vous préparer?

- Qu'aimeriez que votre communauté fasse encore pour se préparer aux impacts du changement climatique?
- Est-il important que le gouvernement fédéral aide les communautés à se préparer aux impacts du changement climatique?
 - Avant ce soir, aviez-vous ou avez-vous entendu parler de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral pour se préparer aux effets du changement climatique?
 - Que voudriez-vous qu'il fasse?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada prend plusieurs mesures pour s'adapter aux changements climatiques, notamment :

- Rendre l'information sur les changements climatiques plus largement accessible;
 - Investir dans l'infrastructure, y compris l'infrastructure naturelle, pour protéger les Canadiens des catastrophes liées aux conditions climatiques;
 - Élaborer des codes du bâtiment pour accroître la résilience des immeubles et de l'infrastructure.
 - Contre les effets du changement climatique sur la santé des Canadiens;
 - Appuyer les régions qui sont particulièrement vulnérables au changement climatique, y compris le Nord canadien et les régions côtières;
 - Travailler pour assurer la santé à long terme et la résilience des écosystèmes et de l'environnement naturel.
- Diriez-vous que ce sont les bonnes mesures à prendre pour se préparer aux impacts des changements climatiques, ou si le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts ailleurs?
 - Y a-t-il une ou plusieurs de ces initiatives qui vous paraissent plus importantes que d'autres? Pourquoi?

MODÉRATION DES CONTENUS SUR LES MÉDIAS SOCIAUX (45 minutes) Principaux centres urbains de l'Est de l'Ontario, Montérégie (Québec), Centres de taille moyenne des Prairies de la Saskatchewan et du Manitoba

J'aimerais maintenant parler des médias sociaux.

Nous allons commencer par quelques questions d'ordre général à propos de votre utilisation des médias sociaux.

SONDAGE : Dans l'ensemble, à quel point êtes-vous actif ou active sur les médias sociaux?

- 1- Je n'utilise jamais les médias sociaux.
 - 2
 - 3- Je n'utilise les médias sociaux que de temps en temps (c'est-à-dire de façon hebdomadaire).
 - 4
 - 5- J'utilise les médias sociaux tous les jours.
-
- Sur quelles plateformes de médias sociaux êtes-vous le plus actif ou active et, en général, comment les utilisez-vous?
 - À quelle fréquence interagissez-vous sur les réseaux sociaux et commentez-vous les publications que vous y voyez?
 - À quelle fréquence interagissez-vous sur les médias sociaux et commentez-vous les publications du gouvernement qui s'y trouvent?
 - Par un vote à main levée, combien d'entre vous ont régulièrement ou à l'occasion vu, lu ou suivi du contenu du gouvernement du Canada sur les réseaux de médias sociaux (p. ex., sur Twitter, Facebook, Instagram, etc.)?

ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Dans ce cas, nous faisons référence au contenu des ministères et organismes du gouvernement fédéral, comme Parcs Canada, l'Agence du revenu du Canada (ARC), Santé Canada, etc., et non aux publications provenant des comptes de représentants élus.

- Lorsque vous dites que vous voyez, lisez ou suivez du contenu du gouvernement fédéral sur les médias sociaux régulièrement ou à l'occasion, à quelle fréquence est-ce?
- Y a-t-il quelque chose que vous avez vu et que vous avez apprécié? Quelque chose que vous n'avez pas apprécié?
- Avez-vous utilisé les médias sociaux pour trouver des renseignements au sujet de programmes, de services et de politiques du gouvernement fédéral, ou pour obtenir des mises à jour sur des initiatives du gouvernement du Canada? Dans quel contexte?

SONDAGE : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux contenus partagés sur les réseaux sociaux par le gouvernement du Canada ou vous en méfiez-vous (il peut s'agir par exemple de publications de ministères et d'organismes tels que Santé Canada, Parcs Canada, l'Agence du revenu du Canada [ARC], etc.)?

- 1- Je m'en méfie grandement
- 2

- 3- Je ne leur fais pas confiance, mais ne m'en méfie pas
- 4
- 5 - Je leur fais grandement confiance

J'aimerais maintenant aborder plus précisément les commentaires et interactions sur les médias sociaux. Sur ces plateformes, les utilisateurs peuvent être exposés à des publications préjudiciables contenant, entre autres, des propos haineux (tels que des commentaires racistes ou sexistes), du harcèlement ou des menaces, de la désinformation ou du contenu obscène ou inapproprié.

SONDAGE : À quelle fréquence êtes-vous confronté(e) sur les médias sociaux à des contenus ou à des commentaires susceptibles d'être préjudiciables?

- 1- Jamais
 - 2
 - 3- Parfois
 - 4
 - 5- Très souvent
-
- En ce qui concerne plus particulièrement les commentaires ou les réponses préjudiciables aux publications du gouvernement du Canada sur les médias sociaux, le ou la responsable des réseaux sociaux peut masquer ou supprimer lesdits commentaires ou réponses ou bloquer leur auteur afin qu'il ou elle ne puisse voir et commenter des publications futures. Que pensez-vous de cette approche?
 - Pensez-vous que cette approche soit dans l'intérêt du public? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - En levant la main, pensez-vous qu'il s'agit d'un moyen acceptable ou inacceptable de gérer les contenus préjudiciables?
 - Y a-t-il des situations dans lesquelles vous croyez que masquer ou supprimer des commentaires, ou empêcher leurs auteurs de commenter des publications futures, constitue une manière acceptable de gérer les propos préjudiciables?
 - En quelques mots, pouvez-vous donner des exemples ou des scénarios de situations où cela est acceptable ou inacceptable?
 - Par exemple, que penseriez-vous si un commentaire raciste ou discriminatoire à l'endroit d'une personne ou d'un groupe était caché ou supprimé, ou si son auteur était bloqué?

- Que penseriez-vous s'il s'agissait d'un commentaire visant à arnaquer quelqu'un? Par exemple, si quelqu'un pose une question à l'Agence du revenu du Canada et quelqu'un d'autre répond en offrant des conseils qui sont en fait frauduleux?
 - Que penseriez-vous s'il s'agissait d'un commentaire menaçant un fonctionnaire ou un citoyen?
 - Que penseriez-vous s'il s'agissait d'un commentaire erroné, contenant des conseils ou des renseignements inexacts ou de la désinformation?
 - Que penseriez-vous s'il s'agissait d'un commentaire insultant pour une autre personne ayant commenté la publication?
- Par un vote à main levée, combien d'entre vous commentent régulièrement ou à l'occasion le contenu des médias sociaux d'organisations telles que le gouvernement du Canada?
 - Vous arrive-t-il de lire les commentaires d'autres personnes?
 - Certains commentaires sont-ils utiles? Lesquels et pourquoi?
 - Y a-t-il selon vous, certains types de contenus provenant de ministères et d'agences du gouvernement du Canada au sujet desquels il est important de pouvoir laisser ou lire des commentaires? Lesquels et pourquoi?

Nous allons terminer cette section en reprenant le sondage du début concernant votre degré de confiance général à l'endroit du contenu publié par le gouvernement du Canada sur les médias sociaux.

SONDAGE : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux contenus partagés sur les réseaux sociaux par le gouvernement du Canada ou vous en méfiez-vous (il peut s'agir par exemple de publications de ministères et d'organismes tels que Santé Canada, Parcs Canada, l'Agence du revenu du Canada [ARC], etc.)?

- 1- Je m'en méfie grandement
 - 2
 - 3- Je ne leur fais pas confiance, mais ne m'en méfie pas
 - 4
 - 5- Je leur fais grandement confiance
- Si vous avez répondu différemment qu'au début, qu'est-ce qui a influencé votre opinion? Pourquoi avez-vous changé d'opinion?

DÉPENDANCES ET USAGE DE SUBSTANCES (25 minutes) Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario

Passons à un autre sujet...

- Diriez-vous que les dépendances et l'usage de substances constituent un enjeu de taille, un enjeu mineur ou ne constituent pas du tout un enjeu au sein de votre communauté?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne la dépendance aux opioïdes? Dans quelle mesure cette dépendance constitue-t-elle un enjeu au sein de votre communauté?

- Qu'a fait le, le cas échéant, le gouvernement du Canada pour s'attaquer aux enjeux liés aux dépendances et à l'usage de substances au Canada?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu sur la décision du gouvernement du Canada de décriminaliser la possession de certaines drogues illicites en Colombie-Britannique?
 - Que pensez-vous de cette décision?
 - D'où vous proviennent cette information?

- En ce qui concerne les mesures prises pour contrer contre la dépendance et l'usage de substances, que pensez-vous du fait d'orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication au lieu de les envoyer en prison? Seriez-vous pour ou contre des mesures de ce genre? Pourquoi?
 - Quel impact, le cas échéant, cela aura-t-il? Un changement comme celui-là aurait-t-il un impact sur la criminalité?

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « approvisionnement plus sécuritaire »?

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « sites de consommation supervisée »?

ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN :

L'approvisionnement plus sécuritaire consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques.

Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et propre où les personnes peuvent apporter leur propres drogues et les consommer sous la supervision d'un personnel formé. Ces sites proposent également un éventail de services de réduction des méfaits.

- Selon vous, les personnes aux prises avec une dépendance devraient-elles pouvoir bénéficier d'un approvisionnement plus sécuritaire? Et à des sites de consommation supervisée? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Selon vous, le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer en ce qui concerne les services d'approvisionnement plus sécuritaire et les sites de consommation supervisée?
 - SI OUI : Qu'attendez-vous du gouvernement du Canada dans ce dossier?

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET RÉFORME DU SYSTÈME DE MISE EN LIBERTÉ SOUS CAUTION

(40 MINUTES) Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver

Passons maintenant à la sécurité communautaire de manière plus générale...

- Avez-vous le sentiment que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - Qu'est-ce qui est ou que croyez-vous être à l'origine de l'augmentation de la criminalité au sein de votre communauté? Quelles en sont les causes?
- Personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique — À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité?
- Avez-vous connaissance de quelque chose que le gouvernement du Canada a fait pour lutter contre la criminalité au cours des dernières années? Fait-il quelque chose maintenant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne de quelconques travaux visant le contrôle des armes à feu?
 - SI OUI : Quelles sont vos réactions à cela?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne le travail effectué pour lutter contre la criminalité et la violence des gangs de rue.

Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario Il y a quelques jours, le gouvernement du Canada annonçait 390 millions de dollars pour aider à lutter contre la violence des gangs de rue et réduire le nombre de crimes commis avec des armes à feu. Cette somme aidera à financer différents programmes, dont ceux ayant trait à l'exercice des pouvoirs de police, la sécurité aux frontières et la

prévention de la criminalité. Par le passé, des programmes comme l'Opération Centaure, une initiative visant à renforcer les corps de police, notamment par l'ajout d'unités spécialisées, à mettre fin au trafic d'armes à feu et à lutter contre la criminalité, ont été financés.

- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Quelles sont vos réactions à cela? Quels impacts aura à votre avis ce type de financement?
- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Soutenez vous cette approche pour lutter contre la criminalité? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Diaspora sud-asiatique du Sud de l'Ontario** Avez-vous des questions ou des préoccupations au sujet de ce financement?
- Que devrait faire de plus le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire la criminalité?
- Par un vote à main levée, combien d'entre vous connaissent la notion de caution?

ÉCLAIRCISSEMENTS : On parle de mise en liberté sous caution lorsqu'une personne inculpée d'une infraction criminelle est remise en liberté dans l'attente de son procès. Comme vous le savez, toute personne en attente de son procès est présumée innocente tant qu'elle n'est pas déclarée coupable. La mise en liberté d'une personne peut ou non être assortie de conditions auxquelles elle doit se conformer pendant toute la durée de sa liberté sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes inculpées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du système canadien de mise en liberté sous caution, le cas échéant?
- Selon ce que vous avez vu, lu ou entendu dernièrement, quelles sont vos impressions sur le système canadien de mise en liberté sous caution?
- Diriez-vous que le système de mise en liberté sous caution au Canada est :
 - Juste? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Sûr? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de personnes qui récidivent après avoir été libérées sous caution?

- Diriez-vous qu'il s'agit d'un problème majeur, mineur, ou qu'il ne s'agit pas d'un problème du tout au Canada?

Comme vous le savez peut-être, en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les personnes accusées ont le droit à une mise en liberté sous caution, à moins qu'il existe un motif valable de les maintenir en détention, tel qu'un risque de fuite ou un risque pour la sécurité du public, et qu'il n'y a pas d'autres moyens d'y remédier.

Le gouvernement du Canada [envisage/a proposé] certaines réformes du système de mise en liberté sous caution, qui rendraient plus difficile, pour les personnes ayant déjà été reconnues coupables de certains types de crimes violents, de sortir de prison en attendant leur procès.

- Quelle est votre réaction à cette idée?
 - Y êtes-vous favorable, opposé ou incertain(e)?
 - Auriez-vous des préoccupations si le gouvernement du Canada allait de l'avant avec ce type de réforme? Cela vous semblerait-il juste?
 - Pensez-vous que cela aurait un impact sur la criminalité au Canada? Et dans votre communauté?
- Pouvez-vous penser à d'autres choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour prévenir la criminalité?
 - DEMANDER : Devrait-il offrir plus de services de santé mentale? Des services de traitement de la toxicomanie? Des logements?
 - Ces initiatives auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Devraient-elles constituer une priorité pour le gouvernement fédéral?

MESURES D'ACCESSIBILITÉ À LA PROPRIÉTÉ/COÛT DE LA VIE (20-50 minutes) Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec, acheteurs d'une première habitation d'Hamilton

- **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** De manière générale, comment décririez-vous la gestion du gouvernement du Canada en ce qui a trait au coût de la vie?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- [Trouvez-vous que le gouvernement du Canada aide la population canadienne à faire face à/Que fait le gouvernement du Canada pour remédier à] l'augmentation du coût de la vie?

- Diriez-vous que le [gouvernement du Canada/gouvernement fédéral] est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des épiceries et de l'essence?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie?
- À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix?
 - La [hausse/l'augmentation] du coût de la vie est-elle [davantage attribuable à des événements survenant chez nous au Canada, ou à l'échelle mondiale, ou les deux — c'est-à-dire à la fois un problème « purement canadien » et un problème mondial?] [Qu'est-ce qui vous fait dire cela?]
 - **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** À votre connaissance, le changement climatique a-t-il un impact sur le prix des produits d'épicerie?
 - **Acheteurs d'une première habitation d'Hamilton** Que peut faire le gouvernement concernant l'augmentation du coût de la vie?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Êtes-vous au courant de quoi que ce soit que fait le gouvernement en réponse à l'augmentation du coût de la vie?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Êtes-vous au courant de politiques, de programmes, de services ou de prestations du gouvernement du Canada visant à soutenir les Canadiens éprouvant des difficultés en raison de l'augmentation du coût de la vie?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec Je vais vous montrer une liste de mesures actuelles que le gouvernement du Canada propose ou envisage de proposer en vue de soutenir les personnes éprouvant des difficultés face à l'augmentation du coût de la vie.

Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

- **Le remboursement pour l'épicerie** : Un versement unique pour les Canadiens à revenu faible ou modeste, soit jusqu'à 467 \$ pour les couples admissibles avec deux enfants et jusqu'à 234 \$ pour les personnes seules sans enfants admissibles.

- **L'indexation des prestations en fonction de l'inflation** : Des prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées de manière à augmenter selon la hausse du coût de la vie.
- **Soins dentaires** : Fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer cette année par les enfants de moins de 12 ans.
- **L'Allocation canadienne pour les travailleurs** : Un crédit d'impôt remboursable qui permet aux travailleurs à faible revenu de récupérer jusqu'à 1 395 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 2 400 \$ pour les familles.
- **L'Allocation canadienne pour le logement** : Un paiement unique de 500 \$ libre d'impôt aux Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer.

Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec **SONDAGE** : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez les mesures qui vous semblent les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- Le remboursement pour l'épicerie
- L'indexation des prestations en fonction de l'inflation
- Les prestations pour soins dentaires
- L'Allocation canadienne pour les travailleurs
- L'Allocation canadienne pour le logement

Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec *LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX*

- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Pourquoi avez-vous choisi cette mesure?
- Quel serait, selon vous, l'impact de cette mesure?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Dans l'ensemble, que pensez-vous de cette série de mesures?
 - **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Y a-t-il quelque chose dont vous n'étiez pas au courant auparavant?

- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** considérez-vous l'ensemble de ces mesures d'accessibilité comme étant importantes? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** avez-vous de quelconques questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** y a-t-il parmi ces mesures quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec** Selon vous, qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait encore faire, le cas échéant, pour s'attaquer à l'augmentation du coût de la vie?

COÛT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (25 minutes) **Personnes à faible revenu des principaux centres urbains du Québec**

Parlons maintenant de changement climatique...

- PAR VOTE À MAIN LEVÉE : Diriez-vous que vous n'êtes pas préoccupé, plutôt préoccupé ou très préoccupé par le changement climatique?
 - Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus?
- S'il y a lieu, quels impacts du changement climatique avez-vous remarqués dans votre communauté? Et à l'échelle du Canada?
 - Quel impact le changement climatique a-t-il sur l'économie, le cas échéant?
 - Et sur la santé des Canadiens?
- Lequel des énoncés suivants se rapproche le plus de votre point de vue :
 - Le coût du changement climatique pour l'économie et la société canadiennes est plus élevé que celui de la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de carbone.
 - Le coût de la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de carbone est plus élevé que celui du changement climatique pour l'économie et la société canadiennes.
- Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Si vous croyez que le coût de la mise en œuvre de ces mesures de réduction des émissions est plus élevé que celui du changement climatique pour l'économie, croyez-vous que le

gouvernement devrait tout de même continuer à essayer de réduire les émissions? Pourquoi ou pourquoi pas?

Comme vous le savez, il existe de nombreuses façons d'aborder la question du changement climatique. Certains programmes de lutte contre le changement climatique pourraient tarifer les sources d'énergie émettant du carbone, comme le pétrole, le gaz, etc., afin d'encourager les entreprises et les personnes à passer à des sources d'énergie ne produisant pas ce type de pollution. D'autres programmes pourraient encourager le développement de sources d'énergie plus propres et tenter de rendre ces options plus abordables (p. ex., des crédits d'impôt pour les entreprises qui développent des énergies propres ou des incitatifs financiers pour l'achat d'un véhicule électrique).

- Que pensez-vous de chacune de ces approches? L'une est-elle meilleure que l'autre ou les deux sont-elles aussi nécessaires?
- Quel genre d'impact, positif ou négatif, pensez-vous que chacune de ces approches aura sur votre ménage?

SOINS DE SANTÉ (30 minutes) Yukon

J'aimerais maintenant que nous focalisions sur les soins de santé

- Comment qualifieriez-vous le système de soins de santé actuel au Yukon?
 - Que pensez-vous de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans votre région?
- Quels sont les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans votre communauté?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et quels sont-ils en matière de soins de santé mentale?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et pour ce qui est des dépendances et de l'usage de substances?
- Pensez-vous que le système de soins de santé de votre région nécessite des changements importants, des changements mineurs ou peu ou pas de changements?
- Avez-vous entendu parler de quelque chose que le gouvernement fédéral a fait en matière de soins de santé, de soins de santé mentale ou de dépendances et d'usage de substances au Yukon?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à investir 25 milliards de dollars sur dix ans pour conclure des ententes avec les provinces et territoires afin d'aider à financer des services de santé mentale et de traitement des dépendances, de remédier à la pénurie de travailleurs de la santé et de réduire les retards accumulés dans le système de soins de santé, et de moderniser ce dernier.

Afin de recevoir ce financement, le gouvernement fédéral demande aux provinces et aux territoires de développer des plans décrivant la façon dont les fonds seront dépensés et de quelle façon l'amélioration du système sera mesurée. Le gouvernement fédéral demande aussi aux provinces et aux territoires de simplifier les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers auxquels sont soumis les professionnels de la santé formés à l'étranger.

Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces et les territoires, les organismes de santé et les principaux intervenants, contribue également à l'élaboration de normes nationales en matière de services de santé mentale,

- Que pensez-vous de ces annonces?
- Pensez-vous que ce que le gouvernement fédéral propose aura un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la qualité des soins de santé dans le Nord canadien? Pourquoi?
- Diriez-vous que vous êtes pour ou contre les plans du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, ou ni l'un ni l'autre? Pourquoi?
- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait encore faire?

ASSURANCE-MÉDICAMENTS (45 minutes) Nouveau-Brunswick, principaux centres urbains de la Colombie-Britannique

- **Nouveau-Brunswick** À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - **Nouveau-Brunswick** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et les soins de santé? Dans quelle mesure les soins de santé devraient-ils être une priorité?
- Quels sont les enjeux les plus importants en matière de soins de santé auxquels le gouvernement du Canada devrait se consacrer?
 - DEMANDER AU BESOIN : Et les pénuries de médecins et d'infirmiers(ères) d'un bout à l'autre du pays? Et la fourniture d'un soutien en matière de santé mentale à tous les

Canadiens? Et la réduction des temps d'attente en matière de services médicaux? Et le développement des soins de santé virtuels.

- Et pour ce qui est du coût des médicaments sur ordonnance au Canada? Diriez-vous que cet enjeu est plus important, aussi important ou moins important que les enjeux liés aux soins de santé que vous avez mentionnés précédemment?
- Comment décririez-vous le régime actuel d'assurance-médicaments d'ordonnance au Canada?
 - Les médicaments d'ordonnance sont-ils abordables? Sont-ils accessibles?
- Qui parmi vous connaît le terme « régime d'assurance-médicaments »?
 - Qu'est-ce qu'il signifie pour vous?
- Avez-vous connaissance de travaux ou de projets que le gouvernement du Canada a réalisés ou envisage de réaliser en ce qui concerne le régime d'assurance-médicaments? Qu'avez-vous vu, entendu ou lu à ce sujet?

ÉCLAIRCISSEMENTS : En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'aller de l'avant pour instaurer un régime d'assurance-médicaments national afin de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables pour que davantage de Canadiens puissent en profiter.

Depuis, le gouvernement du Canada a commencé par créer l'Agence canadienne des médicaments afin d'être en mesure de négocier le prix des médicaments d'ordonnance pour le compte des Canadiens et de les acheter au prix du gros pour aider les Canadiens à réaliser des économies à long terme. Le gouvernement du Canada s'emploie également à élaborer sa stratégie nationale pour les médicaments coûteux destinés au traitement de maladies rares afin d'aider les Canadiens à mieux avoir accès à ces médicaments comme première étape à l'élargissement de la couverture des médicaments.

- Quelles sont vos réactions à cette nouvelle? Le gouvernement du Canada devrait-il en faire une priorité?
- Alors que le gouvernement du Canada planifie les prochaines étapes relatives à son régime national d'assurance-médicaments, quels sont les points les plus importants qu'il doit garder à l'esprit?

- Qui devrait être couvert par un régime national d'assurance-médicaments? Le régime devrait-il être universel, de sorte que tout le monde bénéficie d'une couverture, ou devrait-il plutôt constituer un « filet de sécurité », de sorte qu'il ne s'applique aux Canadiens que lorsque les coûts des médicaments sur ordonnance dépassent un certain pourcentage de leurs revenus? Pourquoi?
 - Quelle approche est la plus juste et équitable?
 - Avez-vous des préoccupations quant à l'une ou l'autre de ces approches?
- Le régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public comme le système de santé dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime. Il pourrait aussi « combler les lacunes » afin que les Canadiens puissent continuer à recourir aux régimes publics et privés existants. Un régime de ce type serait mis en place afin de veiller à ce que tous les Canadiens bénéficient d'une couverture y compris ceux qui ne sont pas couverts actuellement.
 - De votre point de vue, quels sont les avantages et désavantages de ces deux approches?
 - À votre avis, laquelle des deux approches est la plus juste ou la plus équitable?
 - Avez-vous des préoccupations quant à l'une ou l'autre de ces approches?
- Qui, ici, bénéficie d'un régime d'assurance-médicaments?
 - SI OUI : Êtes-vous satisfait de votre régime? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Croyez-vous que la couverture d'un régime d'assurance-médicaments national serait meilleure ou pire que le régime dont vous bénéficiez actuellement? Pourquoi?
- Si le gouvernement du Canada met en place un régime national d'assurance-médicaments, quel type de médicaments vous attendriez-vous à ce qu'il couvre? Les médicaments d'importance vitale, les médicaments pour maladies rares, les médicaments plus courants ou plus fréquemment prescrits?
- Un régime national d'assurance-médicaments contribuerait-il à rendre le coût de la vie plus abordable?
- Quels impacts aurait-il sur notre système de soins de santé?
- Seriez-vous en faveur d'un régime d'assurance-médicaments?
 - Même si cela augmentait le déficit?
 - Même s'il avait pour effet d'augmenter les taxes?

- Avez-vous des questions au sujet du régime d'assurance-médicaments?

LA TARIFICATION DU CARBONE (45 minutes) Nouveau-Brunswick

- Dans quelle mesure est-il important que le gouvernement du Canada réduise la pollution par le carbone au Canada? Pourquoi?
 - Avez-vous connaissance de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada fait pour réduire la pollution par le carbone au Canada?

Le gouvernement du Canada prend plusieurs mesures pour réduire la pollution par le carbone. Voici quelques-unes de ces mesures :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- La tarification de la pollution par le carbone;
- L'élaboration d'une norme sur les combustibles propres;
- Investissements dans les domaines de l'énergie renouvelable et des technologies propres;
- Investissements en matière de programmes d'efficacité énergétique;

Aujourd'hui, nous nous concentrerons principalement sur la première mesure : la tarification de la pollution par le carbone.

- Avant aujourd'hui, qui parmi vous était au courant que le gouvernement du Canada avait tarifé la pollution par le carbone?
- Que savez-vous, le cas échéant, au sujet de la tarification de la pollution par le carbone?
- Quelles sont vos questions concernant la tarification de la pollution par le carbone? Que voulez-vous savoir à ce sujet?
- D'après ce que vous savez déjà à ce sujet, diriez-vous que vous êtes pour ou contre la tarification de la pollution par le carbone, ou que vous êtes indécis(e)?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Il y a deux composantes au système de tarification de la pollution par le carbone : une redevance sur les combustibles qui s'applique aux hydrocarbures comme le pétrole et le gaz et un système distinct pour l'industrie. Dans les provinces dans lesquelles s'applique la redevance fédérale sur les combustibles, tous les produits provenant directement de la tarification de la pollution sont remis aux Canadiens, principalement sous forme de paiements de l'Incitatif à agir

pour le climat versés aux ménages. La plupart des ménages reçoivent plus d'argent par l'intermédiaire de ces paiements que ce qu'ils déboursent pour la redevance sur les combustibles.

- Le fait de savoir cela influence-t-il votre soutien ou votre opposition à la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : À la suite de la demande du Nouveau-Brunswick, en février 2023, pour que la redevance sur les combustibles du système fédéral de tarification de la pollution remplace la redevance sur les combustibles de la province, le gouvernement du Canada a l'intention d'appliquer la redevance fédérale sur les combustibles au Nouveau-Brunswick à compter du 1er juillet 2023. Le Nouveau-Brunswick continuera d'appliquer sa propre redevance sur les combustibles administrée par la province pour les émetteurs industriels.

- Si vous cherchiez des renseignements au sujet de la tarification sur la pollution par le carbone, par où commenceriez-vous?
 - De quelles sources de renseignements vous serviriez-vous?
 - Quelles sources de renseignements sur cet enjeu sont dignes de confiance ou crédibles?
 - DEMANDER : Les renseignements provenant de climatologues? D'économistes?
 - Pourquoi?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Nombreux sont les économistes qui affirment que le fait de tarifier la pollution par le carbone est le moyen le plus rentable de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique.

FOURNIR LA SOURCE DANS LA FENÊTRE DE DISCUSSION AFIN QUE LES PARTICIPANTS PUISSENT LA CONSULTER S'ILS LE SOUHAITENT :

- Le fait de savoir cela influence-t-il votre soutien ou votre opposition à la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'autres pays comme le Danemark, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon ont leurs propres systèmes de tarification de la pollution par le carbone. En sachant que ces pays ont adopté cette approche êtes-vous plus enclin ou moins enclin à soutenir la tarification du Canada en matière de pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Comme cela a été mentionné, le gouvernement du Canada investit également dans les énergies renouvelables et les technologies propres afin de contribuer à la réduction des

émissions. Certains pays, comme les États-Unis, ont choisi de ne pas tarifier la pollution par le carbone et d'investir massivement dans le secteur privé, afin que les sociétés puissent développer elles-mêmes les technologies propres nécessaires à la réduction des émissions de carbone. Pour y parvenir, le gouvernement américain investit 400 milliards de dollars, soit un cinquième de l'ensemble de l'économie canadienne.

- Que pensez-vous de cette approche? Quels sont les avantages et les coûts associés à cette approche?
- Pensez-vous que le gouvernement doive adopter une approche semblable? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Le gouvernement du Canada pourrait-il assumer le coût d'une approche comme celle-là?
- Pensez-vous que le fait de tarifier la pollution par le carbone dissuadera les gens de polluer? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quels sont les autres impacts, le cas échéant, que pourrait avoir sur les Canadiens une tarification de la pollution par le carbone?
 - À court terme, pensez-vous que pour les collectivités, le coût associé à une tarification de la pollution par le carbone soit plus élevé que le coût associé au changement climatique? Pourquoi?
 - Et à long terme?
- En 2021, les émissions de gaz à effet de serre ont été de 7,4 % inférieures au niveau des émissions pré-pandémiques (2019). Qu'est-ce qui selon vous, a contribué à cette diminution?
 - DEMANDER : Les politiques du gouvernement, dont la tarification de la pollution par le carbone?
 - De votre point de vue, qu'est-ce qui pourrait être fait pour réduire les émissions davantage?

UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX (25 minutes) Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba

Lorsque nous vous avons demandé de venir discuter avec nous aujourd'hui, vous avez tous indiqué que vous utilisiez fréquemment les médias sociaux.

- À quelle fréquence utilisez-vous les médias sociaux au cours d'une journée normale?

- Quelles sont les plateformes médiatiques que vous utilisez le plus?
 - Pourquoi utilisez-vous (INSÉRER LE NOM DE LA PLATEFORME)
 - Quels sont les aspects ou les caractéristiques de cette plateforme qui vous plaisent le plus?

- À quel point les médias sociaux sont-ils importants pour vous en tant que source de renseignements?
 - Y a-t-il des sujets ou des types de renseignements particuliers pour lesquels vous vous fiez aux médias sociaux?

- Quel est le type de contenu qui vous intéresse le plus en général? Pouvez-vous donner des exemples?
 - Pourquoi est-ce ce type de contenu qui vous intéresse le plus?

- Suivez-vous le gouvernement du Canada sur les médias sociaux ou sur tout autre compte associé? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Sur quelles plateformes?

- Que vous soyez abonnés ou non à des comptes du gouvernement du Canada, vous souvenez-vous d'avoir vu du contenu provenant du gouvernement fédéral? De quoi s'agissait-il?

- Avez-vous déjà interagi avec du contenu du gouvernement du Canada? Que vous ayez déjà interagi ou pas, quel type de contenu du gouvernement est susceptible de vous intéresser?

- Quels conseils en matière de création de contenu destiné aux médias sociaux donneriez-vous au gouvernement du Canada?
 - Y a-t-il des plateformes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait être plus présent?
 - Y a-t-il des sujets, des formats ou des approches qui, à votre avis, capteraient davantage l'attention et intéresseraient davantage les utilisateurs de médias sociaux?

SÉCURITÉ EN LIGNE (30 MINS) Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba

Passons à un autre sujet...

- Quels sont les impacts positifs, le cas échéant, qu'ont aujourd'hui Internet et l'univers virtuel sur la société?
- Présentent-ils de quelconques inconvénients? Quels sont-ils?
 - Quel degré de contrôle considérez-vous avoir sur les contenus que vous voyez sur Internet? Et tout particulièrement dans les flux de médias sociaux?
- Que signifie pour vous le terme « sécurité en ligne »?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations quant à votre cybersécurité? Et concernant les médias sociaux en particulier?
 - Et concernant la sécurité d'autres Canadiens? Comme par exemple concernant les enfants ou des groupes racisés?
- Que signifie pour vous le terme « préjudices en ligne »?
 - De votre point de vue, quel type de contenu peut être préjudiciable, le cas échéant?
 - Avez-vous déjà été exposé à du contenu en ligne que vous qualifieriez de préjudiciable? À quelle fréquence?
- Dans quelle mesure les contenus préjudiciables en ligne vous préoccupent-ils, le cas échéant? Et concernant les médias sociaux en particulier?
 - À quel point ce problème est-il préoccupant au Canada?
 - Quelles sont vos principales préoccupations?
- Devrait-on en faire plus pour contrôler ce type de contenu en ligne dont nous parlons? *Note au modérateur : Enregistrer les « oui », les « non », les « pas sûr », et effectuer un suivi.*
 - SI OUI : Que faudrait-il faire? À qui ou à quoi la responsabilité de remédier aux préjudices en ligne devrait-elle incomber?
 - SI PAS SÛR OU SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis? Quelles sont vos préoccupations à ce sujet, le cas échéant?
- À votre connaissance, fait-on quelque chose pour prévenir ou empêcher la diffusion de contenu préjudiciable en ligne? Qu'avez-vous entendu à ce sujet?
 - S'agit-il d'une bonne approche? Avez-vous de quelconques préoccupations à ce sujet?
- Les plateformes en ligne ont-elles la responsabilité de protéger leurs utilisateurs de contenus préjudiciables? Si oui, que devraient-elles faire? Si non, pourquoi pas?



- Les plateformes en ligne devraient-elles être tenues pour responsables des préjudices liés à l'utilisation de leurs services? *Note au modérateur : Enregistrer les « oui », les « non », les « pas sûr », et effectuer un suivi.*
 - SI OUI : Qu'est-ce qui devrait être fait, le cas échéant?
 - SI PAS SÛR OU SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis? Quelles sont vos préoccupations à ce sujet?
- Avez-vous connaissance d'autres mesures prises pour rendre l'univers virtuel plus sécuritaire?

Utilisateurs fréquents des médias sociaux de 18 à 34 ans des principaux centres urbains des Prairies, de la Saskatchewan et du Manitoba, utilisateurs fréquents des médias sociaux, hommes âgés de 20 à 30 ans de centres de taille moyenne du Québec Dans la section qui suit, je vais vous poser quelques questions sur l'utilisation des médias sociaux et sur les informations que vous êtes susceptible de trouver en ligne...

- Hommes âgés de 20 à 30 ans de centres de taille moyenne du Québec Que vous les utilisiez ou non comme source d'actualités, quels sites ou applications de médias sociaux utilisez-vous? À quelle fréquence les utilisez-vous?
- À quelle fréquence tombez-vous sur une information en ligne dont vous ne savez pas avec certitude si elle est vraie ou si elle est fausse?
- Qui parmi vous connaît les termes « mésinformation » et « désinformation »? Que signifient ces termes? Qu'est-ce qui les distingue?

CLARIFIER : La différence entre ces deux termes est que la mésinformation est une information erronée ou trompeuse, tandis que la désinformation est une fausse information délibérément diffusée dans le but de tromper les gens.

- La diffusion de mésinformation ou de désinformation en ligne vous préoccupe-t-elle? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que la mésinformation et la désinformation affectent les jeunes hommes? Si oui, comment?
- Pouvez-vous nous donner un ou des exemples de mésinformation ou de désinformation dont vous avez été témoin en ligne?

- Où avez-vous vu cette information? Vous souvenez-vous d'où provenait l'information?
 - Avez-vous, par un moyen ou un autre cherché à savoir si elle était véridique ou non? Quels moyens avez-vous employés?
 - Vers quelles sources d'information ou vers quelles personnes vous tourneriez-vous pour vous aider à prendre votre décision?
- Selon vous, que devrait-on faire pour lutter contre la mésinformation ou la désinformation en ligne?
 - Les plateformes numériques comme Facebook et Google ont-elles une responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles et des informations diffusées sur leurs plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que devraient-elles faire, le cas échéant?
 - Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation en ligne? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que devrait-il faire, le cas échéant?

ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES (30 minutes) Hommes âgés de 20 à 30 ans de centres de petite à moyenne taille du Québec

- Selon vous, y a-t-il des stéréotypes sexistes ou des attentes auxquelles les hommes doivent répondre dans la société? Si oui, lesquels?
 - Ces stéréotypes ont-ils un impact sur le bien-être des hommes? Comment?
- Selon vous, que signifie l'égalité entre les genres? Quelle importance accordez-vous à l'égalité entre les genres?
 - Les jeunes hommes ont-ils un rôle à jouer dans la promotion de l'égalité entre les genres? Que devrait être leur rôle?
 - Y a-t-il des obstacles empêchant d'avoir des discussions à ce sujet?

Certains disent que la société s'éloigne de plus en plus de ce que nous pourrions appeler les rôles traditionnels masculins et féminins. À titre d'exemple, les femmes peuvent davantage assumer des rôles traditionnellement réservés aux hommes à la maison et au travail, et les hommes peuvent davantage assumer des rôles traditionnellement réservés aux femmes à la maison et au travail.

- Quelle est votre réaction à cela?

OPIOÏDES (30 minutes) Principaux centres urbains de la Colombie-Britannique, personnes préoccupées par la criminalité de la région de Vancouver en Colombie-Britannique

Passons à un autre sujet...

- Diriez-vous que la dépendance aux opioïdes est un problème important, un problème mineur ou un problème inexistant dans votre communauté?
- Sommairement, comment cet enjeu a-t-il évolué au fil du temps? La situation s'est-elle améliorée ou aggravée?
- Avez-vous espoir que des progrès seront réalisés en la matière au cours des années à venir? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsqu'on parle d'« approvisionnement sécuritaire »?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsqu'on parle de « sites d'injection sûrs »

ÉCLAIRCISSEMENTS :

L'approvisionnement sécuritaire consiste à fournir des médicaments prescrits comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques consommées par ceux qui présentent un risque élevé de surdose. Les services d'approvisionnement sécuritaire contribuent à prévenir les surdoses et à mettre en contact les personnes qui consomment des drogues avec d'autres services sociaux et de santé.

Les sites d'injection sûrs offrent un espace sûr et propre aux personnes, qui peuvent y apporter leur propre drogue à consommer sous la supervision d'un personnel formé. Cela permet d'éviter les surdoses accidentelles et de réduire la propagation de maladies infectieuses. Ces sites offrent également un éventail de services de réduction des méfaits.

- Quels sont vos réactions en entendant ces définitions?

- À quel point est-ce important pour les personnes aux prises avec une dépendance aux opioïdes de pouvoir bénéficier d'un approvisionnement sécuritaire et d'avoir accès à des sites d'injection sûrs? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de services d'approvisionnement sécuritaire et de sites d'injection sûrs?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Par l'intermédiaire du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances, le gouvernement du Canada finance des projets dont l'objectif est de lutter contre les préjudices liés à l'usage de substances.

Plus précisément, dans le cadre ce programme, le gouvernement du Canada finance l'approvisionnement plu sécuritaire et des services d'injection supervisée en plus de financer des projets axés sur des initiatives comme la prévention des surdoses, la sensibilisation, le soutien à la désintoxication, le soutien par les pairs, l'action sociale, le mentorat, les services de soutien en matière de santé mentale, entre autres.

- Que pensez-vous des investissements du gouvernement du Canada destinés à des projets axés sur la réduction des méfaits?
 - Quels impacts, le cas échéant, prévoyez-vous que ces projets auront?
- Quel est votre point de vue sur l'exemption accordée par le gouvernement du Canada à la *Loi réglementant certaines drogues et substances* dans le but de supprimer les sanctions pénales pour la possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique? Êtes-vous pour ou contre une mesure comme celle-là? Pourquoi dites-vous cela?
 - Le cas échéant, quelles conséquences cela aura-t-il?
 - Cette mesure aura-t-elle un impact sur la criminalité en Colombie-Britannique? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada prenne pour résoudre ces problèmes?

CONCLUSION (5-10 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez demander ou dont vous souhaiteriez parler au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

